

















Lettre écrite à Mr. Bartenstein d'un Père Benedictin de la Congregation de ...  
de Paris ca 15<sup>e</sup> 80re 1714.

Monsieur, Je ne saurois assez vous remarquer toute la reconnoissance que je sens pour tant de choses pleines de bonté, d'amitié et de confiance que vous venez de m'en faire. Le moyen encore de reconnoître dignement le service important que vous me rendez actuellement à Vienne. Je vais tâcher au moins de vous donner une petite marque de ma gratitude en répondant le mieux qu'il me sera possible et le plus succinctement que je pourray à toutes les questions que vous me faites l'honneur de me proposer. Mais avant que d'entrer en matière, agréés Monsieur que je vous témoigne ma joye sur ce que vous reconnoissez de bonne foy que la Communion sous une seule espece étoit ordinairement en usage dans l'ancienne Eglise dans les circonstances que j'ay eu l'honneur de vous indiquer, sans que personne jusqu'à la naissance des Protestantismes se soit avisé de révoquer en doute la validité ou l'intégrité de ces Communion.

Mais direz vous peut estre, pourquoi l'Eglise ne rendoit elle point l'usage du Calice à ceux qui voulaient bien corriger les abus pour lesquels le Concile de Constance avoit jugé à propos de le retrancher? à cela, Monsieur les Catholiques répondent, que nous avons un exemple de cette concession dans le Concile de Bâle, où la coupe fut accordée aux Bohémiens, à condition de reconnoître que J. C. étoit reçu tout entier sous chacune de deux especes. On fut long temps en doute à Trente, s'il ne falloit pas accorder la même chose à l'Allemagne et à la France, qui le demandoient, dans l'esperance de réduire par ce moyen plus facilement les Lutheriens et les Calvinistes à l'Unité de l'Eglise. Le Concile jugea à propos de renvoyer la chose au Pape à fin qu'il fit selon la Prudence ce qui seroit plus utile à la Chretienté, et plus conforme au salut de ceux qui lui feroient cette demande. En consequence de ce Decret, et en suivant les traces de Paul. III. Pie IV. son successeur à la priere de l'Empereur Ferdinand, et de quelques Princes d'Allemagne par ses Brefs du 1. Fev. 1568. envoya une permission à quelques Evêques de rendre la coupe à l'Allemagne. La chose fut executée à Vienne en Autriche et en quelques autres endroits. Mais il fallut bien tôt révoquer cette concession, parce qu'on reconnut que les Esprits étoient encore trop aigris et trop enflammés. Les Ministres Lutheriens, ne cherchoient qu'une occasion de crier aux oreilles du peuple credule que l'Eglise R. reconnoît elle même qu'elle s'étoit trompée en croyant que la Communion sous une seule espece suffisoit. Imposture horrible puisque le Pape IV. n'accordoit l'usage de deux especes à ces Allemands qu'à ces conditions marquées dans les Brefs et qui étoient les mêmes que celles du Concile de Bâle.

Pour ce qui est de la Transubstantiation, Monsieur nous n'entendons autre chose par ce terme, si non qu'en vertu des prieres sacramentelles le Pain est tellement changé au Corps et le Vin au sang de J. C. qu'après ces paroles, de la consecration il n'y a plus ni Pain ni Vin, mais seulement le Corps et le sang de J. C. avec les seules especes ou apparences du Pain et du Vin.

Si vous demandez presentement, comment un tel changement peut se faire, le quomodo, le modus, il est certain qu'il se fait: Mais l'Eglise en proposant à ses Enfants la vérité et la certitude de ce changement, n'a rien prononcé sur la maniere, et la raison humaine ne conçoit pas mieux, comment le pain peut estre changé au Corps et le Vin au sang de J. C. qu'elle ne conçoit, comment le même Corps de J. C. peut estre en plusieurs lieux à la fois.

L'Eglise n'a rien non plus prononcé sur la Nature de ces Especes ou apparences du Pain et du Vin, qui restent après la consecration. Il est de Foy seulement que leur premier Sujet dans lequel elles subsistoient avant la Consecration, n'existe plus après la Consecration, puisqu'il est changé au Corps et au sang de J. C. Mais enfin existent elles absolument sine Subjecto? Les Philosophes et les Catholiques en disputent, et ad hoc sub Judice lis est. Nous croyons encore que le Corps et le sang de J. C. demeurent autant de temps present dans



le Sacrement, que le pain et le Vin non consacrés auroient demeurés dans l'ordre ordinaire de la Nature sans se corrompre, en sorte que dans le même temps que la corruption du pain et du Vin auroit dû se faire selon les loix naturelles. le Corps et le Sang du Sauveur immatérables et incorruptibles cessent d'être présents dans l'Eucharistie, et les Corps physiques qui selon les loix ordinaires de la Nature, se seroient formés de la corruption du pain et du Vin, succèdent et prennent la place du Corps et du Sang de J. C. Donnons maintenant quelques preuves de la Transubstantiation.

1<sup>re</sup> Les Peres ont souvent marqué et combattu dans leurs écrits une doute qui s'éleve sur l'Eucharistie, et ils ont taché d'imprimer dans l'esprit des fideles la Verite contraire à ce doute. Ce doute naissoit de ce que nous n'y voyons que du pain et du Vin et non de la Chair et du Sang de J. C. de voy autre chose, dit S<sup>t</sup> Ambroise, comment m'assurez vous que c'est le Corps de J. C.? Comment ne paroît il pas chair? dit Theodoret. Comment ne paroît il pas de la chair? dit Nicolas de Methore.

Il est visible que ceux qui avoient ce doute, ne l'avoient que parce qu'ils avoient de la peine à croire, que le pain et le Vin fussent réellement changés au Corps et au Sang de J. C. puisqu'ils voient ce pain et ce Vin selon les yeux paroissant encore rester après la Consecration. Si les Peres qui proposent ces doutes, avoient tenu l'impanation Lutherienne, rien ne leur étoit plus aisé et plus naturel, que de répondre que le Pain et le Vin restoient et contenoient dans l'usage le Corps et le Sang de J. C. mais rien de tout cela pour ôter le doute des fideles et leur rendre croyable le changement réel du pain au Corps et du Vin au Sang de J. C. ils ont recours aux grandes merveilles de Dieu, au changement de l'eau en Vin aux Noës de Cana, à la Creation du Monde etc. *aquam olim in Vinum in Cana galilaeae proprio motu convertit*, dit S<sup>t</sup> Cyrille Cathec. 4. et *ecum parum ignum existimabimus, cui credamus quod Vinum in sanguinem transmutavit.* Voyez aussi S<sup>t</sup> Ambroise de iis qui mysteriis iniantur. c. 9. S<sup>t</sup> Gaudence Hom. 2. in Exod.

2<sup>re</sup> Les Peres nous assurent que le pain et le Vin sont convertis, changés, transmutés, transmutés au Corps et au Sang de J. C. Rien n'est plus ordinaire que ces expressions dans leurs écrits et rien n'a dû être plus commun dans la bouche des fideles, puisque c'est le langage de toutes les liturgies anciennes. Voyez la Liturgie du S<sup>t</sup> Chrysostome, Voyez S<sup>t</sup> Ambroise l. 6. de Sacramentis. c. 1.

S<sup>t</sup> Gregoire de Ville Dieu catech. c. 37. S<sup>t</sup> Cyrille de Jerusalem cathec. Myst. 5.

Pour prouver cette conversion, ce changement, cette transmutation, cette transmutation du pain et du Vin au Corps et au Sang de J. C. ils ont encore recours aux plus grands miracles de la Creation du Monde, de l'Incarnation, du changement de la verge de Moïse en serpent et de l'eau en Vin. Voyez S<sup>t</sup> Ambroise de Init. c. 9. et S<sup>t</sup> Cyrille d'Alexandrie in 51. *quantis igitur exemplis utimur*, dit S<sup>t</sup> Ambroise, ut probemus non hoc esse quod natura formavit, sed quod Benedictio consecravit, majorem vim esse Benedictiois qui natura, quia Benedictio etiam Natura ipsa mutat. Il rapporte ensuite le changement de la verge de Moïse en serpent. Le feu qu'Elie fit descendre du Ciel et il conclut; *quod si tantum valuit Sermo Eliae, non valebit Christi Sermo, ut species mutet elementorum.* Après l'exemple de la Creation il conclut encore: *Sermo ergo Christi, qui potuit ex nihilo facere quod non erat, non potest ea quae sunt, in id mutare, quod non erant?* Non enim minus est novus recondere qui mutare naturas. En Verité il falloit que S<sup>t</sup> Ambroise, eût perdu le sens commun de s'exprimer ainsi s'il n'avoit point en vue la Présence réelle, et la Transubstantiation.

3<sup>re</sup> Enfin prenez y garde, mon cher M<sup>re</sup>. et vous trouverez, que presque toutes les preuves de la Présence réelle établissent également la Transubstantiation. mais un argument invincible et triomphant c'est la croyance de toutes les Sociétés Chrétiennes de l'Orient, qui au temps de Berenger, c'est à dire dans l'onzième siècle, et du temps de Luther et de Calvin, se sont trouvées toutes dans la Foy ferme et inébranlable de la Présence réelle et de la Transubstantiation. Il y a cependant plus de onze cent qu'elles n'ont aucune Union entre elles ni avec l'Eglise R. N'y a t il donc point de l'extravagance à s'imaginer que tant de Sociétés ennemies irreconciliables les unes des autres aient pu convenir dans un point de cette importance et qui semble repugner à la raison humaine, et ne doit on pas plutôt dire, qu'il faut que ces Sociétés Chrétiennes aient trouvé ce Point et ce Dogme bien établi dans l'ancienne



Eglise, puisque l'aucune de ces Sociétés ne s'est avisée d'y donner atteinte avant Berenger. 2  
A l'égard du fameux passage de la lettre à Césaire, trouvée à Florence: de vous diray en passant que  
l'illustre Auteur de la Nouvelle Edition de S<sup>t</sup> Jean Chrysostome qu'il va donner au public, est per-  
suadé qu'elle n'est point de ce Pere, et il espere le prouver et le démontrer en son temps. Mais comme  
la difficulté du passage subsiste toujours, soit que cette lettre soit de ce Patriarche, ou de quelqu'  
autre Pere de l'Eglise, je vous renvoie à l'explication qu'en donne M<sup>r</sup>. Arnaud au 3<sup>e</sup>. J. de la Per-  
spective de la Foi touchant l'Eucharistie. Vous y trouverez aussi la solution des autres difficultés  
qu'on tire de quelques expressions des Peres. Les habiles gens de France ne sont point surpris de  
ce que M<sup>r</sup>. Leibnitz ne se paye point de la solution du R. P. Harduin de suite, mais on défie M<sup>r</sup>.  
Leibnitz de refuter solidement celle de M<sup>r</sup>. Arnaud. Vous trouverez dans ce 3<sup>e</sup>. J. que la même  
difficulté se rencontre dans un Traité du Pape Gelase contre les Heresies de Nestorius et de  
Eutiches, et dans un escrit d'Ephrem Patriarche d'Antioche, en sorte qu'en satisfaisant  
pour l'un on satisfait également pour les deux autres. Sauf le respect deub à M<sup>r</sup>. Leibnitz,  
c'est une pauvreté d'un Auteur qui raisonne sans principes, de vous avoir dit que S<sup>t</sup> Augustin  
etait Calviniste et S<sup>t</sup> Chrysostome Lutherien. Car n'est ce pas une extravagance de vouloir que  
des Peres de l'Eglise presque contemporains différassent dans un point de cette importance.  
Une telle sottise ne peut convenir qu'à un homme qui veut soutenir à quel prix que ce soit, l'  
indifférence de Religion.

Après votre question sur la Transubstantiation, vous me dites que notre contestation se réduit à  
sçavoir: Num extra unum adit Corpus Christi? M<sup>r</sup>. Leibnitz, ajoutez vous, a soutenu la Negative  
par la raison, que dans l'ancienne Eglise on avoit quelquefois envoyé le Pain Benit par des Postillons  
à des Malades ou à des Hermites. Je m'étonne qu'un homme de l'érudition de M<sup>r</sup>. Leibnitz en  
soit resté là sans ajouter encore qu'au rapport d'Hesichius Pretre de l'Eglise de Jerusalem, on y  
brûloit les sacres restes de l'Eucharistie, et qu'au rapport de l'Auteur de la Vie de S<sup>t</sup>. Basile,  
ce Saint ayant divisé l'Eucharistie en 3. parties, en communia d'une avec beaucoup de respect,  
et de Veneration, mit l'autre dans un Vase d'or fait en forme de Colombe, qu'il fit suspendre au  
dessus de l'Autel, et enfin reserra la troisieme partie de ce pain sacré pour estre enterrée  
avec luy. Peut on ainsi brûler et enterrer ce qu'on auroit dû adorer, si S. C. étoit encore present  
hors de l'usage, dira sans doute M<sup>r</sup>. Leibnitz?

Mais tant s'en faut que ces pratiques de l'ancienne Eglise supposent l'absence du Corps de S. C.  
dans le sacrement extra unum, elles en supposent necessairement la Presence. car

1<sup>o</sup>. Qui bono envoyer les eulogies aux Malades et aux Hermites. Si ces eulogies ne contenoient  
point le Corps du Sauveur? dira-t-on que le Corps de S. C. apres avoir quité pendant plusieurs  
jours, plusieurs mois, le sacrement, y revenoit ensuite precisement, quand les Malades  
ou les Hermites vouloient communier, mais en vertu de quoy ce divin Corps de S. C. auroit il  
alors été rendu present?

2<sup>o</sup>. le pain benit ou l'Eucharistie qu'on envoyoit aux Malades et aux Hermites étoit sans doute  
la même chose que l'Eucharistie qu'on se servoit dans certaines Eglises dans un Vase d'or  
fait en forme de Colombe; or S<sup>t</sup>. Gregoire de Nazianze ne nous dit il point en son Oraison XL.  
que S<sup>t</sup>. Gorgonie sa Soeur, étant tombée dans une maladie dangereuse et se voyant  
abandonnée des Medecins, conçut la sainte resolution de recourir au Souverain Medecin  
du Corps et de l'Ame, en sorte, qu'une certaine Meist se trouvant un peu mieux, ad Altare  
cum fide procumbit, eam qui super ipso honoratur, cum ingenti clamore invocans, omnibus  
venerabilibus eum compellens, atq. omnia ea quae unquam mirifice gesserat, velut in memo-  
riam ei revocans etc. Ne nous dit il point en suite que cette S<sup>t</sup>. Vierge arrosa de ses larmes  
le S<sup>t</sup>. Eucharistie et fut aussitôt guerie. à quoy bon toutes les invocations de qu'elle  
arrive à l'Autel? Si S. C. n'étoit pas present dans l'Eucharistie qu'on gardoit sur l'Autel.

3<sup>o</sup>. Voyez mon cher M<sup>r</sup>. Si S<sup>t</sup>. Cyrille d'Alexandrie auroit admis la ridicule pretention  
de M<sup>r</sup>. Leibnitz. Alioquin il auroit dit dans la lettre ad Colosirum: qui mysticam benedictio-  
nem nihil ad Sanctificationem juvare dicant, siquid ex ea fit reliqui in alium diem.  
Insaniunt vero qui haec asserunt: neq. enim alteratur Christus, neq. Sanctum ejus Corpus,



immutatur, sed benedictionis vis et facultas et vivificans gratia in ipso existit. Ce passage, n'est il pas décisif aussi bien que le précédent contre la prétention des Lutheriens. Votre grand Patriarche M. Luther soutenoit luy même au commencement de la belle reforme qu'il n'en étoit pas de l'Eucharistie comé des autres sacrements qui passent avec le Rit extérieur, et ne subsistent que dans l'Usage; mais en l'an 1536. Bucer voulant réunir les Lutheriens avec les Calvinistes, inventa cette chimere, que le Corps de J. C. n'est présent que dans l'Usage, et comé Luther étoit déjà fort degouté de l'adoration de l'Eucharistie, il embrassa avec plaisir la Vision de Bucer. Chemnitius est un peu plus liberal que Luther. car il accorde, que le Corps de J. C. est présent cum benedictionis, frangitur, distribuitur et statim à celebratione defertur ad aegrotos, et pourquoy donc ce malheureux ne l'adoroit point dans tous ces momens? Et si le Corps du Sauveur peut bien estre présent dans l'Eucharistie depuis le moment de la Benediction jusqu'à ce qu'elle soit arrivée au lit d'un Malade qui sera quelque fois éloigné de plus d'une heure de chemin, pourquoy ce même Corps, dirje, ne pourra t'il pas estre présent plusieurs heures, plusieurs mois? Enfin Calvin est de meilleure composition, car en parlant de nostre croyance L. 4. Inst. c. 17. par. 39. Habens, dit il, veteris Ecclesiae faveor. mais il a l'impudence d'ajouter, que cet exemple ou cette croyance de l'Antiquité est contraire à la Verité.

4<sup>e</sup>. le pain benit qu'on envoyoit aux Malades et aux Hermites, étant le même que celui que les fideles prenoient et reservoient pour communier dans leur maisons. Si l'on peut prouver que ce pain benit que les fideles reservoient et emportoient chez eux, étoit le Corps Sacré du Sauveur, ne faudroit il pas dire la même chose de celui qu'on envoyoit aux malades et aux Hermites. Or voyez comé Tertullien lib. de Orat. c. 14. qualifie le pain benit que les fideles reservoient et emportoient chez eux. *Accepto Corpore Domini et reservato, dit il, utrumq. Salvum est et Participatio Sacri: fici et Executio Officii.* Voilà ce qui ne souffre point de réplique.

5<sup>e</sup>. le pain benit qu'on envoyoit aux malades et aux Hermites étoit de même nature que celui que le 2. Concile de Tours célébré en l'an 567. ordonne qu'on place sur l'autel non dans le rang des Images, non in imaginario ordine, mais sous la figure de la Croix, *sub Crucis titulo*; Or ce pain Sacré qu'on plaçoit sur l'autel et qu'on y reservoit dans certains Vaisseaux faits en forme de Tours, et en d'autres Eglises fait en forme de Colombe. Ce pain Sacré est appelé par Gregoire de Tours. *Chir. l. 1. c. 86.* Le Corps de J. C. Le Mystere du Corps de J. C. Hincmar, Archeveque de Reims qui vivoit au 10. siecle, dit, qu'on doit avoir une boete, où se conserve deuement l'oblation Sacrée, Leon IV. dans le même temps l'appelle Corps de J. C. Cardan un decret qu'on trouve F. 8. Concil. après avoir parlé du Corps et du sang pour la communion ordinaire des fideles, quand il s'agit des Malades, il ne parle plus que de la Boete où le Corps de N. S. étoit réservé pour leur Viatique.

à votre avis, Mons<sup>r</sup>. peut on appeller Corps de J. C. du Pain ou J. C. n'est point, puisqu'on ne le sème icy extra usum.

6<sup>e</sup>. Cette ordonnance de Lion IV. est répétée au siècle suivant par le celebre Rothier Eveque de Verone, et quelque temps après sous le Roy Robert un Concile d'Orleans parle de cendres d'un enfant brûlé que des herétiques abominables gardoient avec autant de Veneration. que la pieté Chretienne en a dans la coutume de conserver le Corps de nostre S. pour le Viatique des Malades. Vous voyez donc Mons<sup>r</sup>. encore icy comé dans les siècles précédents le pain Sacré réservé pour les Malades, qualifié Corps de J. C. Et on nous assure même que la pieté Chretienne le reservoit avec beaucoup de Veneration. Mais je vous prie en passant de faire attention que dans tous les exemples, où il est parlé du Viatique réservé pour les Malades, on n'y voit que le Corps Seul du S. Preuve de la coutume de l'ancienne Eglise, de ne communier les malades que sous une seule espece.

7<sup>e</sup>. enfin, mon cher Mons<sup>r</sup>. jecraains fort que ce qui vous a frappé dans l'argument de M<sup>r</sup>. Leibnitz, ne soit le terme des Postillons. Vous aurez cru peut estre qu'on envoyoit autrefois l'Eucharistie aux malades, comé on envoie aujourd'huy une lettre à un amy

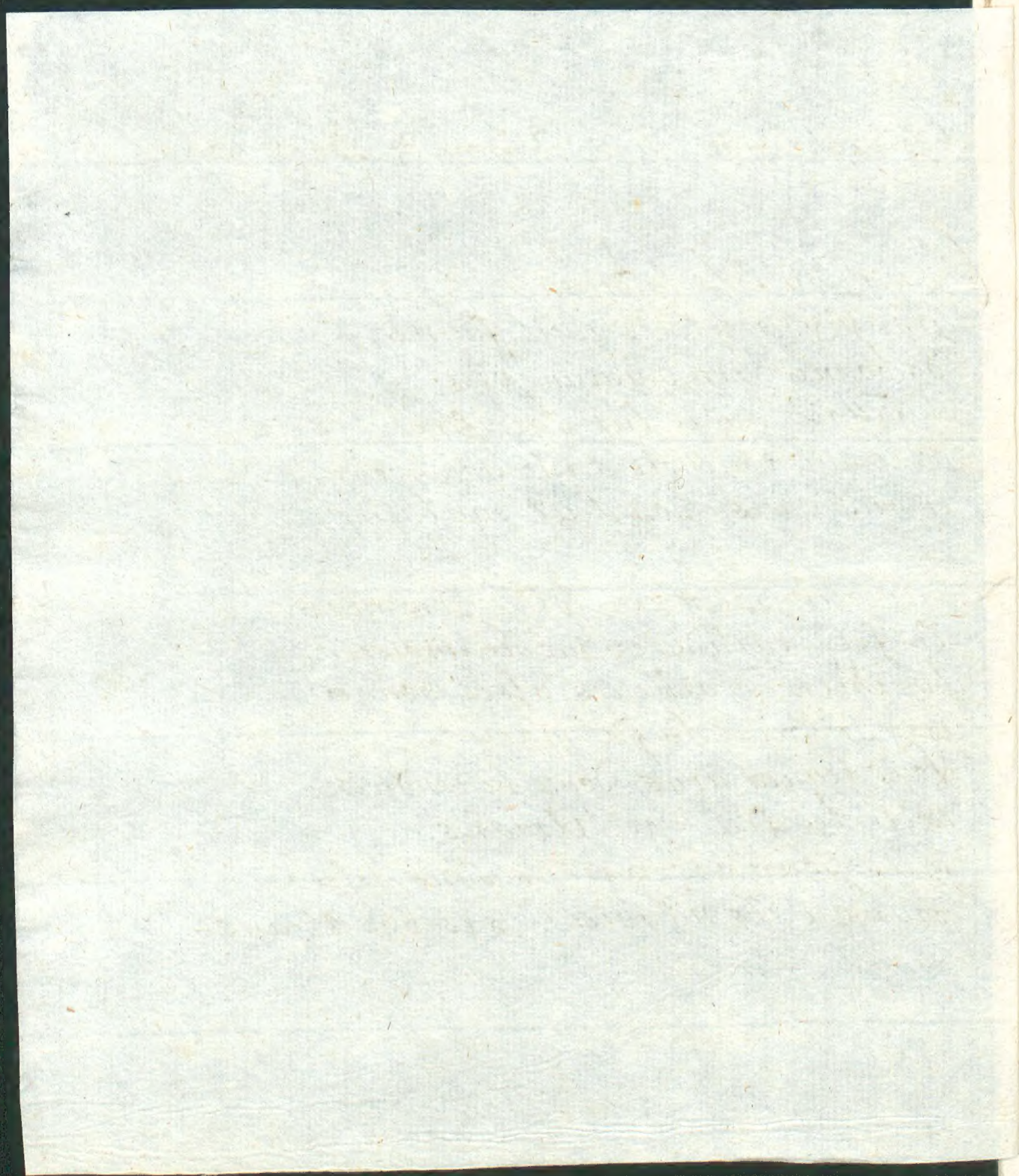


Epitaphe du jeune Baron de Bortenstein

Ci gît un fils infortuné,  
 qui vivoit tel dès qu'il fut né,  
 de bonne pate, d'aucun vice,  
 il falloit qu'il fut Sacrifice,  
 de ce qui touchoit tant Son coeur,  
 et qui causa Son seul malheur.

L'amour pour une jolie personne,  
 le fit malade et même mourir.  
 La Mère d'ailleurs assés bonne,  
 par son refus le fit martyr.  
 Vous jeunes gens, dont la tendresse,  
 excite le feu des Amans,  
 priez pour vos parens sans cesse,  
 pour qu'ils ne soient pas vos tirans.







par la peste. c'est à dire rassurés vous un peu. Les Postillons de M<sup>r</sup>. Leibniz n'étoient point ordinaires dans la realité. que de S<sup>t</sup>. Diacre, au rapport du S<sup>t</sup>. Justin Apol. 2<sup>e</sup>. Un aussi sçavant homme, que M<sup>r</sup>. Leibniz auroit dû ne pas ignorer avec quel respect on traitoit alors les choses saintes. Il n'auroit point trouvé d'irreverence à mettre la communion dans la main des fideles, non plus qu'à la leur laisser emporter dans leurs maisons particulieres, ou qu'à l'envoyer aux malades et aux hermites. Mais certain à nostre honte, qu'il y avoit alors dans les maisons particulieres, plus d'Indecence, qu'il n'y en a presentement dans les Eglises. On gais d'ailleurs le sacrement que venoient les Orientiens de garder & pretieux Le got du Corde de N. S. et surtout de le mettre à couvert des mains profanes. Nous voyons dans les Actes des Martyrs de Nicomedie rapportés par Baronius en l'an 293. que les Magistrats firent la visite de la Chambre de S<sup>t</sup>e. Doime, et qu'y trouva tout. Une croix, le livre des Actes des Apostres, deux pattes etendues a platte terre, un Encensoir, une lampe, un coffret de bois, où elle mettoit la Sainte Oblation. Mais, disent les Actes, on n'y trouva point l'Oblation sainte, qu'elle avoit eu soin de consumer. Quel soin pour empêcher que cette sainte Oblation ne tombât en des mains profanes! Dieu s'en méritoit bien. Mais ces Actes de S<sup>t</sup>. Maurice Acolyte font voir, que le S<sup>t</sup>. l'Archer rencontré par des Jagers venoit d'un porteur, & l'acrement du Corde de N. S. ne venoit pas d'un porteur, ce qu'il portoit, & qu'il étoit coupé de baton et à coups de pierres. Mais quoy ces S<sup>t</sup>. l'ayant visité, ils ne trouverent ni dans ses mains ni dans ses habits aucune parcelle des Sacraments de J. C. C'étoit encore la main d'un de ces Postillons de M<sup>r</sup>. Leibniz. Mais bon Dieu, quel religieux Postillon! Enfin on dit que M<sup>r</sup>. Leibniz devoit faire voir qu'on se soit jamais servi pour envoyer à l'Eucharistie & autres que des fideles, & quelle raison de ce qu'il en portoit, que des fideles ne la porteroient point avec tout le respect possible. Voyez ce que dit S<sup>t</sup>. Ambroise en trait de excommunication, & de quelle maniere il raconte, que l'athene n'étant encore que l'athene, et le voyant sur mer en danger eurent de faire naufrage, armé d'une foy vive prit la S<sup>t</sup>e. Eucharistie des mains des autres fideles, & pendit à son col, & échapa de cette sorte.

J'allois de vous dire un mot touchant l'usage de mettre l'Eucharistie avec les morts dans certaines Eglises, et de la bruler dans celle de Jerusalem, quand après avoir communie les fideles et en avoir reserve autant qu'il en falloit pour le viatique des malades il en restoit encore. Mais ces pratiques ne servent en aucune maniere à la croiance de la verite réelle du Corps de J.C. dans l'Eucharistie etiam extra illum. St. Basile et bien d'autres voulaient estre enterres avec ce St. Viatique, parce qu'ils estoient dans le tombeau même. Les fideles persuadez de la vertu divine de la 1<sup>re</sup> Eucharistie, croient avoir un usage certain de la resurrection future de leurs Corps. Cet usage fut ensuite aboli à cause de l'abus, aboli par le 3<sup>me</sup> Concile de Carthage, le Synode in Trullo et par le Concile d'Argerre. Can. 12.



et on aimoit mieux bruler ces sacrés vestes que de les voir s'altérer d'une manière plus choquante en les gardant. et ce que l'Eglise de Jerusalem consumoit par le feu. L'Eglise de Constantinople le dormoit à consumer à des jeunes enfans innocens, les regardant en cet état, où la grace du Baptême étoit en tière, comme les vaisseaux les plus saints. Evagrius écrit au VI. siècle l. 4. c. 98. que c'étoit la même coutume de l'Eglise de Constantinople. Venons maintenant à l'Invocation des Saints.

Je vous proteste mon cher Monsieur, que je n'ay encore pu trouver dans l'Haie, et sur tout au chap. 6. le passage que vous alleguez pour ruiner l'usage. Des catholiques, sous prétexte, que le passage semble insinuer, que les saints n'ont aucune connoissance de ce qui nous regarde icy bas. J'en ay cependant cherché mais inutilement, ainsi en attendant que vous me marquiez précisément où il est, il me semble que s'il est véritablement d'Haie, il ne conclut rien contre l'Invocation des Saints; Car l'Haie ne parloit sans doute que des Israelites morts avant luy ou du son temps. Ces Israelites et Abraham luy même ne pouvoient pas encre de la vision beatifique de Dieu. Puisque selon tous les Peres, les ames justes ne monterent au Ciel qu'avec J. C. le jour de sa glorieuse Ascension. Or les catholiques qui croient, qu'il est loisible et utile d'invoquer les saints, sont aussi persuadés, que ces ames glorieuses connoissent en Dieu les prières que nous leur adressons. quia quæ intus omnipotens Dei claritate vident, nullo modo credendum est, quod in foris sit, aliquid quod ignorent. dit le Pape S. Gregoire L. 12. Moral. c. 19.

La 2. partie de ce passage, où il est dit, que les saints dans le ciel connoissent ce qui se fait sur la terre, ne se rencontre d'elle point pour les saints Anges; et cependant J. C. ne nous assure il pas luy même, que les Anges se rejoissent dans le Ciel de la conversion d'un pecheur sur la terre. Origene n'avance il point l. 8. contr. Cels. p. 420. et m. 400. que les Anges et les ames saintes s'interessent à tout ce qui nous regarde, prient avec nous, s'affligent avec nous, et offrent même nos prières à Dieu.

Il est bien glorieux aux Catholiques de voir que presque tous les Peres de l'Eglise se sont fait l'objection que vous tirez de la prétendue Ignorance des saints au Ciel, et des prières que nous leur adressons. Je vien de Gabiela contemporain de S. J. de Chrysostome. Sermon VI. de Nundis Epitaphio. J. VI. oper. Chrys. p. 699. après avoir dit que la S<sup>te</sup> Vierge peut véritablement dire d'elle même. Beati me dicunt omnes generationes, ne manque pas de s'objecter et quid illam juvat istud. iniquis, cum non audiat. Mais il répond au S<sup>ct</sup> J. C. : Imaginemur autem audit eam quod in loco est. Nihil enim in hoc mundo, tam sanctum, ac S. grand S. Basile l. 1. de vera Virginitate parlant de la S<sup>te</sup> Vierge. Etienne, la fait souvenir, qu'elle est continuellement veüe et honorée non seulement par les Anges mais encore par toutes les ames saintes. et quid si quæ a comenere, dicit, Angelorum innumerales, multitudine cum illis sanctis. P. P. Spiritus. Nihil enim eorum est qui non ubique prospiciat cum ipse quidem corporis oculis non conspicitur, incorporeo tamen visu cunctas contempletur. S. August. Sermon 316. de diversis parlant de S. Paul et de S. Estienne, n'est pas si scrupuleux, que l'on voit votre Pere, puisqu'il dit en invoquant ces deux saints: Ambo ibi vos videtis, ambo modo sermonem nostrum auditis, ambo pro nobis orate. Theodoret lib. 8. de curandis gravibus corum affectionibus ne manque pas de refuser ceux qui croient que les Martyrs Nullum sensum eorum habere que in terris geruntur, et il soutient qu'ils ont tort en cela, parce que ces saints Martyrs divina quadam et beatissima in sorte constituti sunt.

Vous me direz peut être qu'il y a présentement un grand abus parmi le menu peuple au sujet de cette Invocation. J'en conviens: mais nous condamnons les abus, et les Evêques dans leurs Instructions, ont assez de soin de marquer les justes bornes du culte et de l'Invocation des saints. Nous ne voulons point qu'on mette en eux la dernière espérance. Nous tenons pour certain ce que dit S. Augustin: Ance et Angeli non permittunt opem in se collocari. et J. C. n. 234. Si in ipso hominem suum proderis, comitabitur. Mais nous ne voulons point sous prétexte de corriger certains abus, qu'on condamne et de truire cette sainte loisible et légitime Invocation des Anges et des saints.

Cette lettre n'étoit d'abord si longue. Et pour en venir à bout, j'en ai vu de si près, que le Secret que j'en ai de l'Evêque. Touchant le canon de la Bible, n'en omette point en orange les plus saintes catholiques, mais j'auray l'honneur de vous en entretenir une autre fois et ce sera quand vous voudrez. Je ne sçay, sur quel point de vous croire, que la différence du Lutheranisme et de l'Eglise Catholique n'est pas assez considérable pour qu'un homme doive quitter le premier. Pourquoi donc le Lutheranisme fait il partie de l'Eglise? et si l'on en fait point partie, peut on s'y arrêter, peut on rester avec sécurité dans une doctrine, où il n'y a aucun pasteur légitime, et n'ayant reçu son ordination et sa Mission de l'Eglise, mais se confier valablement à un sacrement et à un Baptême. Vous y penserez à très bon loisir. Mais il est temps de vous en



Discours que M<sup>r</sup>. Widou a tenu avec M<sup>r</sup>. Fabricius à Hambourg. ce 29<sup>e</sup>. jbre 1715.

Voicy quelques remarques sur le point de changement imperceptible au sujet de l'Eucharistie de la façon de M<sup>r</sup>. Fabricius, lequel parle si honnêtement de toutes ces choses qu'on se sauroit le souhaiter. Je vous jure que je n'ay vu personne qui ait eu des sentiments plus raisonnables sur toutes ces choses, & vous de sorte qu'il ne met rien sur le compte de ceux qui ne sont pas de la communion, qui ne se trouve pas établi par une doctrine publique et autorisée par les livres symboliques. Quant à l'affaire dont il s'agit, et particulièrement, quant au temps que cette nouvelle doctrine a été introduite, il me demande, quant une maison de labrée a vieilli, ainsi que le changement est venu peu à peu d'un malentendu de la parole de transubstantiation, par laquelle est. Je n'ai rien voulu dire que la séparation des figures à ce grand usage qui est la communion. Les hyperboles sont très communes dans les Pères, mais qu'on ne les ait pas d'abord condamnées par une parole un peu outrée, quant au reste on les a trouvés gens de bien, c'est ce qu'on voit encore aujourd'hui parmi nos Théologiens. Pensez un peu, M<sup>r</sup>. combien d'explications on donne à une seule chose, et vous, & vous etonnerez plus qu'on ait retenu toujours dans l'Eglise les mêmes Liturgies, quoiqu'on les ait expliquées différemment de ce que les vieux Pères en ont cru. Or je vous mets en fait sur la parole de M<sup>r</sup>. Fabricius, que ces Pères se sont contredits ouvertement dans cette affaire, au moins que vous ne vouliez les sauver par les exagérations dont ils se sont servis. Est bonnet homme me dit qu'Aubertin l'a prouvé clairement jusqu'au 6<sup>e</sup>. siècle, et que M<sup>r</sup>. Basnage entre autres l'a prouvé plus bas dans son histoire de l'Eglise. M<sup>r</sup>. Fabricius me contestait avec la plus grande douceur du monde que notre doctrine qui admet une présence réelle lui parait la plus convenable à tous les Pères. Je vous prie d'accentuer quelque chose de ce sentiment, vous répondrez aisément à bien des difficultés. La véritable doctrine n'a peut-être jamais été si fort en vogue, que quelques uns n'ont eue d'autres sentiments sur cette matière, selon qu'ils ont compris les différentes raisons de parler qu'on trouve dans cette matière. M<sup>r</sup>. Fabricius vous veut montrer évidemment, que l'adoration est assez récente, quoiqu'on ait toujours reçu avec la dernière vénération le S. Sacrement. Il veut donc fort bien que quelques-uns tiennent qui ont été à genoux le recevoir, n'ont rien adoré que des figures qu'ils voyoient et que d'autres ont adoré un peu plus loin dans cette créance. La véritable doctrine ne peut pas tout d'un coup, si bien que par une âme ne s'en couvrent, puisqu'on garde toujours les Liturgies qui sont une idée d'acceptation d'un autre sens. Il arrive quelque fois qu'on a des sentiments assez contraires sur une créance, mais tant qu'on ne conteste pas la doctrine, à chose réelle contre elle a été. Berenger a donc donné un grand mouvement à cette affaire, laquelle quelque temps après a été décidée par la Cour de Rome, la quelle a scellé de servir des conciles comme il lui a plu, marque le dernier à Trente, dont vous savez un détail plus exact que la plus part de tous les Théologiens. Il faut ajouter à cela la barbarie qui régnoit dans ce temps là, qu'on ne pensoit pas tant à entendre bien une chose qu'à passer son temps à ne rien faire, et à enrichir les Chrétiens. Vous avez raison des questions abstruses peuvent être beaucoup plus altérées que celles qui regardent certains moeurs, ainsi que vous croyez impossible, que deux personnes qui eussent vécu ensemble, dont l'une auroit cru que Jesus Christ fut présent hors l'usage, et l'autre qu'il n'y eut pas, et qu'ils eussent été se trouver aux mêmes autels, où le Pain Eucharistique fut exposé sans qu'ils ne se fussent pas avoués de n'être pas de ce même sens. Il me semble que cela se peut, mais est-il bien sûr, sur toute chose quand le pain Eucharistique a été exposé aux autels dans ce temps là? Je sçay bien que bien des Eglises ont eue des choses assez différentes des autres: cependant si l'adoration qui est si récente, a été en vogue dans ce temps là, et que quelques uns, d'autres ont bien dû conserver les sentiments qu'ils n'adoroient que Jesus Christ. Cette question est abstraite s'il y en a une, car à la bien examiner vous trouverez de tous côtés beaucoup de difficultés qui vous forcent souvent à garder la dessus un silence pieux. Le milieu qui peut être entre croire J. C. présent hors l'usage est ne l'y pas croire présent est très difficile à trouver, mais les hommes n'ont pas dû le former mille idées alors, comme on le fait toujours, à le bien examiner, ne trouvez vous pas que bien des personnes ont des sentiments très différents sur des choses même, qui n'apprennent les sens. Pour ne pas, vous ennuier par un discours trop étendu et très peu arrangé, je vous proposeray seulement. Si après que la Cour de Rome a condamné la doctrine de Berenger, il n'est pas très probable, que celle d'aujourd'hui ait été enseignée publiquement, ce qu'on a pu faire d'autant plus facilement, que les peuples avoient déjà les oreilles accoustumées aux exagérations faites au sujet de l'Eucharistie. Vous qui allez



Il faut toujours se tenir au fond d'une affaire, n'aimeries vous pas mieux examiner les passages des Peres qui  
semblent se contredire, pour en conclure que notre doctrine a été fort en vogue dans les premiers siècles  
l'aidiez vous prendre la peine de pousser les réflexions que vous avez faites sur le temps de l'écriture de  
bonnes oeuvres? Vous en trouverez que la Doctrine de nos Peres Catholiques d'aujourd'hui est venue d'un mal  
entendu dans cette affaire, comme dans celle de la Transsubstantiation: Chercher n'est que ce qui  
cheste, Peres, de virtutis mentum et facit consequat Virtutem; Il en est venu une doctrine bien  
opposée à ceux qui ont parlé de mereri. Le Concile de Trente ne parle pas si bien la dessus que le  
Quenel: lequel peut passer chez nous et chez les réformés, en. D'ailleurs s'est expliqué fort volent  
la dessus, mais son exposition n'est elle pas condamnée par la Cour de Rome? M. Fabricius soutient  
encore ce que je n'ai pourtant pas été de lui, quand je vous l'ai dit bien de voir, c'estoit de moi  
cru? que verone, qui voit les monstres en exemple, où nos sens se trompent si fort qu'ils croient  
que le pain ne soit plus pain quand il en a le goût et toute la substance. Si nous pouvons nous  
tromper d'une manière si forte, il n'y a plus de miracle, car au lieu de nous persuader, que  
Dieu ait fait une chose si grande, nous croisons, que nos sens ont été trompés, dont il faut que  
nous nous servions pour dire que Dieu ait fait un miracle. La Trinité ne tombe pas de la même  
façon nos sens. Dieu n'est pas de la même manière l'un qu'il est l'autre, ain si il n'y a point de  
contradiction, quoique notre raison ne puisse pas pénétrer ce mystere. Pour faire une con  
clusion évidente, il faudroit voir clairement ce que c'est que l'unus et l'altus: Or cela nous le  
si incompréhensible, pourquoy dire que cela ne se peut pas, quand Dieu vous le dit si ouvertement.  
Je vais plus loin et je demande, si je ne dois pas adorer le corps de J. C. quand le fidele l'a de ja  
dans sa bouche. on répondra que non. Et n'est ce pas une marque évidente, que c'est à l'usage  
qui fait le sacrement et que Dieu n'y a mis une vertu si grande pour nous, que quand nous nous  
en servons. Je ne le comprend pas comment on se tire de tant de difficultés qui viennent de cette  
Doctrine. Les Grecs n'ont jamais mis le mot de transsubstantiation avant 1672. ce qu'on a fait par beaucoup  
d'artifices, après cela il est difficile de dire quelque chose des Grecs puis qu'ils ne sont pas d'accord  
entre eux mêmes. Il y en a de latinisantes, il y en a d'autres qui approchent beaucoup des réformés. Les  
mêmes Grecs ont conservé toujours le sacrement substantiel, dont le changement de substance  
n'est fondé que sur la préférence du Verbe. D'un autre côté à M. Fabricius que l'Eucharistie a été posée  
dans les premiers siècles aux malades. Il me répondit, que dans quelques Eglises cela se fait, sans  
doute, qui ne peuvent pas y aller eux mêmes, et qu'on ne se nettoie pas, aux Indes de consacrer  
non plus que de baptiser, que cela ne se trouveroit pourtant pas partout, puisqu'il étoit impossible  
de montrer qu'il se fait par tout les mêmes manieres. Il m'ajouta, qu'une hostie distancée de temps  
ne pouvoit pas être crue, comme chez nous, où la communion dure souvent un jour et demi et où  
on ne fait cependant que consacrer une seule fois, que l'on devoit penser, pourquoy cette consécration  
se fait, pour distinguer le corps de J. C. avec le pain et le vin commun, et qu'il aimeroit aussi, que les  
ministres ne communiasent pas les malades, sans qu'ils gissent la même chose. Cela se rapporte  
à vivre plus modérément, et la communion est le plus court lien de la charité entre les hommes, de sorte  
que la devotion de l'un ferait une bonne impression sur l'autre et ferait revivre dans son coeur  
cette charité si précieuse tant recommandée par nostre Seigneur et ses Apôtres. Vous ne sauriez  
croire, mon cher M. combien j'aime M. Fabricius par les conversations que j'ay eues avec lui sur  
ce chapitre: on ne peut pas avoir des sentiments plus honnêtes et plus d'intérêt qu'il en a.  
Je conte tout ce que M. Arnaud dit et d'autres, il leur leur exprime et ne veut aucun mal à ceux  
qui sont d'un sentiment opposé. Je lui objectai quelques-uns des exemples des hommes éclairés  
des P. de Montcaumon et d'autres: il me répondit le plus modérément du monde, que ceux là  
voyoient nos défauts d'une manière que nous ne les voyions, et qu'ils croient que la différence  
qu'il y a, ne vaut pas la peine de changer quand on est en état de servir Dieu. Nous faisons la  
même chose par rapport à eux, nous regardons les abus qui se trouvent parmi nos Peres Catholiques  
tout autrement qu'ils ne le font: aussi m'avouait il avec plaisir, que l'Eglise de France est au  
moins qu'elle ne puisse être pour rester dans cette communion là, mais que ces M. n'oseroient avant  
ailleurs ce qu'il y a de si bon: que toujours on sera obligé d'avouer que du temps de Luther on a enseigné  
par tout très différemment de ce qu'on fait à présent en France, et que le Clergé s'estant soulevé  
d'abord avec tant de venement contre ces vérités, on a été forcé à faire ce qu'il en est arrivé.



## Mémoire

Sur une Méthode nouvelle  
 facile, prompte & peu dispendieuse  
 De préparer l'Opium,  
 D'en détruire les qualités nuisibles  
 Et par en exalter les Vertus Médicales;

Par M<sup>rs</sup> De Laffore, Père & fils,  
 Et Cornette.

Quelque importante que soit en général la  
 connoissance étendue de la Matière Médicale —  
 ou des Moyens Curatifs; elle ne suffit pas si le  
 Médecin n'y réunit celle de la meilleure préparation  
 des Médicaments, par les Pouvoirs les plus convenables  
 & les plus appropriés à la nature des Substances.  
 Il n'y a pas de voie plus sûre & plus directe —  
 d'enrichir l'Art de guérir & d'en étendre les  
 limites.

Est dans ces vues que M. Cornette, mon fils  
 & Moi avons entrepris & que nous devons  
 continuer une longue suite de Recherches sur  
 plusieurs Médicaments de première utilité. Nous  
 avons déjà communiqué quelques-unes à la Société



Royale de Médecine : je vais exposer, —  
aujourd'hui nos Erreurs sur l'Opium.

Depuis que la Médecine existe ce  
Médicament est mis avec raison au rang de ceux  
qu'on peut employer avec un grand Succès. Mais  
tel que la Nature nous le offre, il contient un  
principe subtil, une espèce de Gas Virulent qui  
lui donne certaines qualités nuisibles & presque  
léthales, — celui d'engourdir en produisant une  
sorte de Stupor, — de suspendre les Sécrétions  
d'interrompre des Evacuations essentielles, —  
d'occasionner souvent pendant son action, un peu  
d'ébranlement dans les Opérations du cerveau, —  
quelque fois d'agiter au lieu de calmer.

On a donc cherché à le corriger de ces défauts  
tantôt en le torréfiant, tantôt en le mêlant & le  
combinaison avec différentes Substances. Ces Moyens,  
(en exceptant pourtrait celui de la fermentation Vinée  
mise en œuvre par l'abbé Roussseau, d'après les  
Principes de l'Académie de Montpellier, —) n'ayant point réu  
les Médecins Praticiens & les Peuples qui font  
habituellement le plus grand usage de l'Opium on  
le plus souvent préféré cette Drogue toute Simple &  
non préparée, se bornant à choisir la plus pure



On sait par une forte & Tradition  
qu'au commencement de ce siècle Homberg,  
célèbre Chymiste, de l'Académie Royale des  
Sciences, employait une longue Digestion pour  
rendre l'Extrait aqueux d'Opium plus efficace  
en Médecine, & je sais que plus récemment  
M. Diett, Médecin de la Faculté de Paris &  
Praticien accrédité de cette Capitale, employait  
régulièrement & préférait l'Opium ainsi préparé.  
Enfin, parmi les meilleurs Chymistes modernes,  
M. Baume, de l'Académie Royale des Sciences,  
paraît être celui qui, suivant les mêmes vices  
d'Homberg, a fait sur la nature & les  
propriétés de l'Opium le plus de Recherches, & d'où  
d'une analyse très bien détaillée, & principalement  
opérée par la voie d'une longue Digestion, ainsi  
les quantités respectives des Principes gommeux,  
cracifères & Résineux, qui composent la  
Matière complète de cette Substance, ont été  
exactement déterminés avec plus de précision, & les  
expériences répétées & faites par plus de Médecins  
Praticiens ont confirmé que la portion Extractive  
gommeuse ou Mucilagineuse, ainsi mêlée de  
résine, & administrée comme Remède, n'a plus



les mêmes Inconvénients de l'Extrait Opieux,  
ordinaire, — à plus forte raison de l'Opium, tel  
que la Nature le fournit; conservant D'ailleurs, en  
un degré Supérieur, les vertus principales &  
essentielles dans un grand nombre d'Occasions  
particuliers \*.

La préparation de ce précieux Médicament  
uniquement fondée sur une Séparation lente  
& successive des différentes Substances qui  
constituent la mixture naturelle de l'Opium  
doit être exécutée, d'après les Observations & le  
Procédé de M. Baume, par le moyen d'une  
Digestion tempérée & continuée six mois de suite.  
Mais nos propres expériences nous mettent en état  
de confirmer le Droit d'y tenir aujourd'hui,  
par ce Procédé, une durée entière de Digestion  
suffit à peine pour donner à cette Préparation  
le degré de perfection dont elle paraît susceptible.  
Nous allons le démontrer.

Une livre d'Opium bien choisi & divisé en  
petits morceaux a été soumise à l'action —  
— Dissolvante

---

\*. M. Baume, dans ses *Eléments de Pharmacie*, 3.<sup>e</sup> Edition,  
Page 298, rapporte en détail quelques faits de Pratique très-remarquables.



De suffisante quantité d'eau distillée, pour  
extraire par l'ébullition tout ce qu'il était  
possible. Les liqueurs filtrées & rapprochées  
dans un seul vaisseau de verre ont été mises en  
digestion à un degré de feu tempéré & continué  
jour et nuit sans interruption pendant une  
année entière. une Personne sûre, chargée de  
la conduite de cette opération, avait continuellement  
le feu, & l'ajouté de nouvelle Eau distillée, pour  
remplacer celle qu'une évaporation lente dissipait.  
Tous les trois mois nous avons séparé la portion de  
résine précipitée, tenant un compte exact des  
quantités. ces portions de Résine successivement  
retirées paraissaient de plus en plus altérées \*: la  
dernière était tellement qu'elle se dissolvait à peine  
dans l'Esprit-de-vin. nous avons bien de croire  
que, par l'effet de la Digestion encore continuée, la  
Substance gommeuse & mucilagineuse, éprouvant  
elle-même une sorte d'altération ou de  
décomposition dans ses principes constitutifs, eût  
pu être séparée encore & précipiter quelques  
portions de Résine qui y restent plus étroitement

\* M. Baume l'a observé. Elém. de Pharm. 3<sup>e</sup> Edit. Par. 1795.



licées & combinées ; ce qui suppose une Destruction  
entière du Mixte : Et de là. On peut, ce semble  
presumer qu'une année entière de Digestion,  
Sur tout lorsque la Résine qui se Sépare paraît  
en dernier lieu trop altérée, doit être la terme limite  
de cette Préparation, au delà duquel on ne pourra  
rien attendre pour obtenir meilleure.

D'une livre d'Opium préparé par cette  
Méthode nous n'avons retiré que cinq onces & demi  
d'Extrait Gummeux. le reste était qui de la Résine  
arrêtée sur les filtres qui avaient servi à la Séparation.

Plus cet excellent Remède a paru utile,  
Et plus la longueur de sa préparation, les soins  
les difficultés, les frais considérables qu'elle exige  
ont fait regretter que sa cherté & sa rareté en  
aient restreint nécessairement l'usage.

C'est, sans doute, d'après ces considérations  
& d'au des vues bien louables que fut M. Ricquet,  
savant Chymiste trop-tôt enlevé à l'Académie  
des Sciences & à la Société de Médecine, a  
cherché à simplifier & à beaucoup abrégé cette  
Opération importante. La Chimie lui avait  
fait d'abord entrevoir qu'une simple dissolution dans  
l'acide étendu froide extrairait promptement & plus

— exactement



exactement la partie Gommeuse. De l'Opium,  
l'attaque la partie Résineuse; Et le résultat  
des Produits de l'opération parut si bien —  
confirmer ce premier Expérience, que le Procédé  
en a été publié dans le Recueil de nos Mémoires.  
mais la suite de nos Travaux ayant du nous  
faire revenir nous mêmes sur cet objet, nous  
avons reconnu que la méthode de M. Bucquet,  
si ingénieuse qu'elle est, ne donne point encore  
un Extrait d'Opium, doué des qualités requises  
qu'il semblait promettre: il était bien facile de  
nous en procurer la Preuve; car cet Opium, —  
extrait d'abord à l'eau froide, nous n'avons eu  
besoin que de le soumettre ensuite, selon le procédé  
de M. Baume à une Digestion continuée six  
mois pour en examiner les effets. — Durant les  
six mois de cette Digestion il s'est précipité une  
assez grande quantité de Résine, & toute la  
partie extractive tirée d'abord à froid de  
huit onces d'Opium, a été réduite après —  
l'opération environ à trois onces d'extrait —  
très bien par, d'une bonne consistance?



X D'une odeur assez agréable.

La même expérience répétée sur quatre-  
vingt d'Opium nous a donné à-très-peu-près  
les mêmes résultats, en comparant les proportions  
des Principes.

De ces faits on peut donc conclure  
positivement que cet Extrait vient de —  
M. Suquet, encore chargé de beaucoup plus  
de substance résineuse que la Théorie n'avait  
paru l'annoncer, n'en pourrait être ultérieurement  
dégagé & par conséquent acquies le Degré  
d'efficacité désirable que par une opération  
subéquente, c'est-à-dire, en le traitant ensuite  
par une Digestion continuée six mois de suite  
en effet, sans cette nouvelle élaboration qu'on  
lui fait subir, on remarque qu'administré  
comme Médicament il n'est pas encore exempt  
des inconvénients de l'extrait ordinaire d'Opium.

En poursuivant nos Recherches & —  
multipliant les expériences, un fait important  
s'est fait & nous frappé d'abord. Nous vîmes que  
la partie résineuse était si peu adhérente à  
la substance Gommeuse que chaque nouvelle —



Distillation De l'Extrait Dans l'eau, occasionnant  
sur le champ une nouvelle Séparation de Résine.  
nous faisons cette Remarque: elle nous indique à  
l'insu même & nous découvre le nouveau Procédé  
que nous allons faire connaître: c'est l'objet —  
principal de ce Mémoire, puisqu'il apprend la  
Méthode la plus facile, la plus courte & la —  
moins dispendieuse de préparer l'Opium, en —  
s'élevant presque tout d'un coup au plus haut  
Degré d'efficacité possible.

Nous fîmes bouillir dans la fiente —  
quantité d'eau distillée quatre onces d'Opium:  
la Décoction fut ensuite filtrée. il resta sur  
le Papier une once deux gros d'une Substance  
résineuse, conservant l'odeur visqueuse particulière  
à l'Opium. la liqueur, entièrement évaporée,  
ritta deux onces deux gros d'un Résidu —  
gommeux — extractif purgé du gas visqueux.  
On laisse refroidir la liqueur: quand elle n'est —  
encore qu'à demi évaporée il s'est fait déjà une  
Séparation de la Résine en grumeaux, laquelle  
se liquéfie & se combine de nouveau avec la  
partie extractive en rebrassant la liqueur.



mais cette combinaison n'est qu'imparfaite; car, si  
l'Extrait rapproché est redissout dans beau froid,  
aussi-tôt la partie éternuée se sépare & se précipite  
le même effet est reproduit par des évaporations &  
des dissolutions répétées. Les deux onces deux gros du  
premier Extrait d'Opium préparé d'abord par  
ébullition, traité ensuite à cinq reprises successives  
par le Procédé que nous venons de décrire ont encore  
perdu plus de deux gros de Matière, qui s'est séparée  
& précipitée. \* . toute l'opération finie, il est resté  
une once quatre gros d'Extrait Solide, d'une saveur  
amère, n'ayant que l'odeur des Extraits des Plantes  
modérés.

Le même Procédé employé pour améliorer  
aussi-rapidement l'Extrait d'Opium tiré d'abord  
avec beau froid, à la manière de M. Bucquet, et  
un pareil succès.

— Neun

---

\* . Nous avons aussi retiré douze grains d'un sel  
Essentiel jaune, un-peu amer, difficilement soluble, brûlant  
sur un Charbon ardent, répandant une odeur semblable  
celle que donne en brûlant la Scierie de Bois, & chargée d'une  
vraie Sépente qui se pourrait provenir que de l'Opium,  
puisque nous n'avons employé comme Dissolvant que  
l'Eau Distillée.



Nous devons faire remarquer que pour  
parvenir à séparer plus exactement & plus  
promptement la Résine par notre Méthode, il est  
essentiel, en rapprochant le Extrait après chaque  
dilatation dans l'eau froide, de lui donner une  
consistance plus ferme & de le débiter d'avantage,  
évitant cependant avec soin de le brûler: une autre  
attention qu'il faut avoir, c'est que le Extrait, quand  
on l'a bien rapproché, soit tout-à-fait refroidi —  
avant d'y ajouter ensuite la quantité convenable  
d'eau distillée froide pour le redissoudre. nous avons  
plusieurs fois constaté qu'en procédant ainsi —  
alternativement à trois ou quatre reprises, on peut par  
ces opérations faciles & courtes donner en deux jours  
à l'extrait d'opium une pureté & une augmentation  
aussi-parfaite que par une lente digestion continuée  
un an de suite.

Pour ne point laisser de doute sur cela nous  
avons cru devoir examiner ce que produirait  
ultérieurement l'Extrait d'opium, préparé  
soigneusement par notre Méthode, une digestion  
lente à la manière de M. Baume, continuée &



non interrompue pendant six mois. De quel-  
ques de cet extrait, ainsi éprouvé, il s'est à peine  
séparé & précipité quelques parcelles de Resine.  
Preuve incontestable de la bonté, des avantages & de  
l'utilité du Procédé nouveau & du remède que nous  
nous en faisons connaître.

Envisageant nos observations multipliées & -  
variées, dans la Pratique de la Médecine, sur les  
propriétés & sur les effets de la partie purement  
résineuse de l'Opium, dont l'usage décelait la nature  
vireuse, nous ont appris que cette substance  
donnée seule aux Malades, dans des cas où l'opium  
est indiqué, agitait à la vérité par une qualité  
sédative & assoupissante, mais qu'en même temps  
elle engourdisait, procurait un sommeil inquiet  
laborieux, accompagné de rêves désagréables;  
produisait quelque fois des Hémorrhées, une Stupeur  
qui subsistait encore après vingt-quatre heures.  
Nous avons au contraire constamment remarqué  
que l'extrait d'Opium bien préparé par notre  
Méthode, ainsi que celui qui avait été digéré

— pendant



pendant une année entière possède éminemment  
une vertu sédative. il procure le calme, le Repos  
le plus doux; il agit sans enfler la tête, sans  
altérer, sans troubler les fonctions des principaux  
Organes; sans déranger les Sécrétions; sans  
suspendre ni supprimer aucune Evacuation  
naturelle, pas même celle que les Femmes  
éprouvent périodiquement, quoiqu'il continue  
& continue durant ce temps Critique, comme  
nous l'avons pratiqué plusieurs fois avec succès.  
il rétablit souvent dans l'Economie Animale  
une sorte d'Equilibre. Si utile, si-nécessaire aux  
laxatives & forces vitales pour exciter & préparer  
certaines Crises Salutaires. Et, comme son usage  
dans tous les cas, soutenu dans quelques  
circonstances particulières au-delà d'une année,  
nous a toujours réussi, & sans aucun des Inconvénients  
de l'Opium ordinaire & de ses Préparations  
vulgairement employées. (On doit convenir que)  
ce Médicament réunit de bien meilleurs avantages,  
sur-tout en offrant un secours anti-spasmodique,



mais plus sûr & plus efficace aux Malades  
en proie à la Torture & douleurs aiguës, - Le  
premier, sans doute, & le plus grand des Mal  
ade. Très vivants. /.



Deed  
se  
1/2



1800  
1801



# Projet,

D'une Géographie Médicale de la France,  
à l'usage des Troupes, lu à l'Assemblée de la  
Société Royale de Médecine le 26. Octobre 1784.  
par M. de Bournet.

---







(<sup>2</sup>) Chargé par le Gouvernement d'examiner les  
Mémoires de Médecins Chirurgiens & Pharmaciens  
des Hôpitaux Militaires, et des Régimens, des  
Médicoes et de Publics les observations jugées  
propres à concourir à l'instruction, où à exciter  
l'émulation des gens de l'art, j'ai eu ne pouvois  
mieux remplir ce double objet, qu'en insérant dans le  
Journal de Médecine Militaire les Descriptions  
Topographiques des Villes de Garnison et de passage  
des troupes.

Quoique l'exécution de ce Plan soit à peine  
commencée, les avantages qui en résultent, sont  
déjà sensibles, et ceux qu'il promet, sont également  
présensibles. Les Médecins des Hôpitaux Militaires,  
qui, de jour en jour, ou saisissent mieux l'importance  
de leur tâche plus ardents à reconnaître et à développer  
la nature et les qualités du Pays où ils exercent la  
Médecine, les productions de tous les genres  
excitent vivement leur curiosité et leurs recherches,  
et ils portent un coup d'oeil attentif sur l'abus  
qui s'est introduit dans l'usage, qu'on en a fait, ils  
ont vu trop quelle est l'influence de tous les  
Météores sur l'économie animale et sur la constitution  
pour négliger d'en faire également l'examen et  
l'estimation, et rien ne leur échappera de tout ce qui  
peut en doit intéresser la santé du Soldat, et  
modifier son tempérament primitif. ainsi celle  
partie qu'on avoit trop négligée peut être jusqu'à  
présent dans les Hôpitaux Militaires, la seule



avantagieusement reprise, et successivement développée;  
les Médecins, plus particulièrement occupés du  
Maintien de la Santé du Soldat, ou de sa rélab  
quand elle sera dérangée, ne blâmeront jamais qu'il  
ont contracté l'obligation de Connaître auparavant  
tout ce qui peut altérer dans son principe l'organ  
qui la maintient, et la dirige.

Parmi les causes de destruction, les plus Commu  
celles qui dépendent du Climat, de l'air qu'on y  
respire, des aliments qu'il produit, des Lèvres qu'il  
y boit, et des Vices qu'on y contracte; et ces sont les plus  
Communes; et elles sont, quelque fois, d'autant plus  
difficiles à Corriger, qu'on s'y est, pour ainsi dire,  
livré, et abandonné, par habitude; et même sans  
réflexion.

Après tout les jours à traiter, différents Sujets  
qui viennent de passer, un temps considérable, sous  
Climats opposés, comment les Médecins, des Hôpi  
Militaires, pourroient ils, sans la Connaissance  
exacte de ces Climats administrer, sans risque aux  
malades les remèdes convenables? Comment pourroient  
ils juger les différentes Circonstances, ou il faut ramener  
la nature, celles où il faut la laisser à elle même, ou  
quelque fois la Calmer? Comment, d'ailleurs, sans  
ce genre de blé, pourroient ils discerner les véritables  
moyens d'éloigner les Causes, des Maladies, et par  
à chaque Climat, d'affoiblir au moins celles qu'on  
ne peut absolument évincer, et de juger plus  
sagement de ce qu'il faut faire pour remédier aux



différents d'arrangement, qu'on n'a pu prévoir ? les  
topographes médicaux si recommandés par  
Hippocrate peuvent seuls porter la lumière et  
l'instruction dans cette partie de la médecine si  
intéressante et si profonde : mais quelque utilité qu'on  
puisse se promettre des descriptions topographiques  
les mieux faites, elles ne remplissent jamais le but  
qu'on s'est proposé, par rapport aux troupeaux  
si on ne les considère que séparément, si on les isole,  
si on n'établit par entre elles un rapport direct et  
reciproque, si on n'en forme par un ensemble qui, en  
rapprochant les points lumineux, puisse donner à nos  
connaissances plus d'étendue et de solidité.

Telles sont les vues que je me suis proposées  
dans l'exécution d'une Géographie Médicale à  
l'usage des Troupes. Le Zèle avec lequel les médecins  
et les Chirurgiens majors des hôpitaux et des  
régiments se prêtent déjà à les remplir, et le  
patriotisme éclairé du Ministre sage et bienfaisant  
qui les approuve et les protège, semblent en présager  
d'avance le succès. mais avant d'entreprendre cet  
ouvrage, j'ai cru devoir en soumettre le plan au  
jugement de la Compagnie : je ne pouvois choisir  
un instant plus favorable et plus flatteur, que  
celui où elle a l'honneur d'être sous les yeux d'un  
grand Prince, aussi couronné et aussi distingué par son  
amour pour l'humanité, que par l'éclat de ses Victoires,  
mais capable surtout, par ses lumières et par ses  
talens, de juger sagement du projet et des moyens.



de les réaliser.

Pour donner une idée de ce projet, je me contenterai d'un seul exemple; j'espère qu'il suffira pour justifier.

La France que les troupes parcourent nécessairement et successivement dans les changements de garnison, bornée au Nord par les Pays bas; à l'Est par l'Allemagne, la Suisse, la Savoie et les Alpes; au Sud par la Méditerranée et par les Syriens; et à l'Ouest par les différentes positions et les divers aspects du Soleil qui en résultent; influe nécessairement sur le climat, sur le sol, sur les productions, sur le tempérament et sur le caractère des habitants qui y sont soumis; et l'on conçoit d'abord quelle différence il doit y avoir tant au moral qu'au physique, entre les Français qui habitent la Flandre et ceux qui habitent les Pays bas les premiers, plus phlegmatiques, plus taciturnes, plus réfléchis, plus propres au commerce, vivants presque uniquement de la guerre; ils se nourrissent de viandes plus grasses que succulentes; ils mangent habituellement des légumes que la nature leur offre peu et avec très peu de profusion; mais qui ont plus de volume que de saveur; ils boivent de la saumure et presque toujours de l'absinthe, où ils remplacent cette boisson par une bière souvent trop forte, ou mal élaborée contre les effets de laquelle ils emploient guère d'autres correctifs que les esprits ardents du Vin, de l'Genièvre ou du grain; ils se livrent d'ailleurs presque sans réserve à la boisson du Whisky, et ils mêlent du beurre à toutes les espèces d'aliments, même à ceux qui



paroissent n'avoir par besoin de cette enveloppe glutineuse.  
telle est du moins pour le peuple, la vie ordinaire d'un  
flamand; car le flèche est partout le même; il peut  
aisément s'en garantir de ces défauts; et se soustraire à leur  
plus grand de ces inconvénients. Il en résulte donc pour le peuple;  
et pour ceux qui vivent comme lui, une propension à la lenteur,  
à l'épaississement d'ex. ~~ici~~, à l'obésité et une disposition  
prochaine à toutes les maladies qui dépendent de  
l'engorgement d'ex. ~~viscères~~, ou qui supposent l'inertie  
de la fibre.

qu'on examine ensuite, par comparaison les habitants  
des ~~syriens~~, et qu'on les juge d'après la ~~richesse~~  
de la charbon de leur ~~climat~~, d'après leurs légumes  
savoureux, d'après l'excellence de leurs fruits, et de  
productions du berceau et aromatiques qui y  
croissent abondamment; aux viandes les plus succulentes;  
et au gibier du faucon le plus exquis, que l'on joigne  
l'usage d'un vin très-fumant d'où ils se débarrassent; on  
deviendra distinctement ce qui doit en résulter: la fibre, chez  
eux, doit être roide, élastique, les ~~sucs~~ excellents et abondants  
en esprit; et de la sorte d'énergie peu commune, tant  
au moral qu'au ~~physique~~, qui rend tous leurs mouvements  
plus vifs, moins compassés, peut-être, et dispose les sujets  
de ces cantons à toutes les maladies inflammatoires et  
nerveuses, en même temps qu'elle les éloigne de celles qui  
supposent la lenteur, l'épaississement d'ex. ~~ici~~, ou l'engorgement  
des viscères.

Les troupes françaises destinées à habiter l'un ou l'autre  
de ces deux climats si opposés entr'eux, en empruntant  
nécessairement, pour et par la manière d'y vivre et les lieux  
de ces habitants; si elles y sont un jour un peu prolongées,



elles s'identifient, pour ainsi dire, avec le climat, ou la  
constitution primitive s'y adoucit ou s'y exalte,  
proportionnellement.

Supposé maintenant qu'on transporte à son tour  
un Régiment qui a passé l'hiver à Lille, une de ces  
Villes de la Flandre française qui réunis la plus grande  
des qualités attribuées à la Flandre prise généralement  
sans la précaution de l'accoutumer peu à peu, par de  
garnisons intermédiaires, à ce changement de climat; et  
qu'en arrivant quelques Soldats y éprouvent une fièvre  
Catarrhale: quelque disposition qu'elle ait à devenir  
inflammatoire, n'est-il pas évident qu'avant de lui recourir  
aux indications qui paroitroient exiger la saignée, par  
indispensable en pareil cas pour les habitants de cette  
Ville, le Médecin de l'équipage, doit y procéder avec  
de circonspection à l'égard du Soldat qui s'est vu  
quelque sorte naturalisé s'étant par le séjour qu'il  
a fait dans ce Pays, ou qui l'est en effet? il se doit  
par perdre de vue que ce malade a consacré au moins  
une partie de sa constitution qu'il avoit acquise; qu'il  
conséquemment les effets ont encore chez lui une tendance  
à la lenteur, à l'épaississement, et qu'il ne sera pas  
vivement affecté de symptômes inflammatoires, que celui  
qui est né ou qui séjourne depuis longtemps dans cette  
Capitale du Roussillon. Le nouveau venu ne doit-il pas  
au contraire éprouver de préférence les symptômes de  
la fièvre, ou avoir une tendance à la putridité?  
ne doit-on pas le traiter conséquemment à ces principes  
qui s'élèvent d'autant mieux compris et s'aisie, qu'on  
aura une notion plus exacte du Pays qu'il vient de



quittés, et qu'il n'est du encore aucune attention à celui ou il arrive, et où il n'a encore contracté que peu ou point d'habitudes?

qu'on fasse voyager également le soldat qui a été pendant quelque temps en garnison à l'Espignau, qu'on le transfère à Lille; et qu'il y éprouve une fièvre de la même espèce que celle que je viens d'indiquer: n'est il pas évident qu'il faut alors le traiter conséquemment avec les connaissances qu'on a du l'ays où il sort, et que mettant en considération la roideur de ses fibres, la mobilité de ses nerfs, et la disposition prochaine aux engorgements inflammatoires qu'il en a rapportés, il faudra probablement employer la saignée; ordinairement moins nécessaire en Flandre, et ne pas tant insister sur les évacuans; les savonneux et les toniques qui y sont plus communément employés, et supérieurement indiqués.

que ces Régiments qu'on suppose avoir séjourné assez longtemps, l'un à Lille, l'autre à l'Espignau, quittent en même temps leurs garnisons respectives, et s'envoient l'un et l'autre dans le canton de la France le plus tempéré; il est évident que le médecin de l'hôpital militaire de la ville qui leur aura été assignée pour garnison, sera obligé, si il en reçoit quelques malades, de jeter un coup d'œil très attentif sur l'un et l'autre. Il verra que les Régiments viennent de quittés, à fin de les traiter conséquemment à la constitution qu'ils en ont rapportée, et ne pas confondre, par une pratique uniforme, ceux qui arrivent d'un pays d'écarts brûlants avec ceux qui s'orientent d'un pays gras, aqueux, ou l'air est pais, nébuleux et froid.

car dans de telles conjonctures qu'on sentira l'importance l'avantage et la nécessité de ces connaissances préliminaires, et qu'une géographie médicale deviendra de la plus



grande utilité, puisqu'elle ne laissera rien à désirer  
même au Médecin qui aura le moins voyagé.

ce projet, s'il mérite l'approbation de la  
Compagnie, s'il est adopté par le Gouvernement  
et si j'ai le bonheur de l'exécuter d'une manière  
utile et satisfaisante, pourrois bien n'être pas  
restreint à la France Européenne; on l'adapteroit en  
aisément à nos Possessions d'aux les deux Indes,  
il n'est plus étrange de voir séjourner nos troupes

et pourquoi les nations voisines ne s'en occupent  
elles par elles mêmes, puisque l'humanité entière  
est intéressée? ce seroit le moyen d'augmenter de  
plus nos connoissances, en donnant plus d'étendue  
l'ouvrage proposé, qui manque à la médecine, et qui  
ne peut être suppléé par les descriptions particulières  
des lieux, qu'on s'en contente de faire jusqu'à présent  
je ne douterois pas sans doute de ces succès et si  
la Compagnie réalise un jour le grand et magnifique  
projet de donner la topographie générale de la France  
dont celle-ci ne doit être considérée que comme une faible  
esquisse. /.



esine r

la

ment

manie

pa

Don

dox,

supre

occupe

tion

le. de

londre

on qu

lien lie

aprad

ex o'ul

uaguis

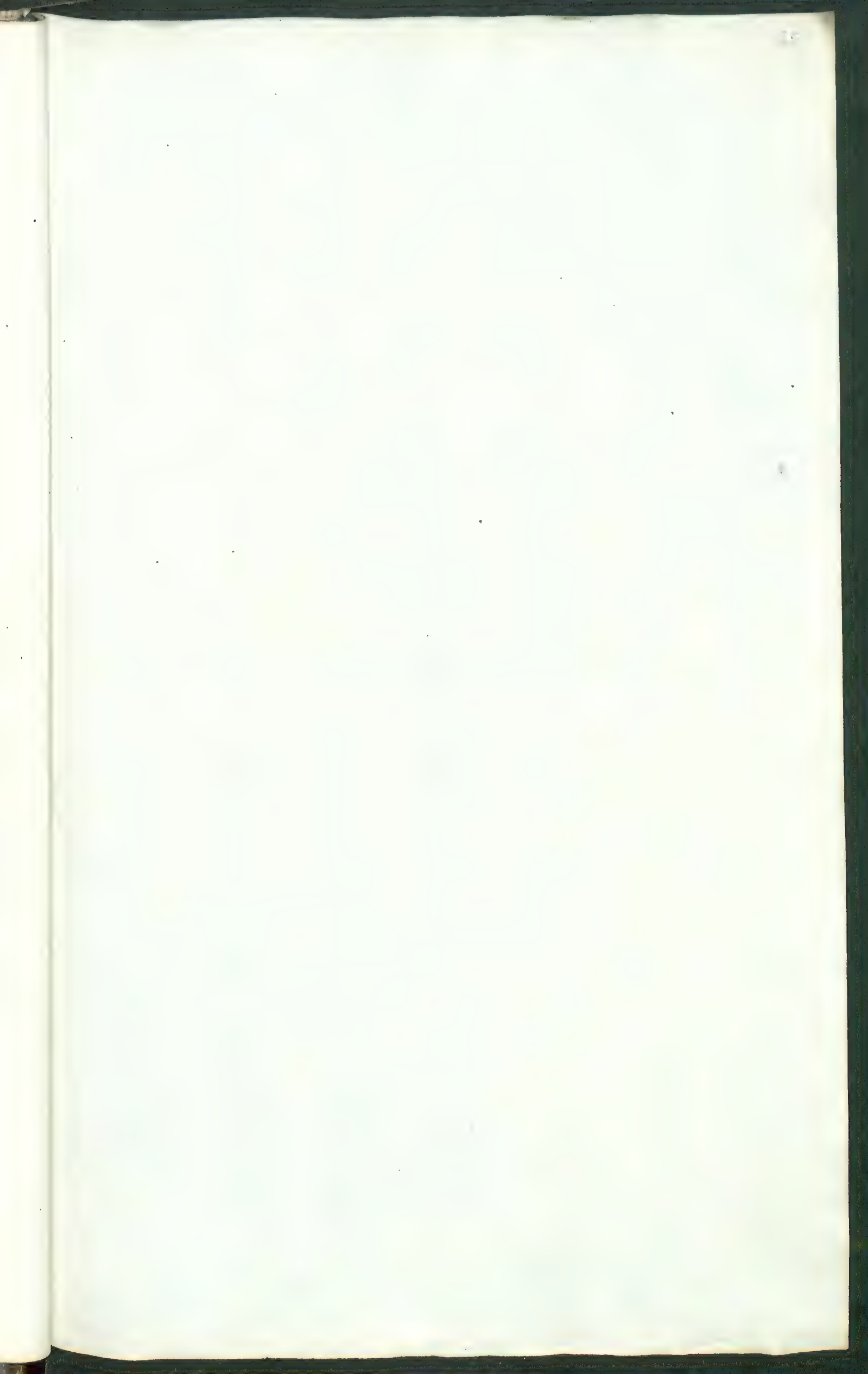
la fro

foibl





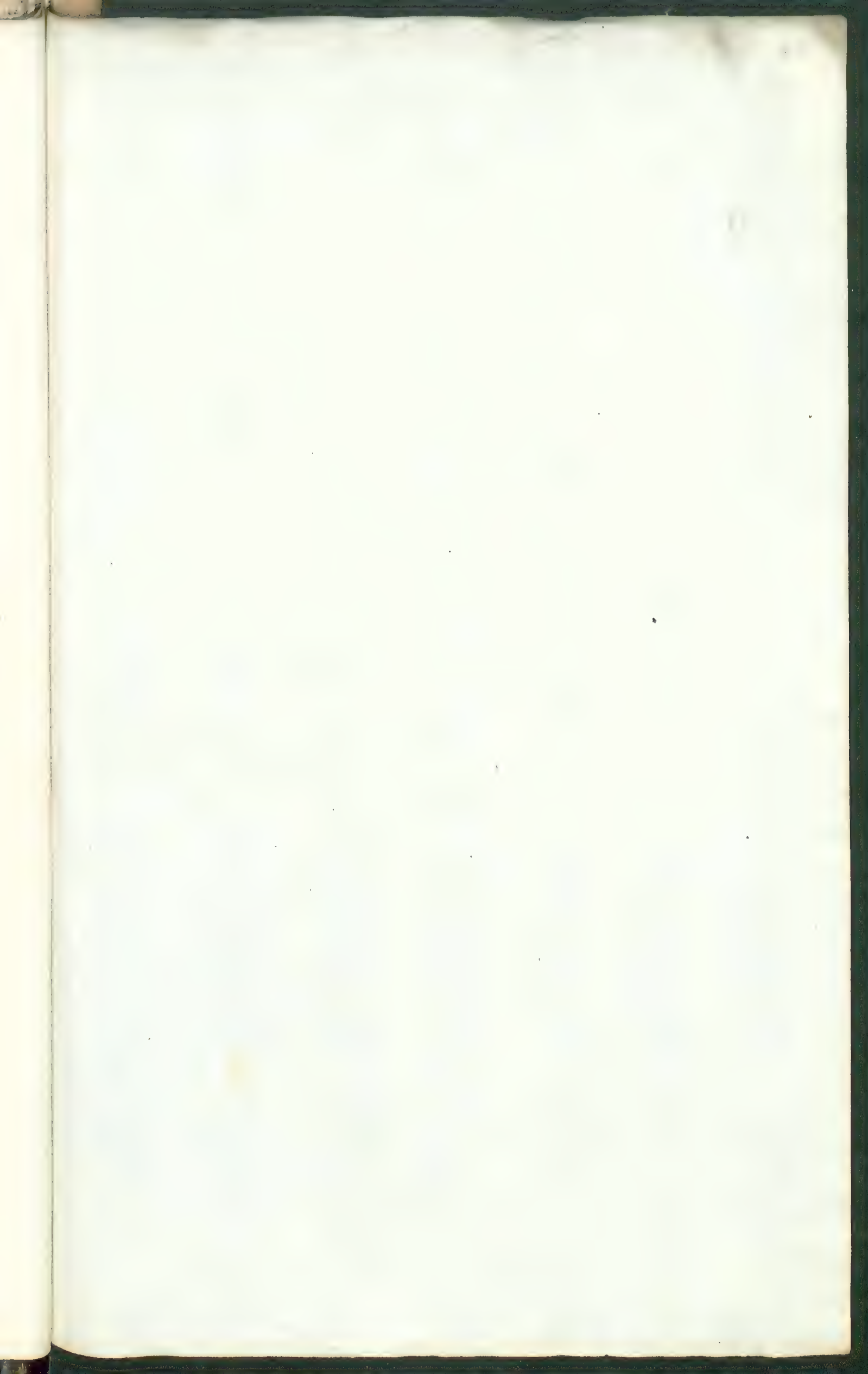














Reflex  
les  
ation



22  
Drouclier Palatin  
ou  
claircissements

Sur la Declaration du Roy de France  
Concernant l'Empire, et particulierement  
le Prince Electeur Palatin.

Monsieur,

Reflexions générales sur la Declaration  
J'ay veu le Manifeste de Versailles, portant pour titre,  
" Declaration du Roy concernant l'Empire, et par-  
" ticulierement le Prince Electeur Palatin; et ren-  
du public en plusieurs langues, qu'il vous a plu de  
m'envoyer. Et comme vous desirez d'apprendre les re-  
flexions, que je n'aurai pu manquer de faire en le lisant,  
je vous bien vous les communiquer à present, telles qu'elle  
me naîtront sous la plume; c'est à dire sans y chercher  
ny art, ny faison. Et j'en fais d'autant moins de ser-  
pule, qu'il n'est pas besoin, à mon avis, d'une pénétration  
fort profonde, pour éclaircir les matières, qui y sont  
contenues. Il ne faut que des lumieres assez ordinaires  
pour juger et des veues de la Declaration, et des motifs



qu'elle y employe, et de l'opinion qu'on en doit avoir.  
□ Aussi je vous avoue, Monsieur, qu'avant la lecture de  
cette Déclaration, et à la seule veüe du titre, j'en avo  
conceu toute une autre idée, qui s'est bien tost perdue  
comme ces objets, qui s'éloignent ou qui s'évanouiss  
des les premiers regards, qu'on y attache. Que j'avois cr  
assembler légèrement, qu'après toutes les atteintes passées, don  
par la France aux Traitez de Westphalie, avant et d  
ses premières démarches de la guerre contre la Hollan  
redoublées en suite par les violences, les hostilités et les  
exactions de ses armes, en tant de lieux et en tant de m  
nières, dans l'Empire, lors mêmes que le prétexte des an  
en campagne pour le secours des ennemis de la France n  
pas en lieu, avoit eu d'autres motifs plus pressants, ou  
cessés; renouvelles encore par les insultes, les dégats, et  
traitemens faits aux Etats d'une Prince Allié, Neutre  
Voisin, comme Monsieur l'Electeur Palatin, soit par les  
mandants de Philipsbourg, soit par les Officiers et Arm  
de France, au plus fort des assurances de l'amitié et  
Roy Tres Chrétien, et de l'alliance et Neutralité susdit  
lesquelles il se croyoit asser à couvert, augmentées de p  
par l'oppression de l'Archevesché de Treves, la prise, de  
tion et ruine de sa Capitale, et par toutes les procédu  
tenues dans l'Evêché de Liege, et envers les villes d'Als  
et autres Etats de l'Empire: Qu'après mêmes, que tou  
ces atteintes susdites ont esté depuis reconnues suffisant



et asser authentiquement pour telles, c'est à dire pour des  
contraventions manifestes aux dits Traittés de Westphalie  
et ce soit par les<sup>a</sup> déclarations asser expresse d'un Roy Allié  
et l'un des Garands de ces mêmes Traittés, soit <sup>plus</sup> encore plus par  
les Résolutions formelles, prises par tous les Etats de l'Empire  
d'y apporter du remède; et en fin qu'on les a veu portées au  
comble, par tout ce que la France venoit et continuoît de  
faire ressentir de plus cruel et de plus inhumain à un Electeur  
de l'Empire, armé pour sa defence et sa sûreté, après tous  
les mauvais traitemens susmentionnez, qui l'y avoient mené.  
Que dis je, je trouverois en cette Déclaration Royale, quelq  
excuse ou quelque desaveu de ces procédures et de ces traitemens,  
des off<sup>res</sup> de reparations convenables pour le passé, et de  
sûretés raisonnables pour l'avenir, et en un mot des satis-  
factions réelles, plausibles et honnestes, qui peuissent suspendre  
l'effet des résolutions vigoureuses de l'Empire, et ôster à la  
<sup>Suede</sup> ~~Prusse~~ son fondement, sur le quel elle avoit appuie  
le refus des secours, que la France se croyoit en droit d'en atten-  
dre, et avoit sollicité en vain jusques icy. Sur tout, que j'y  
rencontrasse<sup>crois</sup> des avances capables de le dommer particuliere-  
ment et de satisfaire Monsieur l'Electeur Palatin, en faveur  
duquel il sembloit, que cette Déclaration fust faite.  
Mais au lieu de cela, Monsieur, je fus surpris d'abord, je  
l'avoue, de n'y trouver rien de semblable; de n'y rencontrer  
que les mêmes raisons rebattues si souvent par les Mémoires  
des Ministres de France à Ratisbonne et ailleurs, et par les

a Déclar. Reg. Sueviae Al legato (sermo som. Hag.bergg. 6. Decembris 1643. quod Sacra Reg.  
Majestas non inficiari velit gravia, et plane legibus Westphaliae pacis, suis etiam  
cum Gallia pitis foederibus contraria, Imperium à subsistente in suis visceribus, per  
tempus aliquod exercitu perpeffum.



manifestes, publier depuis la prise de Germersheim et  
l'vasion du Palatinat, et renouvelées encore par les derni  
lettres du Roy tres Chretien à divers Princes de l'Empire, &  
la bataille de Sinzheim. C'est à dire, de n'y remarquer, qu  
l'observation des Traittez de Westphalie exacte et précie  
que le France exige des Etats de l'Empire, dans un tem  
où Elle même luy en fait ressentir les contraventions les  
etroies, et qu'il en a resolu et se met en devoir d'en procu  
la reparation convenable: Que des assurances de modera  
d'équité et de clémence, au milieu des effets les plus sang  
de violence, de cruauté, et de fureur de ses armes: Que  
desirs et des intentions pour le repos et tranquillité de l  
magne, à mesure qu'on en brusle des Villes, Bourgs et Vi  
détruit et rase les Temples, épargner jusques icy par  
ennemis du nom Chretien, et consacrer par la devotion  
Ruyales, et par la longueur des siècles: Que des reproch  
des droits d'amitié et d'alliance médisamment violer par M  
sieur l'Electeur Palatin, pour n'avoir pu s'accomoder au  
veau joug qu'on luy imposoit, au préjudice de sa naïfles  
de ses droits, et de sa dignité, et avoir cherché la protection  
l'Empire et de son Chef, après toutes les insultes, les viol  
et les dégats, que ses Etats venoient de souffrir des armes  
France, et des Commandans de ses places: Que des offres d  
Neutralité, sous l'ombre de laquelle le Palatinat avoit de  
este ravagé si cruellement, demeureroit encore plus exposé à  
l'avenir à la discrétion du même voisinage; et aussi qui



toit en teste la renonciation aux aspi-  
rations du p- et du Corps, dont il est un membre illustre, et en quoi la  
dépendance d'une puissance étrangère: Que des récom-  
penses, et se moyennant les conditions susdites, dans les  
grâces Royales, et des indulgences plénières, à laisser à l'ave-  
nir au dit Electeur la jouissance libre et paisible de ses  
Estats, après y avoir mis par tout le feu et le sang et les  
monumens durables à la posterité, d'une violence et  
d'une inhumanité sans exemple: Que des Triomphes d'une  
Vitoire peu honorable à ceux, qui s'en vantent les vainqueurs,  
et glorieuse, à ceux, que l'on prétend les vaincus: Que des  
exagerations d'exploits et d'avantages, mieux s'éant les en  
des Garettes, faites pour l'amusement des Peuples, qu'en  
Declarations Royales, faites pour l'instruction du public.  
Qu'un profond silence sur le chapitre de Monsieur l'Electeur  
de Treves, et de tout ce, que son Archevesché a souffert et  
souffre encore de plus facheux et de plus indigne, dont l'intér-  
est néanmoins faisoit un des pressans griefs de l'Empire, et un  
article de ses justes résolutions: Et enfin, que ces insinuations de  
la foy publique et du droit des gens blessés par une violence,  
qui auroit empêché à ce qu'on dit la paix de l'Europe,  
après tant d'exemples passés et récents de violence, de surprise  
et d'irregularité, comme par la France, où dans les atteintes aux  
Traiter les plus solennels, et ainsi dans le trouble du repré-  
senté, qui s'en ensuivoit, ou d'ailleurs dans l'arrest et de-  
tention d'un Seigneur d'une des illustres Maisons de l'Empire; ou



Instructions donner cy devant, au milieu des amadoucements  
dont on vouloit l'endormir, pour la prise mort ou vif d'un  
autre Prince Souverain, qui ne dépendoit point de la France  
aussi bien que pour la dépouille de ses Etats. Et depuis  
encore dans le refus opiniastre jusqu'icy de Sauter  
aux Ministres du même Prince, et encore dans la conduite  
ni à suspendre là dessus plusieurs mois toute la négotia-  
tion d'une Assemblée aussi importante, et la rompre en fin  
plus brusquement, sur le prétexte d'un autre Sujet, où  
France n'avoit pas le principal interest. Et ce malgré les in-  
stances des Mediateurs, contre le sentiment de leurs Alliez  
au préjudice d'un aussi grand bien, que celui du rétablisse-  
ment de la paix et tranquillité publique, qui en dépendoit.

¶ Mais il faut en même temps vous avouer, Monsieur,  
je suis bien tost revenu de ma première surprise. Que je  
reconnus, qu'il n'y avoit point d'apparence de s'attendre à une  
autre conduite de la France, après l'expérience du passé. Il  
n'y avoit pas lieu de croire, qu'Elle pût trouver des couleuvres  
capables de pallier cette conduite; qu'Elle jugeast même ne-  
cessaire, de se mettre beaucoup en peine d'en chercher, ou  
l'Empire meritast, qu'on ~~conservât~~<sup>entreprit</sup> ce détail en sa faveur  
et qu'on prist tout ce biais, pour le satisfaire et pour l'en-  
paier. Que si on avoit crû, il y a peu d'années, pouvoir re-  
prendre une paix aussi sacrée, que celle des Pyrénées, en même  
temps, que les Ministres de France à Madrid et ailleurs  
faisoient des declarations, et donnoient des assurances,



25  
expresses des bonnes et sincères intentions de la France à main-  
tenir la paix avec un Roy beau-frere, pupil et enfant,  
on pouvoit tenir au jourdhuy la même conduite avec  
l'Allemagne, sans qu'Elle parust en droit d'y trouuer à redire.  
Et que si depuis encore, on auoit jugé à propos de declara-  
uer une guerre à la Hollande, qui troubloit le commerce  
public, allarmeroit le voisinage, inquiétoit les terres et  
les mers; et interessoit cy avant le repos et la securité non  
seulement de l'Espagne, mais de l'Empire et de l'Europe,  
et en fin, qui ne pouvoit auoir que des suites d'une effusion  
innombrable de sang, et d'un bouleversement fatal de la  
tranquillité publique, sans en alléguer autre motif, que  
celuy de la gloire. Qu'il y avoit peu d'apparence, que la  
France se vultust lier à d'autres formalitez, en faveur  
d'une portion de l'héritage de Charlemagne, comme l'Empire,  
pour luy rendre compte de sa conduite et justifier ses actions,  
et qu'elle renonçast à des maximes, dont elle s'estoit si bien trou-  
uée jusques icy. Qu'il devoit suffire à l'Allemagne, de re-  
cevoir les loix d'un Conquerant puissant et voisin, et en  
suffrir le joug sous les titres de Précaution, de Raison de  
guerre, ou même de Protection, <sup>de son costé</sup> sans qu'elle fust fondée en  
titre de le trouuer mauvais. Et que de même, c'estoit assez,  
que la conduite de quelques uns de ses Princes, toute innocente  
et regulière qu'elle fust, ou provoquée par tant de mauvais  
traitemens, ne plüst pas à la France, pour les rendre crimi-  
nels et dignes des hostilités les plus cruelles. Que c'estoit



sur tout à Monsieur l'Electeur Palatin, comme à un proche  
Allié et Voisin, de baiser la verge qui l'auoit frappé sans  
s'irudement, et de recevoir toutes les insultes et violences  
précédentes, pratiquées à l'endroit de ses Estats et Sujets  
pour autant de preuves de l'amitié qu'on luy portoit, et  
sans qu'il deust luy estre permis de s'en plaindre, moins  
chercher des secours aussi éloignés et aussi étrangers à son  
égard, que ceux de l'Empire et de son Chef, pour voir de  
mettre à couvert à l'avenir. C'est à dire, pour maintenir  
entant qu'il pourroit, ce qu'il croyoit devoir à la dignité  
d'un Electeur de l'Empire; aux droits d'un Prince Sou-  
verain et libre, qui veritablement n'avoit pas l'honneur  
d'estre né François et sujet d'un si grand Roy; mais cepen-  
dant, que l'on avoit jugé d'assez bonne Maison, pour  
surer, qu'il devint beau père de Monsieur l'unique Fils de  
Roy. Qu'ainsi tous les traitemens d'insultes, de dégâts  
de violences faits à ses Estats, ou à d'autres dans l'Empire  
mêmes avant aucune mesure prise pour leur deffence  
et au plus fort de la Neutralité, en vertu de laquelle  
jugerient de n'en avoir pas besoin, devoient estre payés  
sous un judicieux silence: et ce sans qu'il y ait, ou pût  
avoir aucune bien séance, qui oblige la France à s'en  
excuser, bien moins à les reparer. Et qu'en fin, on  
se contenter, qu'Elle alléque comme elle fait, l'obligation  
sacree et indispensable des Traittez de Westphalie  
à l'égard de tout l'Empire, sans que du costé de ce

a Vierge dans la suite à quoy on fait allusion.



on soit aucunement en droit de se plaindre des obligations qui y sont  
et d'attendre de la Souveraine autorité, que des effets et des intentions;  
quand même les effets s'y trouveroient aussi contraires et aussi  
opposer.

amen particulier ~~est~~ aussi Monsieur par où commence la déclaration de Ver  
la Déclaration; saile; Le Roy avou depuis long temps avec déplaisir, que  
1. 1. Déplaisir lors que son desir estoit plus sincère de maintenir l'anstou  
ir de la France te leur force les Traictier de Westphalie. Et la verité, je  
hand Allemagne m'attendois à ces premiers mots d'apprendre le déplaisir sensible  
avec lequel la Majesté auroit ou veu, ou après toutes les violen  
ces et les dégats, que ses armes on fait ressentir à l'Empire, dès  
les premiers commencemens de cette sanglante guerre; la suite  
des cruelles dé'solations, qu'elles y causoient de Provinces entières,  
les gémissemens et les larmes de sang de tant de misérables,  
dont elles y augmentoient tous les jours et si impitoyable  
ment le nombre; la destruction et l'aneantissement des lieux  
sacrez, qu'elles venoient d'y solenniser hautement; ou en fin  
tous ces feux malheureux et funestes, qu'elles y ont allumés au  
long et au large. Et sur tout dans les Estats d'un Prince, qui  
venoit d'avoir des liaisons si étroites d'alliance avec la maison  
royale; à qui on ne pouvoit reprocher, que des précautions  
et des mesures pour sa seurcté; que les mauvais traitemens  
de la France venoient de luy rendre indispensables; et qui  
n'avoit eu le malheur de luy déplaire, que pour n'avoir pas  
esté insensible à tout, ce qu'Elle venoit de luy faire souffrir.  
Déplaisir en effet, qui eust esté digne de la pieté d'un Roy



80.  
tres Chrétien, et de la moderation d'un grand Monarque.  
d'attirer sur luy la suite des bénédictions, dont le Ciel avoit  
jusques icy couronné si abondamment son règne. Et p  
où en fin, il aurait attiré les acclamations, que merita du  
temps passé ce bonnaire Empereur, qui ne comptoit  
gagner ces journées de son règne, que par les bien faits, qui  
avoient signaler, et les pertes, que par l'occasion, qu'il  
manqué de satisfaire à une inclination si bien faisante.

Des desirs sinceres Pour le desir sincere de maintenir en toute leur force les  
de la France à main de Westphalie, ce langage, sans mentir, n'a garde de vous  
tenir les Traittez de prendre, après l'avoir leu si souvent dans les Mémoires  
Westphalie. de M<sup>r</sup> de Grauel présentés à Ratisbonne, et depuis de  
le Manifeste, qui suivit l'invasion du Palatinat, et la prise  
de Germersheim, où l'on trouve les mêmes paroles, que  
venez d'entendre, et qui sont aussi du même Auteur, à sçavoir  
que la Majte' ne desire rien d'avantage, que de maintenir en  
toutes leurs forces les Traittez de Westphalie. Cette uni-  
té de langage et d'expressions n'est elle pas, à vostre avis,  
une preuve assez forte du fondement qu'on y doit faire.  
Mais voulez vous encore en estre mieux convaincu, et p  
encore par les effets, que par les paroles. Vous n'avez, s'il  
plaist, en ce cas là, qu'à voir de quelle manière ce desir  
cere de la France a été de puis quelque temps, à l'égard  
de toute l'Europe, par les passages, les quartiers, et les m  
garins pris ou établis par la France dans l'Empire, sans  
participation, bien moins de son consentement; par les



miens efforts de ses armes, contre les places du même Empire; par  
la conquête suivante, qu'elles y ont tenu dans les pays de Cleve  
ou de liege, avant qu'il y eust memes nyligue, nymesure prise,  
pour s'y opposer. De quelle manière il a paru depuis en core  
ce même desir si sincere, par tant de procédures suivantes, je  
ne dirai pas de celles, que l'on peut excuser sur la necessité in-  
dispensable d'opposer force à force, mais je dirai de celles, qui  
manquent de ces prétextes, qui ont choqué les plus chers amis de  
la France, et qui ont esté jugés et prisés par eux mesmes, pour  
des contraventions manifestes à ces memes Traittez; comme de  
l'incendie du pont de Strasbourg par la garnison de Brisach,  
de la conduite des Commandans de Philipsbourg, et autres  
officiers, Commissaires ou Intendants des armées de France, d'une  
espece de jurisdiction entre prise et executée par eux avec vi-  
olence et avec autorité sur le voisinage, des villes d'Alsace  
surprises, pillées, démantelées, leur munitions et leurs maga-  
zins transporter audit Philipsbourg; de l'invasion et du  
dégast de l'Archevesché de Treve, la prise et ruine de sa  
Capitale, et de tout ce qui la rendoit vénérable depuis tant de  
siècles; de l'attaque et du saugement des places du Pays de  
Liege; de la surprise et détention du Comte de Nassau Saar-  
bruck et de sa Residence; du pays de Monsieur le Duc de  
Luxembourg, mis quelque temps sous contribution, comme  
une dépendance de la Lorraine et qui s'y trouveroit sans doute  
encore soumis, sans les instances pressantes des Médiateurs,  
et la consideration d'un Roy Allié de la France et aussi proche



par<sup>nt</sup> de ce Prince. Je ne parlerai pas icy des hostilités  
violentes et des inhumanités qui ont depuis esté pratiquées  
qui ont suivi la prise de Germersheim au Palatinat, et qui  
ont achevé de porter au plus haut l'horreur et l'indignité  
de l'Empire.

Appelleroyez vous cela maintenant, Monsieur, un desir si  
de maintenir en toutes leurs forces les Traittez de Westphalie  
ou bien un desir asser apparent, et qui n'a pas mal veu  
convertir toutes ses forces, pour venir à bout desdits Traittez.  
Pour vient aussi, que ces mêmes amis et Alliez de la France  
d'ailleurs garants de ces mêmes Traittez, n'en ont pû faire  
autre jugement, et ne l'ont pas caché à Elle même, ny dis-  
simulé à ses parties. Tant il est vray, que jamais desir n'a  
rent suivis d'une conduite plus contraire, ni sincérité  
pagnée d'un succès plus incommode. Le Sage des Stoïciens  
desiroit rien. Que pensez vous, Monsieur, que donneroit  
l'Empire aujourd'hui, pour avoir des voisins de cette sorte  
et sur tout des voisins, dont les desirs sont aussi sincères  
maintenir son repos, et en même temps aussi insatiables  
troubler. En sorte, que l'on croiroit qu'il en est de ce desir  
un grand et sage Roy a dit autre fois, que le desir de la  
n'est jamais assouvi, sans excepter celui des Monarques  
Les Grands de la terre. Ou si vous voulez, qu'il en est de  
d'un Médecin charitable, qui desiroit sérieusement la  
d'un malade, au quel il donneroit du poison, pour hasten-  
la fin; ou d'un Ami pitoyable, qui voueroit sauver la vie



Son voisin, en luy portant tout le premier le poignard dans le sein.  
Ou plûstost, qu'il en est de ce desir sincere de la France pour la  
liberté Germanique, comme de celui, que temoignoit autre  
fois le modéré Jules, pour maintenir en toute sa force la  
liberté de sa patrie, ou le Sincere Tibere, de n'accepter pas  
l'empire du Monde; quand le premier employoit tout son  
courage et tout son zèle, pour s'en rendre le Maître; et  
l'autre toute l'adresse et la profondeur de son esprit, pour  
en déguiser le dessein. Croyez vous aussi, qu'à leur exemple,  
ce soit par des desirs aussi sinceres, que le Roy tres Chretien doit  
estre reconnu pour le Protecteur de l'Empire, par un titre beau-  
coup plus glorieux, que celui d'aristocrate Empereur, si l'on en croit  
un Prelat et un Orateur illustre et deux fois Ambassadeur  
de son Roy! C'est sans doute, que la France, et c'est le même  
qui au besoin vous en peut encore servir de garant, comme  
il faisoit à Madrid, avoit un desir sincere de maintenir  
en toute leur force les Traittez des Pyrenees, en portant in-  
opinément la guerre dans les mêmes Estats, qui en faisoient  
le principal fondement; ou le Traittez d'Alix la Chapelle,  
en demolissant mêmes depuis la paix, les fortifications  
des Villes de la Franche Comté, et les restituant dépourvues  
de leurs munitions et de leurs Arsenaux; ou le Traittez  
touchant la Lorraine, en demandant les ordres pour la  
saisie de son Prince Souverain, mort ou vif, et en subjui-  
guant la Duché; ou bien celui de Cleve, en formentant  
premierement, et en suite appuyant ouvertement

a Harraque de l'Archevesque d'Ambrun, Evêque de Metz présentée au Roy  
le 30. Juill. 1673. et imprimée par son ordre.



de ses forces et de ses armes la rupture dernière du dit Traité  
dont elle estoit néanmoins l'un des Garands; ou les Traité  
en fin de l'an 1662. avec les Etats Généraux, en prenant  
pour un des prétextes les plus plausibles de la guerre contre  
la restitution des mêmes places de Monsieur l'Electeur  
Cologne, qu'Elle s'estoit obligée nommément par les mêmes  
Traitez, non seulement de ne point poursuivre, mais même  
de la détourner, et jusques là encore, que de prêter main  
forte aux dits Etats contre les secours, avec lesquels ce Prin  
se pourroit mettre en devoir de reprendre <sup>un jour</sup> les dites places  
Sans mentir, Monsieur, si les desirs sincères de la France  
maintenir en toute leur force les Traitez publics, et par  
ticulièrement ceux de Westphalie, ont de pareilles suites  
juger de ce qui arrivera, quand l'envie luy prendra de se  
expliquer d'une autre manière, et de les convertir ces  
desirs, en des desseins déclarés de ~~br~~ rompre et de ~~br~~ d'annuler  
ces mêmes Traitez. Mais il vaut mieux juger charitablement, que le desir  
cière de la France estoit en effet, que l'Empire ne prist  
ombrage de tout ce que dessus, et ne s'allarmast pas si légè  
rement de cette conduite, et moins encore se mist en devoir  
apporter du remède. Ou bien me direz vous, que la Dé  
claration de Versailles parle icy du desir, et non de l'eff  
en sorte que l'on pourroit croire, qu'Elle entend peut es  
va de ces cas, que l'intention sauve, quoy que la procédure  
le condamne, si l'on ne savoit d'ailleurs, que l'Auteur illu  
de cette Déclaration, est d'un nom et d'un parti trop deul



contre les partisans de cette nouvelle morale.  
 II- Quant au fondement des <sup>de</sup> Traitez de Westphalie, qui  
 doit estre si saint et si sacré à tout l'Empire, et sur le-  
 quel la paix et tranquillité de l'Allemagne doit estre  
 affermie, le même Empire souhaitteroit à la verité, que  
 la France eust pris la peine de s'en faire l'application.  
 Si ce n'est sans doute, que l'on prétend, que c'est une obliga-  
 tion indispensable à l'Empire de s'y tenir, et d'en souffrir  
 mêmes les contraventions les plus sensibles, sans se mettre  
 en devoir de le trouver mauvais, ou de le reparer. Que  
 c'est par la même raison, que le fondement des Traitez  
 susmentionnez des Pirences, et d'Aix la Chapelle, doit estre  
 saint et sacré à l'Espagne, qu'elle y doit bastir la deffence  
 sa seureté et son repos, quand mêmes la France viendroît  
 ou à s'embraser le premier, par le secours donné au Portugal,  
 contre l'obligation expresse portée par le dit Traité, ou  
 mêmes à le renverser en suite entièrement par terre, par  
 la guerre de l'année 1664. et par les Conquestes suivies  
 de tant de places. Ajouter, quand Elle viendroît de nou-  
 veau à sapper l'autre, assavoir le Traité d'Aix la Cha-  
 pelle, par la manière alleguée de la restitution de la Franche-  
 comté; l'extension bien tost après prétendue des limites  
 et des confins, c'est à dire d'une appendice de nouvelles  
 conquestes; les pays bas inquiétez et ravagez en suite en-  
 core plus ouvertement et avec des marques sensibles  
 et durables de cruauté et de violence, peu avant le



Siege de Maastricht et au commencement de la campagne  
de l'an passé; et en fin par une conduite de Conquerant  
qui se mettoit en droit de donner la loy aux voisins, et  
se rendre tout licite, de ce qui pouvoit contribuer à  
grandeur et à sa gloire. Que sur tout à l'égard de ce  
dément si saint et si sacré, sur lequel la paix et tran-  
quillité de l'Allemagne doit estre affermie, il n'est per-  
mis qu'aux Seules armes du Roy très chrétien, <sup>de la</sup> ~~de la~~  
en premier lieu; et en suite de l'abbattre; de se servir  
de la garnison d'une place, dont le droit ne luy a  
laissé par les mêmes Traitez, que sous la clause expresse  
de ne la rendre aucunement à charge ou à jalousie  
l'Empire, que pour en commander en maître aux Estats  
voisins, ou comme en parle ingenuement le Panegyrique  
susmentionné, et présente presque dans les mêmes  
temps à sa Majesté en son passage par Metz, pour se  
servir de ses armes, quand il luy plaist dans les Estats de ses voisins  
et particulièrement ceux d'un Electeur de l'Empire;  
de commencer d'abord au milieu de la paix et de la Neutralité,  
contre les Sujets, comme contre des rebelles et des refractaires  
à des Arrests Souverains. Pour ne rien dire encore de l'habileté  
et de la contrainte de longue main, et renouvelée plus for-  
ment depuis, de prendre des passages à discretion de  
payer, sans attache, et par où on vouloit; prescrire  
quartiers et les logemens; troubler la liberté du com-  
merce tantost par des ponts, tantost par des saisies, tantost



des péages; contester les droits les mieux établis; en établir  
d'autres de son autorité particulière, et convertir en fi-  
ce droit de garnison en une place d'armes qui renvise  
tout le voisinage tributaire. Que pour cela tout l'Em-  
pire ne luy demeure pas moins garant de la conservation  
de la 1.<sup>e</sup> place, et n'en est pas moins obligé à la respecter  
comme un Asyle sacré et inviolable; quand même elle  
seroit devenue un fleau visible de la liberté Germanique  
un obstacle odieux à la sécurité de l'Empire, et une re-  
traite sûre de ses boulevards. Et qu'en fin, c'est aux Princes  
et Etats voisins, et d'une puissance médiocre, de se tenir  
inviolablement; et quoy qu'il arrive, à un fondement si  
saint et si sacré, que celui des Traitez de Westphalie, mais  
que pour un aussi puissant Monarque, il se peut dispen-  
ser de cette obligation, quand l'occasion s'en presente;  
que la gloire et la terreur de ses armes le conseille; qu'il  
s'agit de se faire justice à luy même, comme en parle l'O-  
rateur Francois, et notamment de tenir tous les Princes  
d'Allemagne dans la volonté de suivre ses victoires, ou  
dans l'impuissance de les traverser. Que c'est alors, qu'il  
ne doit avoir rien de si saint et de si sacré, qui ne cede  
à cette raison d'état et de guerre, et qui ne luy soit hau-  
tement sacrifié; sans mêmes, que ny les Temples les  
plus augustes; ny les Monastères les plus anciens; ny  
les Tombeaux les plus privilégiés; ny les Reliques les  
plus reverées, en demeurent exemptes, et puissent ou

a. lettre du Roy de France à M.<sup>r</sup> de Bethune du 10. mars 1644.

b. Harangue de l'Archevesque d'Ambrun.



III.  
Des Secours d'armes A l'égard maintenant de ce que l'Empereur et quelques  
par l'Empereur et  
quelques Princes de  
l'Empire ~~ont~~ <sup>ont</sup> tre l'obligation de mesmes Traitez, et de ceux, que Sa  
aux ennemis de  
la France. Majesté avoit en particulier avec l'Empereur, en don-  
Secours aux ennemis de la France, on ne veut pas re-  
battre icy de nouveau, ce qui a esté si souvent dit et  
réfuté sur ce chapitre et réfuté amplement dans les  
solides Réponses, qu'on a faites à'une pareille objection.  
Les Déclarations présentées cy devant là de sus à Al-  
lemagne, ou de la part de Monsieur l'Electeur de Brand-  
bourg, ou de celle de Sa Majesté Imp. les actions  
de grâces, et les exhortations suivantes, que Sa S<sup>te</sup> M<sup>te</sup>  
en a receu de tout l'Empire; les Resolutions con-  
jointes prises là de sus par tous les trois Colleges, n'ont eu  
pas d'ailleurs assez éclairci et décidé la chose, et n'en-  
tendent elles pas maintenant une plus longue discussion  
entièrement superflue et hors de saison? En sorte, qu'il  
n'a qu'à les consulter aujourd'huy, pour effacer toutes les  
impressions, et ôter jusqu'aux moindres scrupules, qu'on  
voudroit donner encore à present sur ce sujet. Elles ont  
fait voir, que les Secours donner aux ennemis de la France  
non seulement n'avoient rien contre l'obligation des Traitez  
de Westphalie, mais qu'ils avoient même pour but prin-  
cipal de les maintenir, et d'en reparer les cruelles et sensib-  
les atteintes, que la France y avoit donné en tant de fois.



et en faisant tomber sur ce même Empire, les premiers,  
 et en suite les plus pesans coups de cette funeste guerre. Que ces  
seours ont trouvé les armes de la France dans l'Empire, sans  
 avoir eu besoin de les chercher au dehors. Saines déjà de plu-  
 sieurs des plaies du même Empire, dont elle avoit fait quel-  
 ques unes ses places d'armes et ses Magazins. Que ces seours  
 estoient non seulement d'un droit naturel, d'opposer la force  
 à la force; ou du droit des gens, d'empêcher par même  
 moyen l'oppression totale d'un État, avec lequel il y a-  
 voit plusieurs liens de commerce, de convenance et de voi-  
 sinage, et ainsi dans la conservation duquel, il avoit un  
 intérêt assez grand et assez visible; ou du droit de la <sup>lien</sup> sûreté  
 Publique et de l'Empire en particulier, d'arrêter le cours  
 impétueux de ce torrent, qui alloit tout inonder, et de  
 prévenir le danger, qui le regardoit en premier lieu; ou  
 en fin d'une obligation indispensable, non seulement des  
 Traittez de Westphalie et de la Capitulation Impériale,  
 mais encore des Traittez, qui y sont postérieurs, comme  
 de Cleve, et de la Garantie, qui y est jointe. Comme s'il  
 devoit estre licite et impuni à la France, de donner les seours  
 susmentionnez au Portugal contre l'Espagne, <sup>au préjudice de</sup> contre l'obli-  
 gation expresse des Traittez solennels, et fondée sur tout  
 ce qu'il y a de plus saint et sacré, et que ce deust estre  
 un crime à l'Empereur et à Monsieur l'Electeur de Bran-  
 denbourg, qui violast mêmes tous les droits divins ou  
 humains, que de prendre les armes, pour satisfaire à



des obligations aussi naturelles, aussi pressantes, et aussi justes  
et d'en faire ressentir par même moyen du soulagement  
des assistances à un Etat, dont l'oppression non seulement  
les regardoit de si près, mais qui se faisoit en partie  
leurs dépens, et à ceux de l'Empire. Mais c'est peu  
estre, Monsieur, que ce n'est pas à l'Empereur de faire  
le Protecteur de l'Empire; qu'il n'a rien à y voir, ny à dire  
et sur tout, qui puisse déroger en quelque sorte à cette Sup  
riorité du Roy Tres Chrestien sur le Chef et sur les membres  
de ce corps auguste.

Il faut avouer aussi, que c'est avec peu de fondement, qu'on  
allègue l'obligation des Traittés particuliers de l'Empereur  
avec la France; puis que la seule lecture de ces mêmes Traittés  
et des cas, qui sont expressément réservés, tant de ceux de  
Westphalie, que du Traitté de Cleve, suffit amplement  
prouver le contraire. C'est de là qu'on peut recueillir, s'il  
estoit le droit à l'Empereur de s'y interesser, ou plutôt  
si ce n'estoit pas une nouvelle loy et obligation, qu'il  
estoit faite, en cas que la France vint à y contrevenir  
comme Elle a fait. Aussi aurois je quelque sujet de m'étonner  
qu'on ait bien voulu mettre en avant cette objection <sup>dan</sup>  
Manifeste si solennel, et croire qu'elle peut estre bonne  
de nile, après ce que j'ay ouy dire à des Ministres, non  
suspectés à la France, que de la premiere communication  
qui leur fut faite dudit Traitté conclu à Vienne, entre les Ministres  
de l'Empereur et le Chevalier Gromenille, ils furent surpris

a dans la Harangue de l'Archevesque d'Ambrun.

conséque



conseil que les Ministres de France avoient tiré, et leur  
donnerent asseoir à entendre, que ceux-ci avoient sort de croire, que  
l'Empereur eust les mains liées par le dit Traité à ne pouvoir  
agir contre Elle, après les clauses si expresse et si mentionnées,  
qui s'y trouvoient. Mais c'est qu'il est toujours à propos et  
utile de se munir de ce bouclier, et de mettre d'abord en avant  
ce beau prétexte de la foy des Traitez les plus solennels vi-  
olée, sans se mettre autrement en peine de le prouver et  
d'en venir au détail; et sur ce fondement, qui surprend au  
moment quelques moments les plus crédules, bastir en suite avec  
plus de confiance, ce qu'on juge le plus apparent à les abuser.

12  
De l'obligation de la France à opposer ses armes  
C'est aussi en suite de quoy on ajoute le juste sujet,  
que Sa Majesté a eu d'opposer ses armes à celles, qui  
se prenoient contre elle, et l'obligation où elle s'est  
trouvée d'aller au devant des mesures et des liaisons,  
qui se formoient contre le bien de son Etat, et  
tout cela néanmoins sans en avoir perdu l'intention  
de contribuer en tant qu'il seroit en elle, au repos  
de l'Allemagne. Surquoy on laisse volontiers un cha-  
cun desintéressé pour juger ou de la justice de cette conduite,  
ou de la sincérité de ces intentions. Qui est celui des par-  
tis, qui a donné le juste sujet d'opposer la force à la  
force; si les armes de la France dans l'Empire sont  
demeurées en effet sans les bornes d'une juste et indispen-  
sable nécessité; si la a paru ou sans les prétextes, ou  
dans les acheminements, ou dans la suite de cette guerre



et d'ailleurs sans les hostilités ouvertes, exercées sous le  
de précautions, les violences, et les exactions sous un  
véau droit de raison de guerre. Si la conduite suivante  
la France à maintenir non seulement ses armes dans l'Empire  
mais encore de les y engager plus avant, quand l'Empereur  
en avoit retiré les siennes, et que Monsieur l'Electeur  
de Brandebourg s'estoit accommodé avec Elle, est  
contre les avis mêmes et les sérieuses remontrances de  
Princes amis de la France; faire des étappes à dis-  
tance; prendre des quartiers et des logemens; imposer des  
actions plus librement encore que par le passé; et plus  
poliquement, que dans les propres Etats, en sont des pro-  
ves, à votre avis, fort essentielles et fort convaincantes.  
Et si même elle exige en suite et à main forte des séda-  
tions de l'Empereur ou de l'Empire pour avoir ce prétexte  
de continuer durant ce temps la leur séjour et leurs ex-  
actions dans l'Allemagne; maintenir cependant et refaire  
ses armées aux dépens de l'Empire; ravager en suite tant  
un Etat, tantôt l'autre, et redoubler au long et au large  
sans l'Empire toutes les hostilités et les violences touchées  
cy dessus et assez connues; sont des marques fort sensibles  
de cette inclination à conserver le repos de l'Allemagne,  
en marquant une intention bien sincère et bien véritable.  
On verra en effet, combien le repos de l'Allemagne est  
cher à la France, par le soin qu'Elle a pris de puis assez long  
temps de gêner et entretenir des divisions, des jalousies, et



diffiances entre le Chef et le Corps, ou entre les membres du même Corps, par les corruptions, les liques, et les cabales, que les Ministres ont mis en pratique pour ce sujet; c'est à dire pour le démembrer en plusieurs manieres. Et ainsi d'où on peut recueillir la conduite que la France a tenue, de conserver l'union du Chef avec ses membres, ou de ses membres entr'eux, qui est pourtant le seul fondement, sur lequel le repos de l'Allemagne peut estre solidement affermi.

V  
du dessein de la Quant à ce que le dessein de la Majesté n'auroit  
France de n'étendre, jamais esté d'y étendre ses limites par de nouvelles  
et ses limites. Conquestes, c'est encore le même langage, qu'on fait tenir  
au Roy, sans le Manifeste adressé à M<sup>r</sup>. de Bethune; et  
11 parce, <sup>dit il,</sup> que je luy veux faire connoistre et à tout l'Empire,  
11 que nul dessein d'étendre mes limites sur mes voisins.  
Avoir cependant, Monsieur, s'il est bien aise de s'en estre  
convaincu, après une suite d'expériences si recentes et  
si palpables, qui en donnent des préjugés assez contrai-  
res; après les dangereux exemples des limites d'Andrieu  
d'uniéssant sur ses voisins au Païs bas, au préjudice  
des traittez solennels, et ceux des nouvelles extensions  
prétendues encore de ces mêmes limites; après les limi-  
tes d'Andrieu, ou d'augmentées des nouvelles conquestes d'une  
Province ou d'une Souveraineté voisine, dont une par-  
tie estoit encore un fief de l'Empire, et dont la con-  
servation le touche de si près; ou bien en voulant même

a lettre du Roy Christian du 10 Mars 1674



encore en étendre les limites sur les Etats voisins d'un  
ce des premières Maisons de l'Empire, comme il a esté  
ché cy dessus. Ajouter, Monsieur, après les mesures  
et qui se trouvoient déjà si avancées, pour estre maître  
du haut et du bas Rhin; après les négociations ent  
pour faire Monsieur le Dauphin Roy des Romains  
tant de trésors épuiser en un règne nullement prodig  
et sous des si habiles, Economes, pour affoiblir l'Emp  
et pour y entretenir les divisions, les jalousies, et  
deffiances susmentionnées. Dites encore, après les préte  
et allés à la face de l'Europe, dans les ouvrages publicz  
quelque temps en France avec privilege, les Droits du  
sur les Etats voisins et sur l'Empire en particulier, con  
sur une dépendance de la succession de Charlema  
Après mêmes les belles maximes débitées, franchement  
dans le Panegorique susmentionné du Prélat Politique  
présenté au Roy l'an passé et imprimé par son ordre  
à sçavoir que les anciens Politiques François, connoisso  
mal les limites de la France de les vouloir renfermer en  
le Rhin, les Alpes et les Pyrénées, et ainsi se ne por  
pas plus loin leur ambition, qu'à ce que l'Etat peut  
reprendre ses anciennes limites; que Sa Maj.é a déjà  
poussé les limites de l'Empire François, au delà de ce  
que la nature semble luy avoir marquées, et en un aut  
endroit, que les places frontières du Royaume érigées  
en autant de petites souverainetés, se trouvent reconquis

6. voy Harangue de l'Archevesque d'Ambrun

par



par les conseils, ou par la puissance; et de plus insinuant  
encore sur la fin, que les limites de la France ne doivent  
pas estre moins étendues, que sur le reste de l'Europe, et  
ce pour le bien de la Chrétienté, et l'intérêt visible  
qu'elle a, qu'il y ait une puissance prédominante par ses victoires  
en toute l'Europe, qui empêche que le Turc ne continue d'y é-  
tendre les Siennes; et ce qui ne pouvoit aussi manquer d'arri-  
ver à un Conquerant, qui tenoit la Victoire enchaînée et la  
Fortune esclave de sa gloire. Encore, Monsieur, si ce n'esto-  
ient là que des transports du Zèle et de l'inspiration du  
Prélat; que des figures et des exagérations du Panegyrique  
ou que des veues vastes et perduës de l'Orateur, et qui se trou-  
vassent contredites par une moderation éprouvée, par  
une conduite de la France assez approuvée, et toute portée  
à se renfermer dans ses anciennes limites. Le mal est, que les  
fers de cet esclavage en estoient au feu, que cet enchaî-  
nement continuel de Victoires et de Conquestes, n'estoit  
pas la vision de l'Orateur, et même ne préparoit pas tant  
l'esclavage de la Fortune, que de l'Europe; en sorte qu'il sembloit  
en effet d'avoir déjà réduit non seulement les Princes d'Allemagne  
mais tous les Etats voisins et éloignés, dans la volonté de sui-  
vre ses victoires, ou dans l'impuissance de les traverser. En tout  
cas, vous ne desavouerez pas le sentiment des François  
les plus modérés, à qui l'on a entendu dire assez souvent,  
et sans la naïveté des discours familiers, que le Rhin faisoit  
à tout le moins les limites de la France; et par conséquent



que tout ce qui estoit de l'ancienne ripa Gallia, devoit incontestablement luy appartenir. Il n'y a des mêmes, qu'à ensuivre les Intendans et les Commissaires de France en Allemagne, et les Commandans de ses places, pour juger du soin de Couronne à se renfermer dans ses bornes et dans ses limites, et la retenue et moderation connue de ces Messieurs, à n'estendre point au delà leur pouvoir et leur jurisdiction. Sans parler du Palatinat et d'autres États de l'Empire, qui en ont eue une triste et facheuse expérience, la conduite de la garnison de Maastricht envers les pays de Juliers et de Liège, les exactions qu'elle s'est mis en droit d'en tirer, et d'entreprendre hors de ses limites; les exécutions militaires, qu'elle y a faites quand on s'y est voulu opposer; et les plaintes, que non seulement les États de Liège se trouverent obliger d'en adresser à l'Empereur, mais encore, que Monsieur l'Electeur de Cologne se vit contraint d'en faire au Roy et à Monsieur de Louvois, au plus fort de ses attachemens et liaisons avec la France, les lettres qui en ont esté écrites de part et d'autre, et les reproches, qui les accompagnoient, en peuvent faire foy, et à l'Empire particulièrement, s'il luy en reste quelque doute. Trouvez vous encore, que la conduite tenue par la France envers les Provinces Unies, et qui a allumé tout ce grand feu, qui consume aujourd'huy l'Empire, soit d'un préjugé fort plausible de cette moderation de la France à n'estendre point ses limites sur ses voisins. On allegue véritablement d'abord dans les Cours étrangères, et chez les



Estats Voisins, alarmez de cette guerre et de ses suites, qu'on  
n'avoit autre dessein, que de punir des ingrats, humilier les  
Orgueilleux, et vanger le Roy d'Espagne, <sup>ou comme on parle</sup> carlinois  
de la France <sup>ou au plus</sup>, que d'entrer avec les Hollandois  
en quelque partage du commerce, dont il n'estoit pas juste  
qu'ils fussent les seuls arbitres; et nullement d'étendre les  
limites de la France par de nouvelles conquêtes. Mais, que  
que les armes eurent un succès si heureux, et firent les pro-  
grès, qui la surprirent Elle même, on entendit bientôt  
un autre langage, et qui ne parloit pas moins, que de  
l'extension des limites, sur les pays et les places entre l'Es-  
le Rhin et la Meuse; sauf après à les étendre encore  
dans les dépendances, qui se feroient de ces limites, ou  
comme on parle le Prélat Chrétien, Politique et Orateur,  
tout ensemble, que la France a tout regagné par la  
reduction des pays situés entre la Moselle, la Meuse  
et le Rhin, quoy que le calcul n'en fut pas encore bien  
juste. C'est ainsi que les armes victorieuses, portées ay-  
vant par la France au delà des Alpes, qui n'avoient  
pour but que le secours de Casal et la liberté d'Italie,  
ne laisserent pas d'y étendre les limites de la France  
par la conquête de Pignerol: C'est à dire d'une clef,  
qui t'uy ouvreroit les portes et les passages, pour jeter  
les armes dans l'Italie, quand il t'uy plairoit. Que de  
mêmes, pour réduire les choses sur le pied de nostre Em-  
pire, la guerre passée conduite par l'argent et par

<sup>a</sup> c'est ainsi qu'on parle l'Archevêque d'Ambrun en la  
Harangue susmentionnée.



les forces de France en Allemagne, n'avoit point d'autre vue  
que la liberté de l'Empire, et la restitution des Princes, oppri-  
més par nul intérêt imaginable d'y faire des conquêtes, ou d'y étendre  
ses limites. Mais cependant pour finir cette guerre, et rendre  
le repos à l'Allemagne, il fallut que les frontières de la France  
fussent étendues par la conquête de l'Alsace, et la cession d'une  
ce aussi importante que Brisach, et le droit de garnison dans  
une autre aussi considérable que Philipsbourg; afin re-  
tenant quelle en tint les passages, pour jeter quand il lui  
plairoit ses armées dans les Etats de ses Voisins, comme  
elle n'a pas manqué de faire. En sorte, que l'on en peut  
aisément recueillir, ce que le même Empire eut de  
attendre à l'avenir de cette moderation, de ce desintéres-  
ment, et de cette inappetence, pour ainsi dire, du bien  
d'autrui, sous un Règne si conquérant et si victorieux.

VI.  
De la fin de sa vie  
De la France  
et de sa facilité  
pour la Paix.

Cependant, il n'en estoit pas besoin, si l'on croit la Décla-  
ration, puisque l'unique fin, que la France s'estoit propo-  
sée, non seulement de ses armes, mais des diverses oc-  
casion, qu'elle a fait par les Ministres dans l'Empire  
particulièrement à la Diète de Ratisbonne, a esté  
de disposer à apporter les mêmes facilités à la Paix  
que Sa Majesté a toujours esté prête d'y contribuer.  
En ce cas là, vous m'avouerez, Monsieur, que ces facilités

avoy. Harangue de l'Escheveque d'Ambrun.



pour parvenir à cette unique fin, sont assez nouvelles & assez  
extraordinaires. L'Empire avoit cru jusques icy, que la France  
auroit pû y parvenir par d'autres voyes plus aisées, sans  
toute, plus naturelles, et plus infaillibles; qui estoient  
ou à ne commencer point vne guerre, dont il devoit faire  
la première planche, fournir les places, les quartiers, et  
les magazins, et en ressentir les premiers coups; ou au  
moins, si ce malheur luy estoit inévitable, que c'estoit  
à Elle de le reparer bien tost, en retirant ses armes, à l'in-  
stant même les pays du même Empire, comme estoient  
ceux de Liege et de Cleve; en dédommageant de bonne  
foy ceux, qui en avoient souffert, selon l'obligation  
des Traitez de Westphalie; et ne vouloir pas, que la re-  
tention de plusieurs places dudit Empire, fust une des  
conditions inséparables de cette guerre contre la Hollande,  
quelque incertain qu'en peüst estre le succès, ou la fin  
éloignée. Comme si ce devoit estre vne obligation  
indispensable de l'Allemagne et de ses Princes, et une  
condition inséparable de la situation de leurs Estats,  
d'estre réduits, et même de rester sous la domination  
étrangere de la France, tout autant de temps, que  
l'interest de sa gloire et la fin unique de ses grands  
et vastes desseins le pouvoit requérir. Ne direz vous  
pas, qu'il en est comme de ce Roy ambitieux, dont l'uni-  
que fin estoit de passer en paix et en repos le reste de sa  
vie; mais qui pour y parvenir, vouloit au paravant



remuer ciel et terre, subjugué un Royaume après l'autre,  
jetter ses armes victorieuses dans les Etats et voisins et  
gner, et après avoir satisfait aveuglement sa gloire  
et son ambition, jouir doucement et à l'ombre d'une  
quillité paisible, du doux fruit de ses victoires et de  
conquestes. Ne sont ce pas là des faciliter et des dispo-  
sitions bien avantageuses, pour contribuer à la paix et  
la seureté publique? Et là de fus vous ne trouverez  
mauvais, que je leur applique la reflexion judicieuse  
Auteur ancien et d'un Esprit fort pénétrant, à savoir, que  
ceux qui troublent la paix par amour de la guerre, ne  
noncent pas à la guerre, par amour de la paix; Qui  
cem belli amore turbant, pacis charitate bellum non  
deponunt.

En effet, Monsieur, vous semble-t-il, que la  
duite suivante tenue par la France <sup>ait</sup> apporté de  
grandes faciliter à la paix, et marqué plus visible  
cette unique fin de ses armes? Et ce par les marches, les  
quartiers, et les exactions si souvent alleguées de ces  
armes dans les Etats libres et neutres dudit Empire  
par la manière, par les bravades et par les insultes  
dont les Intendants, les Commissaires, et les Officiers  
en ont usé à leur endroit; par les Arrests souverains  
émaner de leur part; par la production de nouveaux  
droits et de nouvelles dépendances; et enfin par  
l'exécution violente, qu'on y a jointe! Ont elles par



encore ces facilitez et ces dispositions, en faisant marcher  
plus avant, comme il a esté dit, ces armées étrangères dans  
l'Empire, au même temps, et depuis que celles de l'Empereur,  
qui en est le Chef, reprenoient le chemin de ses pays  
héréditaires, et y estoient effectivement rentrées. N'au-  
roient elles pas esté en effet plus grandes ces facilitez,  
si au lieu de cela la France, auroit retiré en même temps  
ses troupes hors de l'Allemagne, comme Elle l'avoit promis  
solennellement, par les déclarations de ses Généraux et de  
ses Ministres; et comme ses amis dans l'Empire se choi-  
sirent de l'y disposer, en luy remontrant les inconveniens mévi-  
tables, qui arriveroient d'une procédure contraire, et  
les facilitez mêmes plus grandes, qui luy en revien-  
droient à mettre à couvert ses frontières et ses Alliez,  
en cas d'un retour de ces mêmes armées, qui en estoient  
encore si éloignées. Si Elle n'eust par une conduite tout  
opposée, et qui fut également le scandale de ses amis,  
et le jeu de ses ennemis, envahi sous des pretextes frivoles,  
l'Archivesché de Treve, et redoublé en même temps l'op-  
pression de plusieurs autres Etats de l'Empire, qui <sup>ne</sup> luy  
en avoient donné aucun sujet, et qu'Elle ne pouvoit ac-  
cuser d'avoir donné ses secours à ses ennemis; Si Elle n'eust  
augmenté la haine de ses armées, que la conduite de ses  
officiers et de ses commissaires contribuoit d'ailleurs de res-  
tre intolerables à la liberté Germanique; et autorisé  
non seulement ce facheux retour, qu'Elle témoignoit

à voy. la lettre imprimée de M. de Turaine à divers Electeurs,  
et Princes de l'Empire.

b. voy. le mémoire de M. Gravel à Ratisbonne du 3. May 1679.



de l'Empire aux

devoiloit détourner, des armes Impériales, mais, encore  
plus de vigueur et de crédit aux liaisons d'une guerre sociale  
contre l'ennemi commun, et aux mesures prises, pour de-  
vrer l'Empire d'un joug, qui luy estoit devenu aussi odieux  
et aussi insupportable. Si mêmes au lieu de faire avancer  
alors ses armes plus avant et véritablement dans le cœur  
de l'Allemagne; prendre des passages sur les rivières; se  
de places Electorales, comme d'Heffenbourg sur le Rhin  
sans autre effet ou succès, que d'accumuler la ruine d'un  
de l'Empire après l'autre. Elle eût trouvé à propos de  
rappeller sur les frontières; y contester les passages; de  
tourner la jonction, avec les autres ennemis; appuyer les  
questes voisines, faites en cette guerre; et en fin protéger les  
plutôt que de les laisser abandonner au besoin, pendant que  
l'armée de Monsieur de Turême se rafréchissoit aux dépens  
du pauvre Palatinat, ou elle n'avoit point d'ennemi à comba-  
ni d'Allier à soutenir. En ce cas là, Monsieur, la France  
auroit pu donner quelque couleur à la sincérité de ces  
si souvent contestés, pour la paix et la tranquillité de  
l'Allemagne, et faire croire à l'Empire, qu'il n'y avoit  
en effet, qu'elle ne fist de son côté, pour y disposer les  
ses, et pour le délivrer des fâcheuses suites de cette fune-  
guerre.

On n'en est pas même demeuré en si beau chemin.  
Les conseils violents ont une pente naturelle, qui n'en arrête  
ordinairement le cours, qu'au bas du précipice, ou ils se

portent



portent impétueusement deux mêmes. On crût qu'il falloit  
encore de nouveaux exemples dans l'Empire, et de terreur, et  
de vengeance, sur ceux, ou qui ne trouvoient pas à propos  
de s'en détacher, pour embrasser ouvertement le parti de  
la France; ny de se soumettre aveuglément à tout ce qu'ils  
voulust; ou en fin qui luy estoient suspects, pour en avoir  
esté maltraitter. Ce qui parût bientôt après, et dans la sur  
prise de Sarbruck et de son Seigneur; et dans les traitemens  
faits aux villes de Colmar, Steestat et Landau; et dans  
la prise de Germersheim, et les démolitions, les incendies  
et inhumanités suivantes pratiqué<sup>es</sup> au Palatinat, et  
d'ailleurs non seulement dans les redoublements de l'oppressi  
on de l'Archevesché de Treve et de la ruine de sa capi  
tale, mais encore dans la démolition impitoyable de  
Temples, des Monastères, des Maisons Collégiales, de  
tout ce qui en fin sembloit devoit estre privilégié par  
son antiquité et par son usage, contre la fureur des plus  
cruels ennemis. Au moins si l'on en croit un<sup>a</sup> auteur  
payen, et d'ailleurs assez digne de foy, qui a dit il y a  
long temps, que c'estoit d'un homme furieux de débruire  
les Temples et leur ornemens: et en un autre endroit, que  
les anciens Roys de Macedoine avoient coutume de faire  
une guerre de Campagne, et livrer des batailles à leurs  
ennemis, mais <sup>non</sup> de s'amuser à brûler et démolir les villes.  
Tout cela, Monsieur, marquoit, il à vostre avis, des faci  
litez et des dispositions telles et sensibles à cette unique

a. Polybe Hist. V.

b. Idem Exc. XVII.



34.  
fin des armes de la France, de contribuer autant qu'il seroit  
elle à la paix et au repos de l'Allemagne en particulier.  
En ce cas là, j'ignorerois que la même Allemagne, en doit attendre  
quand la France se sera proposée de luy déclarer la guerre  
ou plutost en vertu d'un titre bien plus clair et ligue  
que celui de Dévolution, la sommer à se rendre, comme vassal  
dépendant de la succession de Charlemagne, dont le Roy de  
Tres Chretien est aujourd'huy l'unique héritier. Et après  
cela, trouvez vous qu'il y ait encore lieu d'appliquer  
ce qui a esté dit autre fois à l'avantage  
des Romains par le même Historien, que je viens d'ap  
peler, et qui estoit également homme de qualité et ho  
mme d'affaire; à sçavoir, qu'au lieu que les autres Nations se  
proposent pour la fin unique de leurs armes, de subjugu  
er des Peuples, prendre des Villes, Vaisseaux, Convoys, les Ro  
is ne se proposent point d'autre, que la liberté de leurs  
voisins, que leur salut et leur repos. Et c'est là aussi la  
pensée et le langage de la Déclaration présente. Le mal  
est, que le langage est de Jacob, et les mains d'Esau; mais  
j'entens celles, qui manient ces armes, accoustumées et en  
durcies à la proie, et à ne retourner pas vuides au log  
s.  
VII  
Des Déclarations Mais si ce n'est dans la conduite des armes de la  
de la France faites France, c'est au moins à ce que vous venez d'entendre, dans  
dans l'Empire et les Déclarations des Ministres de France dans l'Empire  
à Ratisbonne. et particulièrement à la Diète de Ratisbonne, que Sa  
Majesté a fait voir cette unique fin de disposer à apporter



les faciliter à la paix, qu'Elle a toujours esté prestée d'y  
contribuer. Aussi pour le mieux comprendre, vous n'a-  
vez qu'à écouter, s'il vous plaît, le détail et le contenu  
de ces Déclarations susdites, comme la présente a trouvé  
à propos de l'éclaircir de nouveau, et de le mettre icy au jour.  
Sà Majesté s'est expliquée en toutes rencontres,  
„ que quelques places, que ses armes eussent occupées,  
„ ou quelques progrès qu'elles eussent fait en Alle-  
„ magne, elle les rappelleroit dans son Royaume,  
„ aussitôt que les Princes, qui s'estoient armés  
„ contre Elle dans l'Empire, auroient retiré leurs  
„ troupes dans leurs Etats. Se seroient renfer-  
„ més à vne exacte observation du Traité de  
„ Munster, et auroient fait cesser en cette sorte  
„ les troubles, qu'ils auroient excités. Voilà  
en effet et sans aucun déguisement, ce que les Ministres  
de France ont fait retentir si souvent à Ratisbonne,  
et ailleurs dans l'Empire. Et après cela, Monsieur,  
croirez vous, qu'on pût voir un exemple, ou vouloir  
des preuves d'une moderation plus grande, et d'un  
desintéressement plus sincère? Direz vous, que ce  
sont là de ces expédients tous simples, tous faciles,  
tous naturels, que la France a apportés jusques  
icy à la paix, au dire de ses Ministres? Cependant,  
Monsieur, tout l'Empire, auquel on en a rebattu  
si souvent les oreilles, en a fait en fin un autre



jugement, et par malheur n'y a pas donné son appro-  
Il a trouvé, qu'ils n'estoient ces mêmes expédiens, ny ju-  
ny leurs, ny plausibles, ny honorables. Qu'ils n'estoi-  
pas justes, puis que la restitution des places ne s'offre  
qu'après les avoir démolies, pillées ou saignées à sa-  
taisie, sans aucun offre même de dédommagemens ou  
parations convenables, sans la moindre mention d'in-  
dè, que les memes Traittez de Westphalie ordonnent  
que les déclarations expresse<sup>a</sup> d'un Roy Allié de la Tra-  
et l'un des Garands de ces memes Traittez, reconnoît <sup>étant</sup> et  
ièrement juste, obligatoire et raisonnable. Que si l-  
n'en est pas quitte par aucun droit divin ou huma-  
pour rendre simplement ce qu'on a usurpé, enco-  
moins peut on prétendre de l'estre, pour offrir de  
rendre dans une condition bien différente de celle o-  
on l'a pris, et qui tiroit après soy une lésion aussi en-  
qu'ils n'estoient pas ~~pour~~ non plus ces expédiens auidits; pu-  
qu'ils laissoient les memes places et Etats de l'Empire enco-  
plus exposer à la discrétion du même voisinage puissant et  
armé, dont il avoit esté mal traité en tant de sortes, et  
tout ce que la raison de guerre pourroit exiger ou fournir  
prétexte à l'avenir, pour l'inquiéter de nouveau et le ruiner  
sans la moindre assurance, qu'il en mist à couvert. Qu'ils  
stoient pas non plus plausibles, tant pour les raisons auidits  
et sur tout celle de cette lésion énorme, que je viens de dire  
que pour voir, qu'on s'en vouloit servir à avancer la des-

<sup>a</sup> Déclaration susmentionnée du Roy de Suède.



ction du boulevard de l'Empire, que d'ailleurs l'exemple de la  
 restitution de la Lorraine promise solennellement à Paris au  
 Comte de Vindisgras, Ambassadeur de Sa Maj<sup>te</sup> Imp<sup>le</sup>, et resté  
 sans aucun effet, jusques icy, en servoit de méchant préjugé  
 qu'en fin, ils n'estoient pas honorables; puis que la proposition  
 s'en faisoit les armes à la main; qu'elle servoit seulement de  
 prétexte à les entretenir et ravitailler durant ce temps là, aux  
 dépens de l'Empire, comme les Confidens de la France, et  
 qui avoient part au gasteau, ne s'en cachotent pas; qu'elle  
 ne tendoit qu'à mettre des bornes aux résolutions généreuses  
 et aux justes ressentimens dudit Empire, et à empêcher en  
 fin que son Chef ne peust s'aquitter des obligations, à quoy  
 il estoit tenu par sa Capitulation, et par son devoir. Que  
 si la France ne nous allégué que sa gloire, pour tout motif  
 de cette cruelle guerre, qu'elle vient de faire aux Hollandois;  
 si dans la Réponse, qu'elle donna dernièrement à la propo-  
 sition faite de la part du feu Monsieur l'Electeur de  
 Mayence, et par la bouche de son Neveu, pour la Mé-  
 diation de l'Empire, Elle s'en excuse, sur ce que sa Dignité  
 et sa gloire ne souffroient pas, que les affaires de l'Empire  
 et de la Hollande fussent confonduës dans une même Mé-  
 diation: Si depuis encore elle a fondé principalement  
 là dessus, et le refus des sauf conduits aux Ministres Lorrains,  
 et la rupture de l'Assemblée de la paix, en vérité, Monsieur,  
 ne voudrait elle jamais consentir, que le Chef de l'Empire, et  
 d'une Maison, qui en est en possession depuis quelques siècles,



et lequel porte d'ailleurs plus d'une Couronne sur la teste, touché de quelque desir de gloire à son tour, de quelques mens genéux de maintenir sa dignité et celle de l'Empire, piqué de quelque point d'honneur, d'en faire sentir des effets solides à ces Princes et États du même Empire, qui ont recours à ses armes et à sa protection. D'autant plus qu'il n'auroit tenu qu'à la France, de rappeler immédiatement et incessamment ses armes hors de l'Empire, que celles des Princes, dont elle parle, s'estoient retirées dans leurs États, et à quoy, comme je viens de remarquer, Elle est d'autant plus obligée, qu'Elle en avoit engagé solennellement sa foy; qu'Elle n'avoit rien d'ailleurs à voir et à dans le dit Empire; qu'il ne tenoit qu'à Elle, comme vous venez d'entendre, de les avoir au voisinage, et de les tenir prestes au besoin; et qu'Elle avoit esté la première, à faire entrer ses armes, et à les y arrêter. Et qu'en fin, l'égard de l'obligation de se renfermer en l'exacte observation des Traittez de Munster, et par là faire cesser les troubles que ces Princes auroient excités, il seroit superflu sans doute de rebattre en cet endroit, ce qui en a esté touché dessus; et sur tout après les résolutions de tout l'Empire et le devoir, où on le voit de les mettre en exécution, qu'il ident asser, à qui on doit imputer les contraventions aux Traittez de Munster, et par conséquent les troubles excités dans l'Empire et au de hors, aux dépens du respect et de la tranquillité publique. Il n'en peut estre,



ne vous semble, que ce <sup>soient</sup> ~~soient~~ en effet les Espagnols, qui ont  
excité les troubles de l'an 1667. par l'insolence avec la  
quelle ils se défendirent par écrit et par les armes;  
ou les Hollandais, <sup>les troubles</sup> ~~aux~~ qui durent encore, pour n'avoir  
pas voulu contribuer alors à châtier cette insolence; ou  
aujourd'hui ~~de~~ l'Empereur, <sup>les</sup> ~~des~~ Princes de l'Empire, et  
Monsieur l'Electeur Palatin en particulier, pour n'avoir  
trouvé bon tout ce qu'il plaisoit au Protecteur de l'Empire  
d'y voir et d'y faire, en vertu de cette supériorité, qu'il a au  
dessus du Chef et au dessus des Membres. Et c'est par cette raison  
sans doute, <sup>que la France</sup> ~~qu'elle~~ ne trouve pas bon, que l'Empereur se pique  
de gloire ou de dignité à son exemple; et encore avec cette  
différence, que la gloire de la France a excité les troubles  
qui agitent l'Europe; et que celle de l'Empereur et de l'Em-  
pire ne tend, qu'à les appaiser et à en arrêter les suites à l'avenir.

VIII.  
La Conduite de la France envers l'Electeur Palatin et des Princes ordinaires, generale de la France tenue envers l'Empire, à celle qu'elle a tenue en particulier envers Monsieur l'Electeur Palatin.

" Ce que Sa Majesté dit elle, avoit déjà témoigné en  
" diverses occasions, Elle le déclara particulièrement  
" Lors qu'elle se vit contrainte de prévenir les suites  
" fâcheuses des mesures, que Monsieur l'Electeur Pa-  
" latin avoit prises contre Elle avec l'Empereur. En  
" vérité, Monsieur, il ne faut plus se mettre en peine de  
chercher les raisons, qui ont obligé la France, au grand

a. dans la Relation de l'archevêque d'Ambrun à son retour  
de l'Ambassade d'Espagne, l'an 1667.

b. dans la Harangue du même



étonnement non seulement de l'Empire, mais de toute l'Eu-  
 rope, à porter inopinément la guerre dans les Etats d'un  
 ce aussi proche allié, et à redoubler par là les griefs de l'Em-  
 pire, et le nombre de ses ennemis. Nauriez vous pas cru  
 ce fust l'effet d'une juste <sup>vangeance</sup> ~~vangeance~~ et d'une nécessité indis-  
 sable, pour avoir vu le Prince porter le feu et le sang  
 les Etats du Roy Tres Chrestien; avoir reçu de grandes  
 mes d'argent de la Hollande et de l'Espagne à ce sujet,  
 pour estre entré dans toutes les liaisons et les mesures  
 jusques là, pour donner des secours aux ennemis de la France  
 et pour s'opposer à ses grands et à ses vastes desseins. C'est  
 doute à'en juger le plus charitablement, ce qu'on auroit  
 pu dire d'un procédé aussi surprenant, qui faisoit suivre  
 l'ennemi déclaré les hostilités ouvertes, et les plus cruelles  
 aux violences et aux dégats, que ses mêmes armées venoient  
 de luy faire ressentir à plus d'une reprise, sous l'ombre de  
 l'alliance et de la Neutralité. Cependant, Monsieur,  
 faut que cette Déclaration, pour vous en de sabuser, et  
 achever de vous en oster tout scrupule, en cas qu'il vo-  
 en fust resté quelq'un. Elle vous dira, que tout cela n'a  
 que l'effet de cette même prévoyance de la France, qui  
 attiroit le reste des maux et des desolations de l'Empire, et  
 tant d'autres Etats et de l'Allemagne et du voisinage d'un  
 ressentir de si facheux et de si funestes effets; et qu'ainsi  
 le cas de Monsieur l'Electeur Palatin n'a rien en cela de par-  
 ticulier; et qui ne luy soit commun avec eux. C'est aussi



le nouveau titre de toutes les violences et hostilités, qu'elle a  
entrepris et exercé depuis quelque temps. Tout cela s'appelle  
dans cette nouvelle Politique, dans ce nouveau Troit Francoi,  
de paix et de guerre, estre obligé par une juste prévoyan  
ce à prévenir le mal, qui pourroit arriver. Des précautions  
legitimes; des précautions indispensablement nécessaires,  
ou bien, des prévoyances indispensables. On cherchoit au-  
tre fois des précautions avec scrupule, avant que de se  
porter à faire la guerre. On croyoit que la précipitation  
sans une affaire, qui va à la destruction de la société ci-  
vile, et à la ruine du repos public; qui tire après soy  
tant de fleaux et tant de misères, estoit un crime, qui  
en enveloppoit plusieurs autres; qu'il falloit y aller à pas  
lents et compter, et après toutes les autres voyes imaginables,  
employées préalablement en vain. Encore y avoit il des  
formalitez, des dénonciations, des mesures, afin d'empêcher,  
que le Prince ou l'Estat, auquel on portoit la guerre, ne  
pût se plaindre d'avoir esté prévenu. Cette manière d'agir  
est maintenant hors de mode et de saison, et sent trop la  
bonne foy des vieux siècles. Elle est trop lente, pour la  
activité Francoise, qui ne sauroit pas de ces longueurs, ni  
de ces sortes de précautions. Elle trouve mieux son compte  
dans celle, qui la fait agir sans retenue; que dans les autres  
précautions, qui l'y feroient aller bride en main.

C'est aussi la le fondement de tous ses Manifestes, et  
dans cette seule parole de prévenir, vous y trouvez la

a. dans la lettre du Roy de France à M<sup>r</sup>. de Bethune du 10. Mars 1679.

b. dans la lettre de M<sup>r</sup>. de Bethune à M<sup>r</sup>. l'Electeur Palatin du 8. Mars 1679.



cause et le sujet des tous les troubles, qu'Elle a excitez de  
quelque temps, et au dedans et au dehors de l'Empire. La  
France attaque en pleine paix et occupe la Lorraine;  
dépouille le Prince légitime et Souverain, après les avoir  
donnez pour sa prise, c'est pour prévenir les liaisons  
que l'on savoit qu'il vouloit, ou auroit pu prendre  
au préjudice de la France. Si Elle fait la guerre aux Es  
des Provinces Unies, ses anciens Alliez, qui ne pouvaient  
avoir que de funestes suites pour le repos et sécurité de  
l'Europe, c'est pour prévenir, qu'une autre fois ils ne se  
mêlent de la querelle des Roys, et de la defence de  
Païs bas; quelque interest naturel et indispensable, qu'il  
y puissent avoir. Si dès les premières démarches de cette  
guerre, Elle occupe des places du païs de Liege et y met  
guarnison, au grand préjudice de sa Neutralité  
des Païs. C'est pour prévenir, que les Hollandois ne  
saisissent, ou que les Liegeois ne prennent des mesures  
contre eux. Si avant la fin de la Campagne de l'an 1672  
Elle fait marcher dès lors ses armes dans l'Archevesché  
de Trèves, contre la parole expresse qu'elle venoit de  
donner à cet Electeur, en recompense d'avoir refusé le  
pont de Coblenz aux armes de l'Empereur et de Mon  
sieur l'Electeur de Brandebourg, ou d'avoir trouvé  
et à Trèves et à Coblenz des passages et des convois  
pour maintenir les conquestes faites dans les Provinces  
Unies; c'est pour prévenir, que les armées de ces Princes



prochain, & ny viennent prendre des quartiers ou des passages.  
Si la garnison de Brisac brûle le pont de Strasbourg; Si la  
France non seulement en approuve le fait, mais en offre au  
Souverain et avec menaces la réparation; c'est pour prévenir  
que ces mêmes armées, qui en estoient encore fort loignées, ny  
viennent prendre passage quelque jour. Si Elle fait ensuite  
avancer ses armes plus avant dans l'Empire, lors que ces mêmes  
armées en estoient sorties et retirées dans les Etats de leurs  
Princes, y prend des quartiers, tire des contributions, et loge  
en fin à discrétion, c'est pour prévenir, que celles là ne re-  
viennent. Si Elle les fait entrer de nouveau dans l'Arche,  
viscni de Treves, y commet toute sorte de pillages et d'hosti-  
lité; se saisit de sa Capitale, et la traite avec toutes  
les rigueurs, que l'on a veu avec pitié et avec étonnement;  
c'est pour prévenir, que les Espagnols n'y <sup>un jour</sup> mettent le pied.  
Si elle occupe ensuite les Villes d'Alsace, en démolit les murailles  
d'espouille les Arsenaux, et en fortifie Philipsbourg; C'est  
pour prévenir, que les armes de l'Empereur ou du Duc de  
Lorraine n'entrent dans ces villes, ou ne s'en servent. Si les  
Commandans de Philipsbourg imposent des droits nouveaux  
sur les Etats voisins et neutres d'un Electeur de l'Empire;  
en exigent en Maîtres l'obéissance, et en puissent en Eme-  
nir le retard de quelques jours de parition; C'est pour préve-  
nir, que les Ennemis de la France ne s'approchent, et pour  
leur couper passage. Si elle se saisit par force et par  
surprise d'une place d'un Seigneur des illustres Maisons de



94  
l'Empire, en fait le même Seigneur prisonnier, et le tient  
après long temps sous une dure captivité c'est pour  
venir, qu'il ne se range un jour du costé de l'Empereur  
de l'Empire. En fin, si après tous les traitemens précédés  
dans le Palatinat assez rudes et facheux, dignes au moins  
de quelque excuse et de quelque réparation, on vient  
lieu de cela, à'en valoir ou vertement le même Palatinat  
prendre les places par force, et le traiter en ennemi  
claré, c'est que la France s'est veu obligée de prévenir  
Mais quoy encore, est ce une entreprise sur ses places ou  
ses Etats presque infallible; qui n'avoit point de remède  
et de ressource sans cette précaution; qui ne souffroit  
de délai et de remise; sans hasarder le salut de la France  
certes rien moins que cela. Mais quoy donc direz vous.  
Déclaration vous l'apprend, pour prévenir, dit elle, les  
facheux, les mesures que Monsieur l'Electeur Palatin  
pris avec l'Empereur. Après cela, Monsieur, vit on ja  
une prévoyance plus éclairée, plus ingénieuse, et me  
taroive; qui prist ses mesures de plus loin et de meilleure  
heure. Ou plutôt direz vous malheureuse prévoyance  
qui fait tant de mal heureux; Qui est l'unique source  
toutes les desolations et misères, qui travaillent et qui  
auablent tant de pays et d'Estats! Tout cela cependant  
s'appelle dans le nouveau Droit Francois, <sup>a</sup>estre obligé  
1) une juste prévoyance à prévenir le mal, qui en  
1) voit arriver, en un mot, une précaution légitime. V

a. lettre du Roy de France à M. de Bellême du 10 Mars 1661.



grand Roy aussi domé de Dieu, et d'ailleurs fait selon son  
Coeur, prie en quelque endroit, que les miséricordes de Dieu  
nous préviennent. Et comme il marque ailleurs, que c'est  
à Dieu, de prévenir l'homme par ses bénédictions, on peut  
ajouter, que c'est au Roy, qui est son image, de prévenir  
par des bienfaits, puis qu'il en a les moyens en main: plutôt  
que de prévenir par un enchainement de maux et de calamités  
sans nombre.

La Déclaration du Roy Allié de la France et l'un  
des Garans des mêmes Traittez de Westphalie, donnée peu  
auparavant à l'Ambassadeur de France, résident en sa  
Cour, et sur ses instances de faire entrer en l'ice l'ad. Couronne,  
marquoit déjà assez clairement le jugement, qu'elle faisoit  
de cette sorte de prévoyance de la France. Elle allègue  
en termes assez clairs, les souhaits intimes de cette Couronne,  
que la France eust voulu éviter tout ce qui faisoit la ma-  
tiere des griefs et des plaintes de l'Empire, et sa pensée,  
que l'on eust plûtôt voulu atténuer, que prévenir le dan-  
ger, que la France avoit crû de prévoir, et qui l'avoit por-  
té à l'invasion et au pillage de l'Archivesché de Treve, et  
des villes d'Alsace. On sait assez d'ailleurs, et personne  
n'aura peine à le croire, que la d. Couronne n'a pu faire  
un autre jugement de cette dernière prévoyance, qui por-  
toit à comble aux griefs de l'Allemagne, et la guerre ou-  
verte dans les Etats d'un Prince ou même sang de son Roy,  
et à la restitution des quelz elle avoit tant de part, et en

ms. fr. 205. n.  
6. fr. 205. 4.



fin qui alloit engager, comme il a fait, tout l'Empire  
résolutions d'y apporter du remède, et de prévenir  
son costé de plus facheuses suites. Et sur quoy la po-  
rité jugera, si ce conseil a esté l'effet d'une prévoyance  
meure d'un grand Roy et de son sage Conseil, ou bien  
l'effet d'une précipitation causée par le naturel violent d'un  
ministre, engagé par les procédures précédentes à la per-  
cution d'un Prince, qu'il avoit déjà mal traité en plu-  
sieurs manières. Au moins peut on dire sans passion, que cette  
prétendue prévoyance a esté prise par les plus chers  
amis de la France, pour un contre-temps facheux et  
un de ses faux pas, qui estoit plus propre à l'arrêter  
sa carrière, qu'à la faire avancer et parvenir au but  
Elle tendoit.

Continuation du  
même sujet

Mais qu'elles sont encore, direz vous, ces Mesures  
dont la France avoit tant de haste et de Sujet de pro-  
nir les facheuses suites, quoy qu'il en deust arriver.  
Pour vous les apprendre, j'en ay qu'à vous renvoyer à la  
lecture des Ecrits publiés depuis cette dernière et ouverte  
aggression de la France, et avec le recit de toutes les  
violences, qui l'ont précédée, qui vous en auront suffisam-  
ment éclairci. C'est là ou vous ~~avez~~ déjà pû voir, par  
quelle conduite et quelle démarche de la France envers  
l'Electeur Palatin et envers ses Etats et Sujets, par  
quels traitemens de ses Commandans et Officiers, par  
quelles violences et quels dégats de ses armes, au

<sup>a</sup> C'est le jugement que fit le Prince Guillaume de  
Hautembourg, quand il en eut la nouvelle Turnat  
sa détention à Bonne.

<sup>b</sup> Violences de la France au Palatinat imprimées Amsterdam  
en 1674



42.

fort de la Neutralité et des assurances de l'amitié Royale,  
ce Prince avoit en fin esté réduit à demander la protection  
de l'Empereur et de l'Empire, et à s'assurer pour l'avenir de  
quelque assistance du Chef et des seules voisins. Après tant  
d'exemples de cette prévoyance indispensable de la France,  
à se précautionner par des voyes si extraordinaires, et par  
des oppressions présentes contre des dangers à venir, est  
ce par vostre avis, un crime à cet Electeur, digne à estre ex-  
pié par le feu et par le sang, d'avoir donné lieu à quelque  
prévoyance de son costé, que la conduite même de la  
France à son endroit venoit de luy rendre du tout in-  
dispensable et nécessaire. N'y a-t'il pas esté effective-  
ment contraint, par toutes les procédures touchées cy dessus,  
pour ne rien dire des menaces, avec lesquelles on receut les  
premières plaintes, qu'il en fit à la Cour de France par le  
Baron de Steinfallenfels son Envoyé; par les termes assez  
clairs, dont on s'expliqua dans une audience publique,  
que Monsieur l'Electeur ne trouveroit pas à l'avenir le  
voisinage de la France, tel qu'il avoit esté jusques icy,  
s'il ne changeoit de conduite. C'est à dire s'il ne se soumettoit  
aux ordres des Commandans de Philipsbourg, et ne s'abste-  
noit à l'avenir de se plaindre des mauvais traitemens,  
qu'on luy feroit. Si le même Ministre, qui s'est donné  
tant de part aux affaires de l'Empire et du Palatinat,  
n'eust caché encore sur ces menaces et sur ces reproches,  
et n'eust trouvé étrange, qu'un petit Prince Palatin



48  
fist difficulté de ne s'accommoder aveuglement à tout ce  
qu'on vouloit de luy, et à ployer indifféremment à toutes  
les volontés Royales, ou plutôt à celles de ce même Min  
Si aussi les effets n'eussent bien tost suivi<sup>es</sup> ces menaces; si les trou  
mens suivans de la France, ou dans la marche de ses Troupes  
ou dans les ordres de ses Intendans et de ses Commissaires,  
sans la conduite tenue dans le Palatinat, par l'armée de  
Monsieur de Turême, sur la fin de la campagne de l'an  
et lors qu'on prétendoit encore garder quelque ménagement  
avec ce Prince, et qu'on n'avoit point de mesures avec  
pour ce à luy reprocher, ne luy en avoit fait voir une  
et fâcheuse expérience. Mais à la bonne heure en co  
que ces mêmes mesures, dont on se plaint, qui sont si op  
posées à l'amitié, que la France estoit en droit de se promettre  
de Monsieur l'Electeur, ne sont pas prises ou avec l'Europe  
commun du nom Chrétien, avec qui on n'a pas fait serment  
le plus d'une fois d'en chercher et d'en prendre; non pas  
même avec les Ennemis particuliers et déclarés aujourd'hui  
de la France, comme l'Espagne et les Provinces Unies, mais  
uniquement avec l'Empereur. En vérité, Monsieur, ne sont  
pas là des mesures bien criminelles, et bien extraordinaires  
pour un Prince de l'Empire; dignes des justes ressentimens  
de la France, dont parle cy après la Déclaration, et par co  
séquent d'une vengeance de mêmes aussi extraordinaire  
que celle qu'elle a trouvée à propos d'en prendre.

IX  
De la Conduite

Mais Sa Majesté n'oublia rien, ajouta



de la France  
de détourner  
de l'Electeur  
de l'Empereur

11 pour détourner ce Prince d'en assumer si contraire à l'amitié et à l'alliance, qu'elle estoit en droit de se promettre. Qui douteroit après cela, que la France n'eust agi de la meilleure foy du monde avec ce Prince si proche allié, et avant qu'en venir à cette facheuse prévoyance de luy prendre ses places? Qu'il n'eust receu mêmes dans tout le cours précédent de cette guerre, que la France menoit au dehors et au dedans de l'Empire, que des bienfaits et des ménagemens; et qu'il n'y eust répondu de son costé, que par des actions et des mesures toutes opposées. Qu'elle eust en effet des soins, et des égards tous particuliers, d'épargner ses Etats, ses Sujets, ses places, de passages, de quartiers, et de logemens, comme on l'en avoit asseuré si souvent; de retenir les Commandans de Philipsbourg, ou les Commissaires et les Intendans de ses armées, dans les justes bornes de leur charge et de leur jurisdiction; de détourner de son pays les excès, les dégâts et les violences des gens de guerre. Qu'ainsi on eust pris toutes les mesures possibles du costé de la France, pour luy faire ressentir de plus en plus les effets d'un bon voisinage; reparer à l'instant ce qui auroit pu y contrevenir; retrancher par là les craintes et les défiances, que des traitemens et des procédures assez contraires, luy auroient pu donner; luy offrir en fin des satisfactions plausibles pour le passé, et des assurances réelles pour l'avenir; comme la Couronne de Suède entre autre l'avoit jugé plus que raisonnable, et avoit chargé bien expressément ses Ministres aux Traittez de Sologne, d'en estre les sollicitateurs auprès des Ambassa-



50.  
seurs de France. Que malgré tout cela et de gayeté de cœur  
Monsieur l'Electeur Palatin eust recherché des engagements  
et pris des mesures si opposés à cette conduite, qu'on auroit  
tenue envers luy; à cette amitié et cette alliance si bien  
tretenues et cultivées du costé de la France, et si ma-  
reconnues et ménagées du costé de ce Prince; et en un  
des mesures si contraires à tout ce que la France estoit  
en droit de s'en promettre. Et que pour conclusion  
fin, et pour preuve plus convainquante de ce proces  
l'envoy dernier qu'elle fit à cet l'Electeur, de Monsieur  
Marquis de Bethune, eust tendu uniquement aux mes-  
mes fins, et n'eust eu en effet que des vœux et des Commis-  
sions toutes pacifiques.

/ En verité, Monsieur, je suis fort persuadé, que  
cruel reproche, que vous venez d'entendre des devoirs de  
amitié, que la France estoit en droit s'en promettre, vient  
par Monsieur l'Electeur Palatin, luy seroit facheux et sa-  
sible en effet, s'il y trouvoit le moindre fondement, et s'il se  
jugeroit aucunement coupable. Vous avez veu mêmes de  
la manière, qu'il s'en explique dans cette même lettre, dont  
j'ay parlé cy dessus, qu'il adresse à l'Empereur pour luy  
demander la protection et son assistance contre la France  
en cas de besoin, et où il se plaint des maux qu'elle luy fait  
souffrir; quoy que nous n'ayons, dit la lettre, jamais manqué  
au respect, ny peché contre l'amitié que nous devons à la  
France, et sans luy avoir donné aucun sujet de mécontentement

a. lettre de M<sup>r</sup>. l'Electeur Palatin à l'Empereur du 28. Decemb. 1643.



ment. Tant il estoit assuré de n'avoir rien à se reprocher sur  
ce chapitre, et satisfait du témoignage, que sa conscience  
et sa conduite luy en rendoient. Aussi il a toujours fait, à ce  
que tout le monde fait, une profession si sincère et si ouverte  
d'avoir des respects particuliers pour un si grand Roy, et  
d'ailleurs si voisin de ses Estats, et en avoit donné des preuves  
en plusieurs occasions importantes et mêmes assez récentes,  
qu'on pouvoit juger par cette conduite et par cette situation,  
que son inclination s'y rencontrast jointe à ses intérêts.  
L'alliance nouvelle, qui par le mariage de Madame, et la  
véritable tendresse, qu'il avoit pour une Fille, qui luy estoit  
si chère, et qui de son costé estoit si fort signe de cette ten-  
dresse, sembloit encore avoir redoublé plus fortement ce  
lien, et servir même d'un gage assuré, qu'il seroit réciproque du  
costé de la France, et avantageux dans la suite à ce Prince.  
Aussi paroistroit il s'en estre rendu encore plus digne par sa  
conduite dernière, non seulement à n'entrer en aucune part  
de cette guerre, que la France venoit d'exciter au voisinage, et  
des liaisons qui se prenoient la dessus contre Elle, au dedans et au  
dehors de l'Empire, pour en arrêter les suites; mais particuli-  
èrement en s'efforçant de <sup>la</sup> détourner de toutes les mesures, qui  
commençoient d'allarmer et d'inquiéter le d.<sup>t</sup> Empire, et en  
remonstrant sérieusement et de bonne foy aux Ministres du  
Roy Tres Chrétien, qui luy estoient en voyer de temps en temps,  
tous les inconvénients et les facheuses suites, qui en arrive-  
roient et pour les intérêts de la France, et pour le repos de



de l'Allemagne. Et c'est de quoy M<sup>rs</sup> les Marquis d'Angoulême  
d'Arçay luy peuvent rendre encore témoignage, s'il en est  
En sorte, Monsieur, que tant par cette conduite, toute in-  
cente qu'elle fust et bornée dans les seules veues du maintien  
d'une paix, qui avoit cousté si cher à l'Empire, et à sa Ma-  
en particulier, que d'ailleurs par son voisinage et par sa  
alliance susdite, ce Prince passoit assez généralement  
pour estre sans les intérêts de la France; quoy qu'en ex-  
et la suite se assez fait voir, il ne le fust jamais au de-  
bornes de son devoir envers l'Empire, et au préjudice du  
qu'il y tient, ou du bien public. Cependant cette créance  
trouvoit si bien établie, que tous les traitemens suivans  
qu'il receut de la France assez opposer, les plaintes qu'il se trou-  
obligé d'en faire, et les remèdes qu'il fallut y chercher, ne purent  
de long temps de se servir le monde, qu'il n'agist sous main de  
cert avec elle, et qu'il n'y eust là de ~~ses~~<sup>ses</sup> quelque collusion secrète  
cachée. Vous savez, Monsieur, et bien d'autres le savent a-  
que je n'y avance rien du mien, et ce qu'on a écrit plus d'une  
sur ce point là, et de plus d'une Residence Electorale, même  
puis la prise de Germersheim. Mais en fin le monde a esté  
trompé, et le public suffisamment éclairci par des preuves  
qui ne luy en ont plus laissé de doute, que si Monsieur, l'El-  
avoit vécu quelque temps dans l'erreur, ou dans la créance, que  
la France rendroit sa conduite conforme à ses paroles et à  
assurances, tant envers luy en particulier qu'envers l'Emp-  
en général, qu'aussi il n'a pas balancé au parti qui luy



à prendre, quand il a vu que les effets par malheur estoient si  
 fort opposer à ces paroles et à ces assurances; que la liberté  
 Germanique periculoit également avec celle de ses voisins;  
 et ce qu'il devoit, je ne dirai pas à sa gloire, mais à la sûreté  
 et conservation de ses Etats, et aux droits de sa naissance  
 et de sa dignité. On a vu alors par des preuves essentielles et  
 incontestables, que les engagements de famille ne pouvoient rien  
 sur luy contre l'intérêt du public et de l'Empire; que la  
 tendresse de Pere ne faisoit assurément point de tort à celle  
 qu'il devoit à sa Patrie, et même, quelle luy cedit entière-  
 ment les premiers droits. Et cependant sans que tout cela pour-  
 tant ait empêché, qu'au plus fort même de ses disgraces et  
 des inhumanités qu'il ressentoit des armes de la France, il  
 n'ait continué de parler toujours avec respect d'un si grand  
 Ennemi; il n'ait même fait mention de fois à autre de  
 bienfaits, qu'il luy avoit fait autre fois; et ainsi n'ait mêlé  
 le souvenir du bien passé, qu'il en avoit reçu, avec les plaintes  
 du mal présent, qu'il en souffroit. C'est de quoy non seulement  
 les Mémoires, dont il avoit chargé de temps en temps ses Mi-  
 nistres, mais encore diverses de ses lettres à Monsieur le Duc d'Or-  
 léans, son gendre, et à Madame la Princesse Palatine, sa belle  
 sœur, et dont je me souviens d'avoir ouy faire lecture, en peu-  
 vent faire soy, si l'on en doute. Tant il a conservé d'égards et de  
 retenues, et en se plaignant même, comme vous avez veu  
 cy dessus, à son Chef armé contre la France, dans un temps  
 où Elle n'en gardoit plus aucune avec luy. Et ce qui fait d'au-



tant plus éclatter la moderation et la generosité de ce Prince  
que l'on est naturellement plus sensible aux injures qu'on  
fait, et que ceux dont il avoit crû d'avoir sujet de se louer  
et auxquels il avoit correspondu religieusement de son  
costé, selon sa portée et son devoir, sembloient n'estre que trop  
effacés, par ces derniers desolations de ses Estats, et par une  
de traitement, qui embrassoient ensemble tout ce qu'on peut  
faire repentir de plus fâcheux et de plus indigne à un Prince  
de son rang et de sa naissance, et qui d'ailleurs les avoit si pro-  
merité. Sur quoy je me souviens de la réponse, et que je ne  
rois m'empescher de vous alleguer en passant en cet endroit,  
fit autre fois un General Romain à un certain Estat, qui pre-  
loit excuse ce qu'il venoit de faire au préjudice des Romains  
par le recit de ce qu'il avoit fait autre fois à leur avantage  
à savoir, que cette sorte de deffiance avoit peu de rapport  
le temps present, et que puis que les devoirs que ces gens avoient  
rendus cy devant à l'amitié, se trouvoient sensiblement violés  
aujourd'hui, le temps present ne recevoit aucun soulage-  
ment du souvenir de leurs merites passés.

Car, Monsieur, si au lieu de toute la conduite touchée un peu  
auparavant, on en a tenu envers Monsieur l'Electeur Palatin  
et envers ses Estats et Sujets, une autre si fort opposée à tout  
cela, et si éloignée de tout ce qui en vertu non seulement de l'  
amie et de l'amitié, mais encore plus de ses respects et de son  
comportement envers la France, et de la Neutralité, qu'il de-  
voit de son costé si saintement et si religieusement observer.

<sup>a</sup> Actuli coram L. Valerio Flacco defensorum instructum, mer-  
antiqua in Populo Romano commemorant. Valerius negavit  
genus hoc defensorum proventi convenire temporis etc. Polyb. 2.  
XIII. p. 111



il se croyoit véritablement en droit de s'en promettre. Si pour toutes réparations, on a opposé des menaces et des reproches, comme vous avez ouy, aux plaintes, qu'il fit, des outrages et des insultes, qu'il recevoit des Officiers de la France et des <sup>de</sup>comman-  
dants de ses places, ou des ordres qu'ils se méloient de donner à ses sujets pour les faire travailler à des chemins au voisinage de Philipsbourg, et en suite du pillage de quelques uns de ses villages, pour n'avoir pas obéi d'abord à ces ordres, et n'en eut autre satisfaction ny réponse, sinon ce que porte là dessous la lettre écrite par le Roy de France à ce Prince de Brisack du 1<sup>er</sup> septembre. Vous savez de même, que toute autre raison cede à celle de la guerre, et que quelques-uns, que j'ay toujours pour vos Estats, je ne puis me dispenser dans des rencontres semblables, de me servir pour ces sortes d'ouvrages, de ceux de vos sujets, qui sont dans le voisinage. Je veux croire même, que vous n'improverez pas moi, que moy le refus qu'ils ont fait de donner quelques jours à un travail, qui ne leur estoit qu'une mediocre charge, et je veux me tenir assuré par la connoissance, que j'ay de votre affection pour moy, que vous leur donnerez de tels ordres à l'avenir, qu'ils se porteront avec plus de promptitude et de facilité à ce qui leur sera demandé pour mon service. Si ce n'estoit pas là une belle récompense à ces pauvres Sujets, qui venoient d'estre si mal traittez, pour avoir fait leurs devoirs envers leur Prince, et un adoucissement admirable d'une procédure aussi violente, qui en jettoit encore la faute sur les



20  
battus, et en exigeoit deux un droit nouveau de courvées, à di-  
tion. Si le comble y fut apporté en suite, j'entens à la  
conduite de la France envers ce Prince, par le passage,  
logemens, et le séjour premièrement de M. de Vaubrun et de  
troupes dans le mois d'Octobre de l'an passé, dans le Palatinat  
et à la porte des Residences et Forteresses de Monsieur le  
comte de Heidelberg et Mannheim, contre la parole, que le  
seigneur avoit donné d'un prompt passage et des facilités,  
luy en avoit procurées; mais plus encore par la marche  
et la demeure de l'armée de Monsieur de Turin en ses Estats  
bien tost après et sur la fin de la campagne de l'an passé  
par le séjour de plusieurs semaines, qu'elle trouva à propos  
d'y faire de gayeté de coeur, bien qu'on eust assuré plus  
fois ce Prince que ces marches et ces passages ne se prendroient  
que dans la dernière nécessité, et que le Roy sentiroit au-  
première particulière toutes les fois, que quelques uns de ses  
peuples seroient obligés non pas de rester, comme elles firent  
mais <sup>de</sup> de marcher dans ses Estats. Ajoutez maintenant, par  
les exactions, les violences, et les hostilités ouvertes, que  
cette armée y exerça, au lieu du bon ordre et de l'exacte dis-  
cipline, dont on vouloit, qu'il se tint assuré, et du peu de  
charge, dont il en reviendrait à ses Sujets, et dont entr'autres  
la ville de Kirberg emportée de force et pillée; d'autres  
châteaux, qu'on fit sauter, sans épargner ny (innocent)  
ny Temple, ny tout ce, que la dernière licence peut faire  
pratiquer de plus inhumain dans un pays ennemi peuvent)



vir d'une évidence assez grande et assez fautive. Si après la  
on ne jugea pas même, digne ce Prince de luy en faire les mo-  
indres excuses, moins de luy en offrir aucune réparation con-  
venable, comme d'ailleurs on y eust esté obligé par cette am-  
itié et cette alliance de la France, qu'il estoit en droit  
de se promettre, et sur tout de sa conduite passée envers  
elle, et de toutes ces assurances Royales si souvent contestées l'a-  
dehors; Et si l'on veut même, de ce qu'il n'avoit pris jusqu'à d'autres  
précautions pour la sûreté, ny aucunes mesures avec l'Empire, ou  
avec son Chef, pour le garantir et ses pays et sujets, en tant  
qu'il pourroit, de pareilles insultes et violences à l'avenir. Si cet  
envoy même de Mr. le Marquis de Bethune ne fust resolu, que  
pour couvrir le dessein de la surprise de Germersheim; s'il vint  
même chargé des ordres de la faire exécuter; comme on a seu  
depuis par les déclarations du Roy son Maître, et par celle de  
ses Ambassadeurs aux Traittez de Cologne; en même temps, qu'il  
amusoit Monsieur l'Electeur de propositions chimeriques,  
et peu plausibles à un Prince assez informé de ses véritables  
interests, et qui venoit d'estre si mal traité. Si en effet elles ne  
furent autres, que de luy prêcher ses interests, que la conduite  
tenue envers luy venoit assez de luy faire comprendre, quand  
il les auroit ignorées d'ailleurs; que de prétendre ignorance de  
du passé, plutôt que d'offrir à le réparer; que de proposer en  
tout cas des remboursements à prendre sur les Hollandois, comme  
les auteurs de la guerre. Et même que si ce dernier point fust  
bien clair et liquide, et d'icelluy déjà par le public, ou bien que



les armes de la France fussent aussi prestes de subjurer la  
de, et de disposer du canton d'Amsterdam, qu'elles penseroient  
il luy à deux ans; ou en fin que de pareilles assignations fussent  
encore de mise et de saison, avec quoy on avoit déjà voulu  
devant acquitter libéralement les pertes de Monsieur l'Electeur  
de Brandebourg, souffertes au pays de Cleve, et de donner  
celles de l'Archevesché de Treves. Si même, ces propositions  
portotent en teste une obligation de Monsieur l'Electeur  
tin, à renoncer à toute assistance des troupes du Cercle de  
l'Empire et de son Chef, comme suspecte à la France, et  
ne pourroit que luy déplaire, et au lieu de cela un engage-  
ment positif de ce Prince, à se confier uniquement à la  
et à la parole Royale de tout le soin de sa sûreté, et de  
conservation de ses droits et de ses Estats; bien qu'il s'en  
déjà si mal trouvé. Si n'avoit même, j'entens, le d<sup>t</sup> sieur  
Bethune, aucun pouvoir de traiter de la Neutralité; mais  
proposoit cependant, comme le seul parti auquel Mon-  
l'Electeur se devoit réduire, et si encore il expliquoit cette  
Neutralité, de donner passage par ses Estats aux Troupes  
de France, et la refuser à tous autres, c'est à dire à l'Em-  
pereur, son Chef et son Seigneur de fief. Si ne vouloit  
mes jamais donner des propositions par écrit, ny rien de  
ce que par manière de discours, comme on a déjà donné à  
connoître de la part de Monsieur l'Electeur. Si encore  
plus fort d'une négociation pareille si vous jugez que  
cela ait quelque air de négociation et des esperances,

a voy. Declaration de M<sup>r</sup> de Gravelle présentée à la Cour  
de Paris le 1672



entre-jettoit d'en procurer un succès plus avantageux et plus conforme aux véritables intérêts de Monsieur l'Electeur, il sortit de Heidelberg sous un autre prétexte, mais en effet, pour s'approcher avec M<sup>r</sup> de Vaubrun, et luy donner des ordres de s'approcher et de se saisir de Germersheim, comme il fist conjointement avec M<sup>r</sup> de Rochefort, venu de Lorraine avec d'autres troupes à ce sujet. Si le dit Sieur de Bethune retourna durant ce temps, la prés de Monsieur l'Electeur, non seulement comme s'il n'y avoit point eu de part, mais encore faisant paroître une ignorance affectée de ce qui se passoit, et l'accompagnant même de protestations de ne savoir pas ce qui auroit obligé le Roy son Maître d'en user de cette manière, et qu'il dépêcherait un Courier à ces Mess<sup>rs</sup> de Rochefort et de Vaubrun pour s'en informer. Si encore quand Monsieur l'Electeur, sur la nouvelle si surprenante de l'entrée de ces deux Lieutenants Generaux avec leurs troupes dans son pays, des hostilités commencées de leur part au Palatinat en plusieurs manières et par la prise même de ses chevaux, et d'ailleurs par l'attaque de Germersheim, leur demanda par lettres raisons de ce procédé et de leurs desseins s'opposés aux assurances que le Roy leur Maître luy renouvelloit de son amitié et par ses lettres et par les déclarations de son Envoyé, il n'eut pour réponse, sinon un billet du premier, où il luy mandoit, qu'il avoit l'honneur d'estre né François Sujet du plus grand Roy du monde. comme s'il fust question de cela, et qu'il y eust de la honte pour ceux, qui n'ont pas cet



honneur et qui sont nés Souverains et libres, ainsi que le Prince  
quel il écrivoit: / ce qui le dispensoit de luy en rendre raison; et  
reste par un autre trait d'insulte et de raillerie, qu'il trouva  
propres d'y joindre, parlant des marques du chagrin qu'il  
veu en la lettre de Monsieur l'Electeur, et le priant de voul  
moderer sa colere à l'avenir. En quoy on laisse à juger, com  
les reigles exactes de cette politesse et de cette bienséance  
l'on croit devoir puiser en France, comme dans la source  
trouuoient observées en cette réponse, adressée par un  
homme François à un Prince de la qualité de Monsieur  
l'Electeur et beau pere de l'unique Frere de son Roy.  
D'ailleurs, comme si ce Prince avoit grand tort en effet de  
ver mauvais, qu'on vint piller ses Sujets, en lever ses ch  
vaux et investir ses places, sans savoir qu'il fust en guer  
ou qu'on eust pris la peine de la luy déclarer; et <sup>ne f</sup>  
<sup>pas en droit,</sup> ~~de~~ s'informer là dessus des motifs, d'un procédé de  
Messieurs si surprenant et si contraire aux déclarations  
encore toutes recentes du Roy leur Maître envers luy.  
maintenant, Monsieur, je vous prie si après tout cet  
chaînement de procédures susdites, tenues par la France  
envers Monsieur l'Electeur Palatin; toutes fondées sur des  
actes et des evidences que trop palpables et sensibles,  
Déclaration a raison maintenant, d'avancer, que la France  
n'a rien oublié pour détourner ce Prince; et lequel des  
en effet d'Elle ou de luy, <sup>a sujet</sup> ~~se plaint~~ aujourd'hui de  
plaindre hautement d'un procédé si contraire à l'amitié



et à l'alliance, qu'il estoit en droit de se promettre. On n'avoit, pour s'en tirer de meilleure grâce, qu'à dire icy naïvement, et plus sans la verité de la chose, que par aucune exageration d'Orateur, que ce Prince ne devoit plus ignorer, que la France tenoit par la forteresse de Philipsbourg les passages et le droit, de jeter quand il luy plaist ses armes dans les Etats de ses voisins.

(EST dont la suite vous éclaircira d'avantage. Dans le même temps, pour suit la Déclaration, que Sa Majesté se vist obligée de s'assurer du Chasteau de Germersheim. Le Manifeste de la France rendu public quelque temps après la prise de cette place, s'en explique encore plus particulièrement. La prudence et la justice m'ont également porté au parti, que je me suis veu obligé de prendre, et à prévenir par la garnison que j'ay mise dans Germersheim celle de l'Empereur, qui y seroit entrée peu de jours après. Vous avez déjà ouy, Monsieur, de quelle nature estoit cette obligation; qu'elle estoit cette pressante necessité, qui rendoit cette même obligation indispensable, d'allarmer de nouveau l'Empire par l'invasion ouverte du Palatinat et la prise de ce Chasteau. Monsieur l'Electeur Palatin n'avoit point alors de troupes sur pied, que les garnisons et encore assez modiques de ses places fortes. Il n'y avoit même encore aucun ordre donné, ou requisition faite de sa part, pour en faire avancer un plus grand nombre. Les Impériaux estoient en leurs quartiers d'hiver, éloignés de plusieurs journées, et qui songeoient si peu d'en sortir, pour se venir porter aud. Germers,



lemm, que lors que monsieur l'Electeur fust veritablement  
a les appeller a son secours, apres l'attaque et la prise  
dite place, il se passa encore du temps, avant qu'on  
arriver, que quelques troupes au Palatinat. On n'avoit  
plus que, jusques la du costé de cet Electeur, l'effet de  
ces promesses par le Cercle voisin de Franconie. En tout  
elles ne pouvoient aller qu'a un petit corps de mille a deux  
hommes, et par consequent peu capable de donner de  
rien ou de la jalousie a la France, ny a Philipsbourg  
particulier. Elles n'avoient rien d'ailleurs ces assistan  
pulees, pour le besoin, que de conforme aux Constitutions  
l'Empire, au droit naturel et public, et a une obligation  
effective, dont la conduite de la France envers Monsieur  
l'Electeur, ne luy donnoit que trop de sujet de se prevaloir.  
La France en échange a voit Philipsbourg au Duc  
Palatinat; d'une autre importance, comme tout le monde  
sait, que le Chateau de Germersheim. Elle y avoit  
garnison, quelle pouvoit augmenter a tout moment;  
pres voisines; elle avoit en effet une armée au voisin  
ainsi demeurait toujours en état, ou de s'emparer  
de cette bricoque, qui n'est éloignée de Philipsbourg  
de demi heure, toutes les fois que l'on en viendrait  
guerre ouverte, et que le danger en seroit aussi present  
present, qu'il estoit alors éloigné et imaginaire; ou  
de se precautionner assez contre le peril a venir, par  
voies également plus seures et plus plausibles.



blement la justice. Tout cela, Monsieur, sont des faits qui ne peuvent estre contraires  
la prise fait de clairs et liquides. On estoit donc cette justice / car pour la  
qu'on prise de prouvé nous en parlerons en suite / qui conseilloit et au-  
voit pme hém. torisoit si fort cette entreprise. Cela vaut bien la peine  
de le savoir, puis que par un passé droit particulier, l'on a bien  
voulu se relâcher jusques là, que de s'en rapporter à la justice  
contre la coutume et le privilege des Conquerans. Est ce que  
la France peut estre, eust quelque prétension et d'ailleurs bien  
fondée sur le Chateau de Germersheim? Que les Traitez de  
Westphalie luy eussent donné quelque droit de garnison  
là dedans, quelle eust negligé jusques icy, et quelle ne vou-  
lust pas céder aujourd'huy à un autre; ou bien que ce droit  
deust estre une dépendance de celui, que ces Traitez luy ont  
laissé dans Philipsbourg? Vous savez qu'il ny a rien de sem-  
blable, et que cette place fait une partie de la restitution  
du Palatinat du Rhin, dont Monsieur l'Electeur a esté  
remis en possession par les dits Traitez de Munster, sans  
que la France ny aucun autre voisin, y ait rien à voir ou  
à dire. Est ce donc, qu'il y eust une garnison dans ledit  
Chateau de Germersheim, non seulement qui donnast  
jalousie à Philipsbourg / car en ce cas la même la justice  
de cette entreprise ne seroit pas encore bien prouvée /  
mais de plus, qui exercast ouvertement des hostilités con-  
tr'elle; qui eust eu quelque entreprise sur ledit Philipsbourg  
et donna lieu en fin de se saisir de ce poste, par droit de  
vengeance et de représailles. Rien moins, comme vous venez



Nicy question  
de defendre  
ce qui n'estoit  
pas

entendre, et il s'estoit bien passé quelque chose de semblable  
du costé de la garnison de Philipsbourg sans les Estats  
Monsieur l'Electeur, mais nullement du costé de cette place  
contre Philipsbourg, et qui aussi n'en estoit gueres en  
ou à peine y avoit il 25 à 30. hommes pour la garde, que  
on s'est avisé de s'en saisir par précaution. Ou est donc, direz  
cette justice; puis qu'il n'estoit pas attaqué, ny même en danger  
chacun de l'estre; ny de recouvrer ce qui n'estoit pas à soy, et on  
n'avoit aucun droit; ny de se vanger, de ce qui ne luy avoit pas  
fait aucun mal, et même, n'estoit pas en estat de luy en faire.  
11 vous dira le Manifeste, que cette place estoit dans le voisinage  
11 de Philipsbourg, et que la France a trouvé à propos de prendre  
11 par la garnison qu'il a mise dans Germersheim, celle que l'Empereur  
11 y auroit pu mettre quelques jours après. Mais en ce dernier  
Monsieur, la justice vouloit ce me semble, que la chose fust  
et liquide; que Monsieur l'Electeur ne le pust, ou voulust  
savoir; et que postérieurement, ce Prince n'eust aucun droit  
de son pouvoir disposer de la sorte, sans que la France fust  
obligée immédiatement d'en user comme elle a fait. Autrement  
la preuve évidente et incontestable de ces trois conditions  
entreprises, comme chacun voit, ne pouvoit passer que  
un attentat manifeste, et pour une infraction insoutenable  
des Traittez de Westphalie. Cependant à l'égard de la preuve  
vous venez d'entendre tout le contraire, que la garnison  
l'Empereur estoit aussi peu prête, et même en peu de jours  
d'entrer dans Germersheim, que dans Philipsbourg;



les Impériaux se trouvoient assez éloignés de là dans leurs  
quartiers d'hiver, fort en repos, et dont ils ne songeoient  
gueres à sortir, si la prise dudit Germersheim et le danger que  
d'autres de ses places ne tombassent sous la même precaution,  
n'eust obligé Monsieur l'Electeur d'en appeler une partie  
à son secours. Cela est de fait <sup>encore</sup> ~~commun~~, et d'un fait connu,  
public, et qui ne peut estre contesté avec la moindre ombre  
d'apparence contraire. Pour quoy donc, Monsieur, abuser  
de la sorte de la bonne foy d'un grand Roy, que de luy faire  
dire une chose non seulement si éloignée de la verité, mais  
même de la vray semblance. Quant à la seconde, à sçavoir  
/ car il le faut expliquer en toute son étendue / que Monsieur  
l'Electeur fust convenu avec l'Empereur, de luy remettre cette  
place entre les mains; que ce fust un article d'un Traitté signé  
et ratifié de part et d'autre, et ainsi d'y faire entrer gar-  
nison <sup>impériale</sup> ~~de sa part~~ dans peu de jours, c'est ce que ce Prince nie  
et desavoue formellement, comme vous savez, et qui même  
se détruit déjà de soy même, parce que je viens de dire.  
Monsieur l'Electeur de plus proteste, qu'il n'y a jamais songé,  
en assure en foy de Prince M<sup>r</sup>. de Bethune, en même temps,  
que celuy cy met en avant ce beau prétexte de la dite entre-  
prise sur cette place; bien loin d'avoir <sup>encore</sup> veu ou signé au-  
cun Traitté, qui portast cet article. Il déclare haute-  
ment, qu'il n'avoit non plus songé à livrer Germersheim  
à l'Empereur, que Monsieur l'Electeur de Treve de livrer la  
ville de Treve aux Espagnols. Et à confiderer d'ailleurs



la chose en elle-même, elle estoit assez hors d'apparence, et le  
sachant Etat, ou se trouva la dite place, quand elle fut prise  
la France, de pourvoir non seulement de garnison, mais de toute  
provision et de défense; marquoit assez le peu de précaution,  
qu'on avoit pris pour la garder. Comment donc peut-on avancer,  
mieux dans le même Manifeste, que le Roy n'auroit esté pour  
au parti de prendre cette place, que quand il a esté éclairci.  
Monsieur l'Electeur avoit envoyé la Ratification de son  
à Vienne; puis mêmes que ledit prétendu Traicté n'avoit eu  
veu ni signé par ce Prince, et que même bien loin d'avoir esté  
et ratifié en ce temps, il ne l'a pas même esté depuis. En  
rite, Monsieur, la chose valoit bien la peine d'en estre mis  
informé, et de n'user pas d'une pareille précipitation, qui  
traînait après soy tant de facheuses consequences, et se sur  
ples soupçons, sur des d'anz. n. aussi incertains et éloignés  
sur des faits si mal fondés. Mais pour faciliter les choses, au  
mêmes, et c'est là la troisième condition proposée de fust  
Monsieur l'Electeur soit convenu avec l'Empereur, de recevoir  
garnison de sa part dans Germersheim; qu'il y en eust un  
de signé et ratifié de part et d'autre; et quelle y eust  
trier au premier jour. Il faut encore après cela m'apprendre  
quelle justice oste le droit à un Electeur et Prince d'Allemagne  
de mettre garnison des troupes du Chef de l'Empire dans  
de ses places, sans donner lieu en même temps à la France  
s'en emparer par précaution. C'est que cette place, dit le  
manifeste, estoit dans la proximité de Philipsbourg, et



qu'il importoit pour la seureté et conservation de celle cy de  
s'assurer du dit Germersheim. Il s'en ensuit donc par une  
conséquence assez evidente, que cette proximité de Philips-  
bourg oblige les places voisines de demeurer dépourvues  
de garnisons, et de n'en pouvoir recevoir du Chef de l'Em-  
pire, quand l'occasion s'en presente, pour l'ombrage qu'en  
pourroit prendre le dit Philipsbourg. Cependant le Traicté  
de Munster, qui est celui qui fonde tout le droit et prétension  
de la France, sur cette place, ne dit rien de cela; ne met  
pas un mot de la conduite, que devront observer les places  
et fortresses voisines, à l'égard de ce Philipsbourg; mais  
bien en échange que la France auroit à l'avenir dans celle cy  
une garnison médiocre et retrainte à un tel nombre, qui  
ne puisse donner aucun ombrage aux voisins. Aussi la  
chose estoit bien différente. L'Empire ne lui faisoit ce droit  
de garnison à la France dans une place, dont la juridiction  
qu'il en ne luy demeureroit pas, qu'à peine, et avec toutes  
les précautions qui peuvent mettre en seureté les Estats  
voisins contre une puissance étrangere et formidable,  
et retrancher toutes les justes défiances, qu'ils en auroient  
pu prendre avec raison. Il n'en estoit pas de mêmes des  
places et fortresses de ces Princes et Estats, qui se trou-  
voient en la proximité de Philipsbourg, lesquelles fai-  
sant partie de leur ancien domaine, leur demeureroient avec  
tout le pouvoir et tous les droits d'en disposer comme  
ils le trouveroient utile à leurs interests et à l'Empire,



et ainsi sans limiter le nombre et le choix des garnisons, qui  
auroient à y mettre. Et d'ailleurs, dans la situation présente  
de ces événements, est ce Philipsbourg de grace, qui avoit  
jet de prendre ombrage de Germersheim, ou bien Germersheim  
de Philipsbourg? Et d'où vous voyez clairement, s'il doit  
être permis à la France d'avoir une forte garnison au  
Philipsbourg, beaucoup au delà de ce qui est porté par  
les dits Traitez, comme elle l'avoit en effet; d'en causer  
seulement de l'ombrage aux voisins, mais mêmes s'en attribuer  
le droit de leur commander à baguette, et d'y exercer impu-  
nément les hostilités et les violences touchées, et de plus.  
Et s'il ne sera pas licite à un Electeur de l'Empire, de  
poser de l'une de ses places, pour y recevoir, si posé comme  
dit, qu'il en eust eu le dessein, garnison Imperiale, qui  
mette à couvert de ces insultes, sans que cela fonde d'abord  
France en droit de l'en venir enlever par précaution. Tout  
bon, Monsieur, cela est pitoyable. Je laisse mêmes  
quartier la justice et la bonne foy, qu'il y avoit dans  
invasion ouverte des Etats d'un Prince, au plus fort  
assurances Royales d'amitié, et de l'envoy d'un nouveau  
ministre, pour luy en estre un nouveau garent, et qui  
lieu de cela venoit luy porter la guerre, et se rendre just  
mant s'en est de cette invasion, qui se guise en même tem  
ce dessein; en fait l'ignorant après le coup fait, et ne  
le que de la confiance particulière, que l'on peut prendre  
en luy, comme un serviteur particulier de Monsieur et



Madame. C'est ce que vous avez pu remarquer et dans la Relation déjà publique de cette négociation, et particulièrement dans les lettres écrites par le dit sieur de Bethune, et dans les réponses qu'on luy a faites, et entre autre en celle, où Monsieur l'Electeur luy dit, puis que vous paroissiez plutôt comme un ennemi qui porte la guerre dans mon pays, que comme un Ministre envoyé pour un accommodement. Ou est donc, me direz vous, cette justice, dont nous parle le Manifeste Royal, et sur la quelle cette précaution se trouve fondée. Vous la trouverez, si l vous plaît dans le texte authentique / et il seroit certes bien difficile de vous en alleguer un autre aussi clair et aussi décisif / ou nouveau Droit François, ou de la Politique du Prêlat, où il est dit, que la France se fait justice à elle même, c'est à dire sans estre obligée d'entendre raison à d'autres, et d'ailleurs, comme vous venez déjà d'entendre, quelle tiennent par les Fortereses, comme celle de Philipsbourg, les passages, pour jeter quand il luy plaît ses armes dans les Etats de ses voisins. Et si ce ne vous en est pas encore assez, c'est que le Roy tres Chretien, comme vous avez déjà ouy cy dessus, estant un Protecteur de l'Empire par un titre plus glorieux, que celui de l'Empereur, et qui luy donne une superiorité au dessus du Chef de l'Empire et de ses membres. Doù il s'en suit par une consequence infaillible, que ny Monsieur l'Electeur n'avoit point le pouvoir de mettre une garnison de l'Empereur dans Germersheim, ny l'Empereur

<sup>a</sup> Voyez Violence, des Français dans le Palatinat et le titre de M<sup>re</sup> de Bethune, et autres réponses, de l'Electeur Palatin et de ses Ministres, qui y sont jointes; le tout imprimé en cette année 1687.



neur celui de l'accorder, sans l'aveu et la permission préalable de cette Puissance Supérieure. Et par où voila la justice de cette entreprise de la France sur Germersheim suffisamment prouvée.

De la nullité en ce fait de la prise de Germersheim

Mais passe pour la justice, me direz vous, passe pour la bonne foy, pourveu que la France y trouve son compte et son interest. Aussi bien ce n'est pas là, ce qui fait aujourd'hui le scrupule des Conquerans, ou le motif de leurs entreprises guerrières.

pro foedere, proque Justiciâ, Est casus.

Laissons à ces bonnes gens de l'antiquité, de s'en mettre si en peine, qu'ils croioient sottement, que toute guerre se fonde sur ce fondement de justice, et encore d'une justice bien et bien prouvée, estoit un vray brigandage. Parlons l'expedit, sur le témoignage d'un Auteur digne de foi, qui nous a appris il y a déjà assez long temps, que les Conquerans se servent des noms de guerre et de paix, comme Monnoyes; c'est à dire en les employant, non à ce qui est juste, mais à ce qui est utile; à ce salutaire expedit. Voyons donc si la prudence brille encore plus que la justice et la bonne foy en cette action de la France, et si le Manifeste a raison de s'y fonder. Mais c'est de quoy il me semble que vous n'aurez pas moins de peine à être convaincu, si l'on ne vous aide. Il faut avouer au moins, que la plus grande partie des gens, sont nos amis de la France, de ceux qui s'interessent en ses bons et en ses mauvais succès, en ont

a Plutarchus in Pyrrho



471  
fait le même jugement que vous. Mais c'est peut estre faute  
de pénétrer dans le fond de cette conduite, et de déjou-  
vrir les ressorts mystérieux, qu'elle renferme. Quoy qu'il  
en soit, ils ont eu de la peine à comprendre, quelle pru-  
dence il y avoit dans l'état, ou se trouvoit la France  
démunie ~~dans~~ de la plus part de ses anciens Alliez, et sur le  
point d'en perdre d'autres, à ajouter ce comble aux autres  
griefs de l'Empire, <sup>et</sup> aux justes Sujets de son ressentiment, en  
le tirant comme par force et malgré luy dans la facheuse ne-  
cessité d'y chercher en fin du remède, comme il a fait, et à  
s'unir pour ce sujet avec le Chef armé déjà à cet effet. Quelle  
prudence cachée donnoit lieu à fortifier le nombre de  
ses ennemis; à faire le jeu de la Hollande et de l'Espagne,  
en leur procurant une diversion aussi considerable, qui  
leur venoit si fort à point, et qui leur coustoit si peu.  
Quelle prudence obligeoit, à prévenir un danger aussi  
incertain et éloigné, que celui qu'il pouvoit craindre  
de cette biçoque, pour s'en attirer un aussi grand et pre-  
sent, que celui d'allarmer premièrement, et en suite d'ar-  
mer un Corps pesant à la verité, mais aussi formidable  
que celui de l'Empire, pour y apporter du remède. Mais  
vous me direz peut estre, que c'est ce que la France  
n'avoit pas prévu; à quoy elle ne s'attendoit nullement,  
et qu'Elle avoit fait son compte, que Monsieur l'Electeur  
intimidé et surpris par cette procédure, renonceroit à  
toute assistance du Chef de l'Empire, ou des Cercles



voisins, quelque innocente qu'elle fust, ou luy deust estre  
permise, s'accommoderoit aux volontés de la France, et  
subiroit malgré luy le joug, qu'on vouloit luy imposer.  
Il semble cependant, que la prudence vouldoit, qu'on eust  
aucunement craint ou préveu ce qui en est arrivé, et  
n'eust pas eu si mauvaise opinion de la fermeté et g  
ronité d'un Prince, qui en avoit déjà donné et affer  
ment des preuves, à résister seul et surpris à l'effort d  
puissante Ligue de tous ses voisins, et s'en tirer même  
honneur. Et en fin, que les Romains n'estoient pas en  
1 les Maîtres du Monde, quand il a esté dit, "Que c'est  
11 leur maxime perpétuelle de témoigner plus de res  
11 et de courage, au plus fort des pertes, qu'ils veno  
11 de faire. Quoy qu'il en soit, vous savez déjà, Mon sie  
sans que j'aye besoin de vous l'apprendre, que cette inva  
de Germersheim fust prise assez généralement p  
une suite des conseils impétueux et précipitez d'un  
ministre, qui avoient déjà arrêté les progrès victorieux  
la France au plus beau de sa course, et qui s'estoit au  
fois expliqué assez ingenuement à une Personne de qua  
et de mérite, mais assez connu et déclaré d'un parti op  
à la France, pour ne s'estre pas attendu à cette confid  
et ce après d'autres paroles de mépris tenues des Princes  
l'Empire en général, qu'il disoit au Roy son Maître  
11 ce n'estoit plus avec de l'argent, mais avec de bonnes et  
11 ses armées, qu'il auroit de bons et gros amis en Allem

<sup>a</sup> Polyb. Exc. Legat. 251x

Ceci fait allusion à un discours, que M. de Louvois tint à  
M. le Marquis de Gramont au commencement de la campagne  
entre la Prusse et nous en 1672, et qu'on luy a osé dire plu  
sieurs fois immédiatement à son retour et depuis.



C'est à dire, qu'on sauroit bien les mettre à la raison, et les réduire bon gré malgré à tout ce que la France en voudroit. Tant il est vrai, que ces deux grands et heureux Génies, les Cardinaux Richelieu et Mazarin estoient de pauvres Ministres en effet, et de méchans Politiques, qui connoissoient peu le véritable intérêt de la France, et la portée et force de l'Empire, d'avoir eu toute une autre conduite envers luy et envers les Princes, et de s'estre amusez à ménager avec plus de circonspection et de soin ceux particulièrement les Maisons Souveraines, qui ont des Estats héréditaires, et des liaisons et adhérences plus considérables, parmi les Membres de ce grand Corps.

**XI**  
Des Offres de la France en faveur de l'Empire et du Duc Electeur Palatin.  
Mais on a tort de se plaindre, ou de s'allarmer de cette invasion du Palatinat et de la prise de Germersheim; puisque dans le même temps, Sa Maj<sup>te</sup> s'explique publiquement qu'elle seroit prête à rendre son amitié à ce Prince, et à remettre cette place en déport entre les mains d'un Prince de l'Empire, dont on conviendrait toutes les fois que Sa Maj<sup>te</sup> se verroit assurée, qu'il voudroit observer avec elle une sincère et véritable Neutralité.

De grace, Monsieur, vous attendiez vous à un expédient plus juste, plus aisé, et plus naturel? Et cette manière de vuider les querelles, et d'accommoder les partis, n'est elle pas, à vostre avis, bien courte et bien commode? Mais pour le mieux comprendre, souffrez que je vous demande



quel droit avoit la France sur cette Place, pour en vouloir  
poser à sa fantaisie; pour exiger que le Prince, à qui elle  
partient incontestablement et par une possession nullement  
équivoque, et qui fait même partie de la restitution, porte  
par les Traitez de Westphalie, en soit dépouillé par moi  
et la vint au pouvoir d'un autre, qui n'y a aucun droit  
qui n'en prétend point. Quelle nouvelle Jurisprudence  
metendroit, de prendre le bien d'autrui, sans forme de  
loi, sans sentence de Juge, et au lieu de le rendre avec le  
dé dommagement requis, d'en vouloir faire durer le Spolium  
en le remettant entre les mains d'un tiers! Vous direz peut  
estre, qu'il n'est pas icy question de raisons de droit  
mais des interest d'Etat, qui sont au dessus des loix.  
En ce cas là, Monsieur, dites moy, je vous prie, quel  
la France avoit souffert jusques icy de cette place, et  
quel danger Elle avoit à craindre de cette bricque, pour  
croire obligé à cette précaution. Ne croiriez vous  
qu'il fust question icy du déport de Casal ou de la Vallée  
d'où dépendoit le salut et la tranquillité publique,  
l'unité du voisinage, la suspension des droits contestés  
et en un mot l'interest de la France et des Etats voisins  
ou du départ de Nanci, qui arriva en 1631; ou bien que  
fust la même circonstance des temps et d'affaires, où  
Rhénthal et partie du Palatinat, fust laissée comme en  
quatre à ceux, à qui on n'estoit pas alors en état de  
Monsieur l'Electeur Palatin ne seroit il pas mieux fondé



45

à vostre avis, de demander que Philipsbourg fust mis  
en dépôt entre des mains non suspectes; place qui n'estoit  
pas du domaine de la France, éloignée de ses frontieres,  
où Elle n'avoit aucun droit que celui de garnison, dont  
Elle avoit abusé en tant de sortes, de laquelle ce Prince  
avoit reçu tant d'insultes, et de mauvais traitemens; et  
qu'elle estoit en état, comme elle faisoit, de continuer  
et de redoubler tous les jours. N'estoit ce pas mêmes un  
interest, qui ne luy estoit pas particulier et à ses Estats,  
mais à tous les voisins, qui estoient inquiétés par cette  
même garnison en plusieurs sortes, ou plutôt un in-  
terest de tout l'Empire. Mais à quoy bon se mettre en  
peine du dépôt de Germersheim ou vouloir raisonner  
beaucoup là dessus. La France y a pourveu depuis par  
une autre voye, qui luy a paru encore plus aisée et  
plus seure. C'est qu'après avoir ruiné et démolli  
auparavant cette place, Elle s'est avisée encore après  
cela de la reduire en cendre, comme tant d'autres du  
Salatinat. Sans doute pour épargner la peine et les  
frais du Sequestre.

Mais quel estoit encore ce prix, avec le quel  
Monsieur l'Electeur devoit racheter ce grand bien, et  
recevoir cette grace particulière de la clémence Royale.  
Toutes les fois, dit on comme vous venez d'entendre, que  
Sa Maj<sup>te</sup> se verroit assurée, qu'il vouloit obser-  
ver avec Elle une véritable et sincere Neutralité.



70.  
On ne change point à la verité de methode, ny de style.  
La France par son nouveau droit de Précaution s'empare  
comme l'on sait, de la Capitale de l'Archevesché de Treves  
Le public paroist alarmé de cette procédure, et y trouve  
ver également de la violence et de la surprise. Les Minis-  
nistres de France, pour le dé tromper, et justifier, à l'avis  
la modération de cette Couronne, déclarent, comme  
fit son Ambassadeur, M<sup>r</sup> de Fr. Romain aux Cantons  
Suisses, que Son Roy est prest de remettre cette  
ville entre les mains de tel Prince de l'Empire, qu'il  
avisera, moyennant une seureté convenable, qu'il  
la tiendra dans une parfaite Neutralité. Un autre  
Ministre du même Roy passe encore plus avant,  
il propose, qu'il faut sequestre Treves et Coblen-  
ce entre les mains de Monsieur l'Electeur de Brandebourg.  
La France continue à donner toutes les atteintes aux  
terres de Westphalie, touchées cy dessus, et que tout le monde  
sait, au moins dont tout l'Empire se plaint, et pretent  
la reparation. Offret Elle par cette Declaration con-  
cernant l'Empire et qu'Elle a voulu rendre solennelle  
et publique, de les reparer. Rien moins, mais au lieu  
de cela, Elle y demande du Chef de l'Empire une  
act observation des Traitez de Westphalie, et  
allégué pour raison, que le fondement en doit estre  
si saint et si sacré à tout l'Empire. Elle se garde  
bien de dire, que l'obligation en deust estre re-



60 77  
proque de son costé, et c'est dequoy il n'estoit  
pas question, à son avis. De mêmes la France  
observe si mal ~~de son costé~~ la neutralité pas-  
sée avec Monsieur l'Electeur Palatin, et de la ma-  
nière, que vous avez entendu; Il en reçoit du-  
rant ce temps là tous les traitemens d'ennemi,  
il se plaint à Elle même d'une amitié, qu'il avoit toujours eue,  
tirée de son costé avec tout le respect deu à un grand Roy,  
puissant et voisin, aussi bien que de cette Neutralité  
violée en tant de sortes, et n'en reçoit pour toute re-  
paration, que tous les mauvais traitemens conceu-  
tis, touchez cy dessus; La France vint encore depuis  
à l'attaquer ouvertement; à luy prendre une de ses  
places; à la raser en suite et brûler avec tant d'au-  
tres; et en un mot à luy faire et à ses Estats et su-  
jets une guerre aussi cruelle, que l'on voit. Quand  
même Elle la feroit cesser, Elle demeure toujours  
en état de luy redoubler les mêmes traitemens passés,  
sous l'ombre de cette prétendue Neutralité, qui a esté  
du costé de la France si sincère et si véritable; et  
Monsieur l'Electeur exposé à estre payé de la raison  
de guerre, ou pour le parti le plus favorable, à estre  
renvoyé à des assignations sur le contoir de Hollande,  
sans pourtant se mettre en peine de les luy faire  
bonnes, en cas qu'elles vinssent à estre protestées, comme  
il y avoit quelque apparence. Cependant dans cette mé-



me situation d'affaires, et de circonstances, La France de la  
 icy publiquement, et dans les formes, que par une grace  
 particulière, Elle rendra son amitié à ce Prince, et mettra une  
 ce, qu'elle vint de luy en lever, en dépôt; et ce moyennant  
 que la Maj<sup>te</sup> se voye assurée qu'il voudra observer avec  
 Elle une sincère et véritable Neutralité. Trouvez vous,  
 s'il vous plaît, à votre avis, que ce Prince par le parti que la Décl<sup>aration</sup>  
 ration luy fait, fust fort acquitté des dommages passés  
 ou présents, ou mis suffisamment à couvert, pour l'avenir.  
 Luy offre-t-Elle de bons garants, de vouloir tenir de son côté  
 cette Neutralité plus sincère et plus véritable, qu'elle n'a  
 fait jusques icy; de satisfactions plausibles; des seure  
 réelles, dont il auroit besoin, comme le plus foible, et  
 comme celui qui avoit esté mal traité en tant de sort  
 sous l'ombre de cette même Neutralité. Luy donne-t-on  
 que saufgarances, contre ces raisons de guerre, ces précautions  
 et ces prévoyances indispensables, sous les quelles son pays  
 a esté ravagé, lors qu'il s'en croyoit suffisamment à couvert  
 sous le bouclier, et de l'amitié de la France, et de cette Neu  
 tralité avec Elle, et qu'il avoit eu tout sujet, veu sa conduite  
 précédente envers la même Couronne, de l'attendre en effet  
sincère et plus véritable de sa part? Mais il n'est nullement  
 question de cela, ny de tout ce que la France a fait, ou pour  
 roit faire encore au préjudice de la dite Neutralité. Ce n'est  
 pas le but de la Déclaration de s'en expliquer. Il s'agit  
 uniquement de savoir, si Monsieur l'Electeur Palatin, q



qu'il ait souffert, ou quoy qu'il en arrive, la veut tenir  
de son costé sincere et veritable, et de plus que la France  
en soit assuré de la bonne maniere.

XII

De la Conduite  
de l'Electeur  
Palatin à  
l'accepter par  
ses offres.

C'est ce que la suite vous fera encore mieux comprendre,  
quoy qu'il ne répondist pas à des offres si avanta-  
geuses et si justes, et quoy qu'il mist sa Maj.é dans  
l'obligation indispensable, de porter la guerre  
dans ses Etats pour la declaration qu'il fist d'une  
rupture avec elle, et par les hostilités qu'il com-  
mença contre ses Sujets, après avoir appelé les  
troupes de ses ennemis, elle demeura dans le dessein  
de ne perdre aucune occasion, qui püst contri-  
buer au repos general de l'Empire, et à un accom-  
modement particulier avec le dit sieur Electeur.

Vous venez d'entendre, Monsieur, de quelle nature sont  
ces offres si avantageuses et si justes, faites en faveur  
de Monsieur l'Electeur Palatin; combien en effet d'avan-  
tages elles renferment pour le bien de ses Etats et de  
ses Sujets; combien là dessus elles pourroient ces mêmes  
offres, à l'indemnité du passé et à la seureté pour l'avenir;  
combien en fin elles ont de moderation, d'équité, de ju-  
stice, et mêmes de condescendance à l'égard de ce Prince;  
et par consequent le tort, où il s'est mis, de n'y pas ré-  
pondre de son costé avec deference et avec empressé-  
ment. Et en effet n'estes vous pas surpris, que malgré  
ces offres si avantageuses et si justes, il a it voulu renouer



46  
à ses véritables intérêts et à son obligation naturelle,  
prenant des liaisons avec l'Empire et avec son Chef;  
se mettant sous leur protection; en ne voulant pas s'en  
taucher, pour s'exposer de nouveau à la discrétion d'une  
Puissance étrangère, dont il venoit avec tant d'autres  
même Corps, d'éprouver en tant de sortes, la conduite et  
la modération en son endroit. Mais c'est par là, dit-on  
qu'il a mis la France dans l'obligation indispensable de  
porter la guerre dans ses Etats, ou comme en parle le Marquis  
par des déclarations de rupture, des hostilités commen-  
cées contre les Sujets de la France, par l'appel de ses ennemis.  
En vérité, Monsieur, auriez-vous jamais fait ce jugement  
d'un Prince, que la réputation publique ne met pas en  
les moins avisés et prudents des Princes de l'Allemagne,  
eust bien voulu le premier et de gaieté de coeur rompre  
en visière de la sorte et sans aucun sujet avec la France  
et par toutes ces déclarations de rupture et ces hostilités  
commencées de son costé contre Elle; la mettre dans une obli-  
gation indispensable de luy faire une si cruelle guerre.  
est vray, que vous estes déjà suffisamment éclairci de ce  
qu'en est. La France s'il faut, malgré qu'on en ait, rebat  
souvent les mêmes choses; après avoir ravagé en am-  
Etats de ce Prince; vient les surprendre et en vaht  
en ennemi déclaré; faire entrer les troupes au Palatinat  
se saisir de l'une de ses places, et après le coup fait  
allègue les raisons de prévoyance et de précaution.



81.  
et examinées cy dessus. Monsieur l'Electeur, qui se trouve  
pris cette fois sans vert, tant il estoit en état et en  
train de faire la guerre à la France, qui se plaint inutile-  
ment luy même de cette déclaration de rupture, et de  
ces hostilités commencées, ou pour mieux dire renouvelles  
contre ses sujets, appelle quelques troupes et du Cercle de  
l'Empire le plus voisin, et de l'Empereur pour sa  
défence. Dès leur arrivée, il les distribue dans ses  
places et ses garnisons, et fait publier une déclaration  
qui porte de courre sur les parties, que l'on trouveroit  
ravager son pays. Les Francois cependant redou-  
blent leurs hostilités contre les villages et Sujets  
Catholiques, pillent et démolissent en partie Germers-  
heim, et viennent attaquer jusques assez près de la  
forteresse de Manheim, les troupes auxiliaires  
appelées par Monsieur l'Electeur à son secours, où  
ils sont battus. Et ce sont là, Monsieur, les dé-  
clarations de rupture, et hostilités commencées  
du costé de ce Prince, contre les Sujets de la France,  
qui la mettent dans une obligation indispensable  
de porter la guerre dans ses Etats. Ne direr vous  
pas maintenant, qu'elle en use de mêmes à l'endroit  
de ce Prince, comme elle fit envers la Hollande, au  
plus fort des heureux progrès de la première cam-  
pagne de l'an 1672. La France, par un bonheur,  
qui la surprit elle même, et qui l'aveugla, s'estoit



déjà rendu Maistresse en peu de semaines de tant de  
Places fortes et de trois Provinces, et sur le point  
Elle croioit d'achever cette guerre et ses conquestes, par  
la prise d'Amsterdam et par elle, celle de la Hollande.  
Elle y vit mettre subitement des bornes et des obstacles  
par l'ouverture des digues de cette Province, qui l'ou-  
vrent au plus beau et presque au bout de sa course.  
La France, qui le trouva mauvais, fait publier au  
même temps une Declaration de l'Imprimerie Royale  
d'Arnhem, qui témoigne sa surprise de ces oppo-  
sitions, faites à ses desseins, ~~quoy~~ que pratiqués au-  
fois dans le même pays, contre les armes d'un Prince, qui  
venoit d'estre son Souverain. Elle porte la Declara-  
tion susdite, des deffences bien rigoureuses et bien  
pressées, de se servir de cette unique voye, qui restoit  
à un Etat peu auparavant si florissant contre ces  
armes foudroyantes d'une Puissance étrangere, qui avoit  
conjuré et déjà si fort avancé sa ruine. Et même  
pour plus forte preuve de la charité Chrétienne, par  
la France estoit touchée des pertes, qui en revien-  
nent à cette Province, Elle n'accompagne pas moins  
cette Declaration susdite, que des menaces du feu, et du  
sang, et d'une dévotion totale et impitoyable, sans  
distinction d'âge et de sexe, dès que les glaives de la  
guerre prochain luy en frayeront le chemin, et pro-  
verroient celle là de l'unique ancre, qui luy restoit.



82.  
Son salut et de sa liberté. La conduite tenue envers  
Monsieur l'Electeur Palatin ne se trouve pas fort diffé-  
rente. La France pille, comme j'ay dit, et ravage  
ses Etats; s'y attribue une nouvelle jurisdiction;  
y envoie en suite ses armées; prend ses places, et y ex-  
erce toute sorte de violences, et d'hostilités contre ses  
sujets. Ce Prince se voit réduit à appeller des troupes  
de l'Empire et de son Chef à son secours, et à se  
servir pour ce sujet des voyes si justes, si naturelles,  
et memes les seules, qui luy restoient. C'est une con-  
duite cependant, qui ne plust pas à la France, et  
qui la met dans une necessity et obligation in-  
dispensable, non seulement de porter la guerre  
dans les Estats de ce Prince, mais de les mettre à feu  
et à sang, et les traiter en fin en plus cruel et  
impitoyable ennemi. Mais il y a lieu d'esperer,  
que comme ce dernier refuge, ou la Hollande se vist  
reduite là miraculeusement conservée du nau-  
frage d'ailleurs inévitable, et a par là même  
sauvé les débris de celui de ses autres soeurs;  
qu'aussi la resolution genereuse de Monsieur l'E-  
lecteur Palatin de se dévouer uniquement et  
ses Etats à la protection de l'Empire et de son  
Chef, et de ne s'en laisser détourner ny par offres,  
ny par menaces, ny par les maux qu'il a souffert  
et souffre encore, comme elle luy est glorieuse



et honorable à présent, luy deviendra aussi et  
 ses Etats, et mêmes à d'autres de ses Conferes,  
 plutôt à tout l'Empire, utile et salutaire à t

### XIII

De la Modération de la France envers l'Empire  
au général et en particulier envers Monsieur  
l'Electeur Palatin. Ecoutez en la Declaration  
de la victoire  
de la Bataille de Sinsheim.

Aussi Monsieur voulez vous un nouvel ex  
 Humilieu des succès si favorables, de ses arm  
 dans la bataille de Sinsheim, la connois  
 ce qu'elle donna aux Ministres, qui la serv  
 dans l'Empire d'un événement si avantage  
 fut accompagné de l'ordre de s'y expliq  
 de nouveau de ses sentimens. Elle voulut  
 qu'ils se declarassent dans les Cours, ou ils se  
 voient et par elle à toute l'Allemagne, q  
 la victoire ne changeoit rien à la premiere m  
 deration. Qu'elle estoit encore preste de  
 mettre pour le bien de la paix et aux mem  
 conditions, qu'elle avoit déjà proposées, t  
 ce que ses armes avoient occupé dans l'E  
 pire depuis cette guerre, et de retirer ses  
 pes des Etats de Monsieur l'Electeur Pala  
 toutes les fois, qu'il voudroit demeurer  
 tre, et rentrer dans les bonnes graces de  
 Majesté. Vous n'attendez pas, Monsie  
 je m'assure, que je vous entretienne icy a



85  
toutes les circonstances de cette grande victoire  
pre et de ce Succès si favorable des armes  
de la France dans la bataille de Sins-  
heim, et ne trouverez pas mauvais, que  
je vous renvoie pour ce Sujet, non tant  
aux Remarques, qui ont esté faites et ren-  
dûes publiques sur la Relation du Gazetteur  
de Paris, qu'à plusieurs lettres des Officiers  
de cette même armée victorieuse de la France,  
et sur tout à celles de Monsieur le Turcine  
même, écrites ou à Monsieur Bodewitz,  
ou à Monsieur de Rochefort, en suite de  
ce combat. Les unes et les autres vous au-  
ront suffisamment éclairci, que tout ce  
Succès si favorable des armes de la France  
en cette bataille, cet événement si avanta-  
geux, cette Victoire si vantée, se réduit à  
un combat d'un costé d'un corps de Cavalerie  
de 5<sup>m</sup> chevaux tant Imperiaux, que Lorrains,  
y compris les Dragons, et environ 800.  
fantassins; et de l'autre d'une armée de  
12000. hommes, dont la moitié estoit  
presque d'Infanterie, soutenue du Canon  
tiré de Philipsbourg, et où mal-  
gré cette grande inégalité du nombre  
et de forces, les premiers tinrent non



seulement teste courageusement aux ennemis, et les attendirent de pied ferme, mais les chargerent avec tant de valeur, qu'ils rompirent et mirent plusieurs fois en desordre; poussèrent la cavalerie au dedans de l'Infanterie; s'emparerent quelque temps du canon; gagnèrent 18. étendarts, et après une résistance, qui a peu d'exemple en l'histoire, et une perte plus grande et plus considerable du costé des ennemis que des leurs, se retirèrent en bon ordre et sans recevoir autre échec. N'y avoit il de quoy, à vostre avis, parler de ce succès avec plus de moderation, ou de s'entêter et peut on nier, par la confession des ennemis mêmes, que toute la gloire, veu les constances susdites, n'en deust demeurer à une si genereuse et héroïque valeur que celle de ces troupes auxiliaires, et de leurs vaillans Chefs; parmi lesquels Monsieur Duc de Lorraine, qui s'y trouva, et qui eut tant de part, mériteroit sans doute un éloge particulier, si son courage, sa conduite et son expérience en ce métier n'estoient beaucoup au dessus de mes éloges. Cependant on trouva à propos



87.  
d'exagerer en France le gain et le succès de  
cette bataille, et d'en vanter la victoire,  
à l'égal de celle de Lens, de Rocroy, de Rhe-  
tel, ou si les armes en ont remporté quelque  
autre de nos jours de plus entière et de plus  
éclatante. Et cela non seulement dans  
les Gazettes, dont le public, qui en étoit  
mieux informé, auroit esté moins sur-  
pris, mais dans les lettres expédiées sur  
ce Sujet au nom du Roy Tres Chrétien,  
à divers Princes du haut Rhin, et qu'on  
voulut mêmes rendre publiques en plus  
sieurs langues, aussi bien que dans les  
Déclarations de ses Ministres. On y a  
jointa en même temps et par même  
moyen, ce que porte icy le present  
Manifeste, à sçavoir, que cette victoire  
„ ne changeroit rien néanmoins à la  
„ moderation de la France, et qu'Elle  
„ estoit encore prestée de retirer ses  
„ troupes hors de l'Empire, et en par-  
„ ticulier des Estats de Monsieur l'Electeur  
„ Palatin, moyennant que l'Empereur  
„ retirast ses armées dans ses pays héré-  
„ ditaires, et renoncast à toute assis-  
„ stance des ennemis de la France; ou



11 que de l'autre, Monsieur l'Electeur ne  
 11 noncist aux engagements pris avec l'Em-  
 11 pereur, et se renfermast dans les termes  
 11 et d'une veritable Neutralité. Ce qui se  
 11 faisoit, non par aucune apparence, de  
 11 refuser des propositions si peu plausibles  
 11 si peu praticables dans la Situation  
 11 présente des choses et des engagements, où la  
 11 France les avoit portés, et d'ailleurs  
 11 souvent rejetés; mais cependant à plu-  
 11 sieurs fins. La première, pour décréditer  
 11 par ce grand et si avantageux succès, et  
 11 la force des armes de l'Empereur, qui a-  
 11 roient esté défaites par une seule partie  
 11 de l'armée de Monsieur de Turême. Faisant  
 11 que les Ministres de France s'en expliquoi-  
 11 et que ce General l'insinuoit luy même en  
 11 sa lettre aux Deputés du Cercle de Suabie  
 11 et la consideration de la protection et  
 11 son assistance, sous laquelle Monsieur  
 11 l'Electeur avoit crû se mettre à couvert  
 11 et qui au lieu de cela le laissoit si fort  
 11 exposé et comme en abandon à la discrétion  
 11 de la France. Comme si les circonstances  
 11 et de la qualité du secours susdit. et  
 11 des forces de Monsieur de Turême; et



du sort journalier de la guerre, & quand  
même la Victoire eust esté telle d'un costé,  
que l'on vouloit persuader, & des armées  
de l'Empereur, qui restoient entieres sur pied et  
au voisinage de la France, ainsi qu'elle vient d'en  
faire une expérience, qui apparemment ne luy  
en laisse plus de doute; et des secours enfin que  
Monsieur l'Electeur avoit encore à attendre  
et de Sa Majesté Imperiale, et de l'Empire,  
en suite et en exécution des resultats de  
Ratisbonne, et des mesures, que l'on prenoit  
pour les rendre puissans et considerables, comme  
on le voit à present, ne pussent, rassurer  
ce Prince, et soutenir encore ou redoubler  
le crédit de ses augustes deffenseurs. L'autre  
fin estoit, pour voir à détourner ces mêmes se-  
cours, que Monsieur l'Electeur avoit particu-  
lierement à attendre et du Cercle du Haut Rhin  
dont il fait un des principaux membres, et  
est aujourd'huy l'un de ses Directeurs, et du  
Cercle voisin de Suabe; ou d'en suspendre  
pour le moins l'effet, en répandant au long  
et au large la terreur des armes de la France,  
par le bruit et l'éclat prétendu de cette  
victoire, et de la retraite des Imperiaux,  
qui dans les premières impressions inti-



72.  
miferoit les plus craintifs;ourniroit de p  
texte aux partisans et créatures de la France  
dont Elle n'a peut estre qu'un trop grand nom  
dans ces mêmes Cercles) pour raffroidir cependant  
le zèle des mieux intentionnez, redoubler les scr  
pules, ou au moins gagner temps, dont on s'a  
assez l'importance pour les resolutions, qui de  
pendent de plusieurs. Ce qui fut au fti le sujet  
et le but de la lettre susmentionnée, que Mon  
sieur de Turaine écrivit peu après le combat  
aux Deputez du Cercle de Suabe assemblez  
à Ulm, et qu'elle y exprime assez clairement.  
La troisieme fin estoit, d'avoir en tout ca  
une porte ouverte, pour retirer ses troupes  
raffraichies du sang et les dépouilles de l'Em  
pire, et les occuper ailleurs, ou Elle pou  
roit en avoir besoin; en cas que par une  
talité des conseils, et par l'ascendant du  
bonheur de la France, l'Empire en general  
et son Chef, ou en particulier Monsieur  
l'Electeur Palatin, vinssent à donner  
à ses offres susdites, et à ployer à ses vo  
lontés. A quoy l'on peut joindre une qua  
trieme consideration, non moins facile  
à deviner, qui portoit à faire ressentir  
si haut cette victoire et dans l'Empire.



au de hors, et où il semble que Monsieur de  
Turenne avoit un interest particulier. Les  
armes, qu'il avoit commandées la campagne  
précédente, qui devoient battre les Impé-  
riaux à la sortie d'Egre, ou les arrêter tout  
court sur les confins de la Bohême, ou au  
moins de la Franconie, avoient eu un suc-  
cès assez différent, et du bruit qu'on en  
avoit fait retentir assez long temps et  
dans l'Empire et au de hors, et du devoir  
où Monsieur de Turenne s'étoit mis de le  
faire réussir. Vous savez, Monsieur, les  
trophées qu'on en faisoit par avance;  
ce que les Ministres de France en publioient  
de tous costez, ou dans leurs lettres ou dans  
leurs discours; et la pitié mêmes, que  
l'on commençoit d'avoir pour des gens,  
qui après tous les préparatifs d'un si  
grand voyage, estoient condamnés,  
ou à périr au commencement de leur  
course, ou à rebrousser chemin. Cepen-  
dant ces mêmes armes conduites par un  
General aussi consommé dans le métier,  
et aussi informé du pays où il les  
menoit, n'avoient pu empêcher, que  
ces pauvres Imperiaux sous la con-



duite de leur sage et vaillant Conduc-  
 teur le Chef des armées de Sa Majesté Imperiale  
 non seulement ne furent ni battus, ne  
 restez en leur route, mais qu'après divers  
 avantages remportez sur leurs ennemis  
 dans tous les partis; l'occasion d'un co-  
 mbat recherché de leur costé, et evitée  
 de l'autre plus d'une fois, ne vinssent,  
 sur le Main à la barbe de Monsieur de Tur-  
 ne ne rompirent toutes les mesures pro-  
 posées pour leur boucher les passages; et en fi-  
 ne se rendissent jus qu'au Rhin. Qu'en  
 suite même, au lieu que ce devoit estre  
 la l'endroit, à ce qu'on disoit, où on de-  
 voit en tout cas couper les chemins au  
 Imperiaux, et les laisser dans un grand  
 embarras de ce qu'ils auroient à deve-  
 nir, par un effet de la même condui-  
 te ils ne s'en fussent bien tost tirez; ne  
 seulement en se m. tenant entre le Rhin  
 et Monsieur de Turne, et le laissant  
 derrière, mais en le laissant assez es-  
 pousé luy même de ce qu'il auroit  
 à devenir avec ses troupes, et en por-  
 tant cependant leur pointe jus qu'à  
 venir joindre leurs Alliez, qui  
 estoit



qui étoit cependant ce coup de partie, que la France avoit  
le plus d'intérêt de détourner; se rendre maître de l'Académie  
de Cologne et de la Residence du Prince son Allié, et s'en  
guérir par la prise de Bonn, un poste aussi important sur  
le bas Rhin. Tout cela ensemble n'avoit pu que faire beaucoup  
d'éclat; déconcerter étrangement les mesures prises jusques  
icy par la France, et décrediter fort sa réputation: Car tout  
côté que dans la suite, on la vint en dans l'impuissance, ou dans  
le peu de volonté, de reparer un coup aussi important, et de  
recourir un Allié de la considération de Monsieur l'Electeur  
de Cologne, auquel elle avoit de si grandes obligations, et à qui  
l'amitié de la France venoit de coûter si cher. Mais ce qui  
suivit bientôt après, par l'enchainement du même succès,  
à savoir l'abandon qu'elle fit, premièrement de plusieurs  
places importantes prises sur les Hollandois; ensuite de Provinces  
entières; et finalement de toutes ces grandes conquêtes entre  
le Rhin, le Waal et l'Yssel, débarrassées heureusement de leurs  
fers, avec la même promptitude qu'ils avoient été enchainés,  
ou plutôt tant de conquêtes réduites en fin à un Grave  
et un Maastricht, n'avoient pu que décrier beaucoup les  
affaires de la France dans l'Allemagne, aussi bien que  
dans le reste de l'Europe, et la faire déchoir subitement  
de ce haut degré de prospérité et de gloire, où on l'avoit  
considéré jusques à présent, comme élevée au dessus des  
révolutions, auxquelles d'ailleurs se trouvent sujettes les plus  
redoutables puissances, et qui paroissent les mieux établies.  
Tout cela par malheur se trouvoit être une suite, ou



plûtôt un effet du succès, peu favorable et avantageux à la France de cette campagne de Monsieur de Turenne, et confirmoit l'Allemagne dans le souvenir, ou dans la créance, que le Rhin et le Main n'estoient pas le théâtre, où se fussent passées les plus belles et plus heureuses actions de ce grand Capitaine. Et quoy que la conquête nouvelle de la Franconie semblast donner quelque nouvelle réputation aux armes de la France, si est ce que Monsieur de Turenne n'avoit point de part, que d'avoir peut estre couvert la front et que d'ailleurs la présence d'une armée Royale et du Roy, qui vaut une armée, contre une Province dépourvue de troupes et de défenseurs, diminuoit de beaucoup sinon succès, au moins la gloire de cette conquête. Il estoit question de rétablir dans l'Allemagne, et particulièrement dans les quartiers du Rhin et du Neire, la réputation et la terreur des armes de la France; d'y faire triompher le Général, qui les commandoit, de ces mêmes troupes, qui l'avoient jort harassé, et à tout le moins gagné la main la campagne précédente; et y diminuer par là, comme j'ay dit, l'opinion ou de la valeur, ou de la conduite, ou de la bonne fortune des Imperiaux. Il sembla des lors, que la bataille de Rinzheim en fournisset non la chose même, au moins l'occasion et le prétexte, qui joint aux considérations surdites, donna lieu aussi de l'étaler avec tant de soin et d'empressement de la manière, que nous venons d'entendre. Mais encore prendroit on patience à ce récit de cette grande victo-



et de ce succès si favorable et si avantageux; on con-  
sentiroit mêmes sans beaucoup de peine, qu'il fût du  
bruit dans les Provinces, où il étoit bon à débiter, comme  
écrivait un Officier de la même armée victorieuse, qui s'y  
étoit trouvé: et si l'on veut mêmes, parmi les créatures  
et les partisans de la France, qui ne lui manquoient pas  
aux quartiers du Rhin et du Neire. Mais qu'en même  
temps, on en vueille tirer non seulement un exemple d'une valeur  
et d'un succès extraordinaire, mais encore d'une modération  
bien rare: qu'on prétende qu'une bataille, où il est resté  
deux à trois cent de ceux qu'on fait vaincus, et un plus  
grand nombre des victorieux, fasse mettre bas les armes à  
l'Empereur, à l'Empire, ou à Monsieur l'Electeur Palatin en par-  
ticulier; les détache de leurs Alliez; les porte à renoncer à  
leur obligation naturelle; à la réparation ou des Traitez  
aussi solennels que ceux de Westphalie, ou de leurs pertes; aux  
satisfactions et dédommemens du passé, et en fin à toutes  
garanties et sûretés réelles pour l'avenir, avouer Monsieur  
Si ce n'est pas vouloir en effet tirer <sup>un</sup> succès bien favorable  
et avantageux de cette bataille, et étendre véritablement  
bien loin les fruits de la victoire: Si ce n'est pas vouloir,  
qu'elle triomphe non seulement de grandes armées,  
qui estoient encore sur pied et toutes entières, ou plutôt  
des forces et de l'autorité de l'Empereur et de ses Alliez  
dans l'Allemagne, mais encore de son devoir et de sa  
bonne foy, et de celle de Monsieur l'Electeur Palatin  
en particulier, et en un mot de toute la gloire, dignité



et sécurité de l'Empire en général. Vous semble-t-il, Monsieur  
que dans l'état, où étoient pour lors les choses dans l'Allemagne  
où la France les avoit portées, et où Elle avoit réduit Monsieur  
l'Electeur Palatin en particulier; dans la situation dailleur  
des affaires au dehors, et les liaisons inséparables, qui s'en  
estoit faites avec celles de l'Empire, c'estoit apporter  
grandes facilités à la paix du costé de la France, et donner  
un illustre exemple d'une moderation toute extraordinaire  
par des propositions aussi plausibles et aussi rebattues! Je  
celles la pourtant, que la Declaration insinue <sup>encore</sup> ~~dans~~  
c'est endroit, quand elle marque de donner la paix aux  
mêmes conditions, qu'elle avoit déjà proposée, et moyennant  
lesquelles elle offre en échange de renvoyer les places occupées  
dans l'Empire par ses armes, et retirer ses troupes hors  
Estats de Monsieur l'Electeur Palatin. Après quoy, Monsieur  
vous n'aurez qu'à faire la balance des demandes et des  
offres, pour toucher la chose au doigt. Comme si après  
le succès de cette bataille de Linzheim, il n'estoit point  
question de dédommagement, de satisfaction, d'indemnité  
portée par les Traitez de Westphalie, et jugée même  
raisonnable par un Roy Allié de la France et garant  
desd. Traitez; plus question des griefs plus grands, que  
la France en avoit depuis redoublés; des réparations  
que tout l'Empire en avoit résolu; et des mesmes  
qu'il en avoit déjà pris, et continuoit d'en prendre  
avec son chef. Comme si le rappel des troupes  
France hors de l'Empire, et la restitution de ce



ses armes y avoient occupé, y remettent les choses au même état,  
 qu'elles les avoient trouvées. comme si cette restitution r'ac-  
 quittoit au moment même, des pillages, des incendies, des violences;  
 si elle redressoit les Murailles demantelées, les Temples détruits,  
 rebâtissoit les Villes, les Bourgs et les Villages brûlés: et si  
 en fin, elle avoit la vertu de ces Enchantemens de la Fable,  
 qui convertissent dans un instant des lieux pleins d'horreur  
 et d'effroy, en des Palais délicieux, et en des Campagnes riantes,  
 et fertiles. comme si d'ailleurs encore la France avoit laissé  
 au pouvoir de Monsieur l'Electeur Palatin, de prendre  
 des mesures si opposées à son devoir, à sa foy, à sa conservation  
 et à ses intérêts, que d'entendre aujourd'huy à un accommodement  
 particulier avec elle. comme si la condition de demeurer  
neutre, qu'elle en exige, fust un parti, qui pourveust  
 suffisamment au passé, au present, et à l'avenir, à son  
 egard; sur tout après la belle experiance, qu'il venoit  
 d'en faire; ou que <sup>la condition</sup> ~~celle~~ de vouloir rentrer dans les bonnes  
graces du Roy Tres Chretien, fust encore de son choix.  
 En verité, Monsieur, je suis persuadé, qu'il a toujours  
 eu des égards particuliers pour les bonnes graces d'un si  
 grand Roy; qu'il s'est efforcé de le faire paroître en toutes  
 occasions, et encore après récentes; qu'il les a ménagées  
 avec tout le soin possible, mêmes depuis les premiers  
 traitemens assez rudes et facheux de la France; qu'il  
 a plaint son malheur, qui les luy a fait perdre, au  
 plus fort qu'il s'en tenoit le plus assuré; et que  
 sans ce qu'il doit aux considerations susdites de sa



naissance, de son devoir et de son honneur, il n'est rien  
au monde, qu'il n'eust fait, et ne fust encore pour y rentrer.  
Mais il croit en même temps, je m'assure, ce même Monarque  
trop généreux et trop équitable, pour exiger de luy, qu'il  
sacrifie de la sorte tout ce qu'il doit à des obligations aussi  
indispensables; et qu'il se mette en devoir de les racheter  
à un prix, qu'il le rendroit, à son avis, indigne d'y avoir  
part à présent, et à l'avenir.

XIV  
Un autre succès  
de la France  
à repousser  
l'Empereur  
au delà du  
Rhin.

MAIS la Déclaration poursuit sa pointe, et le récit  
de la modération et des avantages de la France: (c'est  
que Sa Ma.<sup>te</sup> fit après un si grand avantage, et  
veut bien le faire encore aujourd'hui, lors que de  
armes par une action non moins heureuse et  
considérable, après avoir repoussé le Rhin une seconde  
fois sous le commandement du Viconte de Turcin  
viennent de pousser les ennemis au delà du Neckar  
et les ont obligés d'aller chercher une retraite  
au delà du Main. Voilà, Monsieur, comment  
la modération de la France s'augmente par degré, et  
ses triomphes et ses avantages. Vous jureriez cependant  
je m'assure, que la Hollande en fit une expérience  
après, opposée, il y a deux ans, et que l'Allemagne  
éprouvée de mêmes après différente, dans tout le cours  
de cette guerre. Mais de grace, ne croiriez vous  
pas encore, qu'il fust icy question d'un gain  
d'une bataille, qui fust décisif pour tout le parti, et  
les ennemis de la France eussent esté entièrement  
défaits.



deffait, sans ressource mêmes et sans aparence de se re-  
 mettre! Cependant vous saven à quoy se reduit ce nouveau  
 bonheur et ce grand succès des armes de la Tirane, cette  
 action, en un mot si heureuse et si considerable, arrivée  
 par la conduite et sous le commandement du Vicomte de  
Turcine. C'est que ce Général, qui estoit déjà le double  
 plus fort dans le Palatinat que les Imperiaux, dont il n'y  
 avoit qu'un corps de cavalerie en campagne, reçut  
 encore un renfort considerable de  $\frac{m}{5}$  à  $\frac{m}{6}$  hommes du côté  
 d'Alsace et de Trêves. Que se trouvant fortifié de ce  
 nombre, et sachant celui des ennemis si fort inégal  
 et peu en état de luy tenir teste, il se resolt d'aller  
 à eux, c'est à dire d'aller attaquer un corps de  $\frac{m}{6}$  à  $\frac{m}{7}$   
 chevaux avec une armée de  $\frac{m}{20}$  hommes, et bien  
 pourvue tant d'infanterie que de cavalerie. Que  
 les Imperiaux ayant eu avis de cette marche et de  
 ses forces, et voyant la temerité qu'il y avoit à les  
 attendre, ou les inconveniens à faire subsister un corps  
 de cavalerie dans les places fermées d'un pays ravagé,  
 après avoir laissé et distribué le peu d'infanterie  
 pour la deffense des places voisines de Franckental,  
 Mannheim ou Heidelberg, repassent le Rhéin, et se  
 retirent par le Bergstrad vers le Main, pour y attendre  
 et joindre le secours et sur tout d'infanterie, qui  
 leur devoit venir de plusieurs endroits, et pour  
 retourner en suite aux ennemis avec des armes  
 plus égales. Il n'y avoit pas d'autre parti à prendre,



et il y a aparence que Monsieur de Turenne, qui connoist  
si bien les précautions de la guerre et donne si peu au has-  
ard, rien d'invincible. Cette retraite même des Impériaux  
devant une armée plus forte des deux tiers, eût encore  
eu si bon ordre et avec si peu de confusion, que ceux des  
ennemis les plus prompts et les plus échauffés, qui les  
voulurent poursuivre, s'en trouverent mal, et que le  
Colonel Dunerath, qui étoit resté en guerre pour ce  
sujet, les repoussa avec beaucoup de vigueur et de con-  
duite, sans laisser prendre sur luy le moindre avantage  
et au contraire en faisant repentir et rester sur la  
poussière les plus avancés. Remarquer vous maintenant  
Monsieur, en quoy consiste la valeur et la bonne fortune  
de cette action si heureuse et si considérable des armées  
de France, commandées par le Vicomte de Turenne.  
Et ce le bonheur d'avoir repassé le Rhin, où personne  
n'en disputoit le passage! Et ce d'estre allé aux en-  
nemis, faisant un corps de  $\frac{m}{6}$  à  $\frac{m}{7}$  chevaux avec une  
armée de  $\frac{m}{20}$  hommes tant infanterie, que de cavalerie.  
La résolution en est elle, à votre avis, bien hardie  
ou fort hasardeuse! En sorte que quand même elle  
auroit remporté un avantage considérable sur eux  
et en auroit défaits la meilleure partie, ne seroit  
ce pas ce semble un bonheur, ou une action, à n'en  
tirer pas grande vanité! Et c'est à cause, que ce  
corps de cavalerie ne crût pas à propos de se  
renfermer en des places, où il auroit eu de depe-  
ndre à subir



à subsister, et trouva plus à propos de le mettre  
 au large, et d'y attendre les renforts, qui lui devoient  
 venir d'un costé et d'autre, trouver vous qu'il eust un  
 grand tort; qu'il ne sceust pas son métier; ou que la  
 France y aist un grand avantage! A vostre avis, y a-t-il  
 en tout cela un gain considérable du costé de la France,  
 un succès fort heureux et surprenant de ses ennemis,  
 et une action fort héroïque du Général, qui les commande?  
 Sur tout, si vous prenez la peine de considérer, que ces  
 mêmes ennemis, non seulement sont retournés depuis  
 en deça du Main, mais encore ont bien voulu s'expatrier  
 avec les secours, qui les ont joints, de ~~repasser~~ même  
 le Rhin, pour aller donner la chasse à Monsieur de  
 Turcine. La suite apprendra, quel en sera le succès,  
 et si ce Général trouvera à propos de les attendre,  
 de se battre, ou de se retirer. Et en cas qu'il prenne  
 le dernier parti, comme on commence à le croire, quoy  
 que l'inégalité des forces présentes de part et d'autre  
 ne soit pas encore de la nature de celle, ou elle estoit  
 un cas, dont nous venons de parler, j'ose bien pourtant  
 vous assurer par avance, que l'on n'en fera point tant  
 de bruit et de trophée du costé des confédérés, et que  
 l'on ne s'avisera point d'en tirer les conséquences,  
 que vous lisez en la Déclaration présente. A quoy  
 on peut joindre, si la convocation nouvelle du Ban et  
 de l'arrière ban, le deuil dans les Provinces et dans  
 les familles, pendant les jours de joye, qu'on faisoit



102.  
à Paris; la confession ingénue exprimée en plusieurs  
lettres venues de la Cour de France, que l'Etat est  
en peril, sont à votre avis des suites d'une victoire  
considérable, et d'un succès bien avantageux.

CEPENDANT la Declaration n'en demeure pas

XV  
Continuation  
de la Moderation  
de la France  
au milieu  
de sa  
victoire  
et de ses  
affaires

et en voicy encore de nouvelles reflexions. Bien  
que ses troupes victorieuses, dit elle, se trouvent  
aujourd'huy maîtresses de la plus grande par  
tie du Palatinat, et quelque juste que peu  
estre le repentiment de sa Majesté contre  
Monsieur l'Electeur Palatin, la Maj.<sup>te</sup> ve  
bien encore témoigner par ce Memoire, qu'elle  
a voulu rendre public, qu'elle ne demande  
de ce Prince, qu'un engagement seur et sinc  
de vivre avec elle dans une veritable neutralité  
et de renoncer aux Traitez, et aux ligués, dans  
quelles il est entré pour luy faire la guerre  
aux conditions si équitables, elle est prête de  
retirer les troupes de son pays, et de luy en lais  
ser la jouissance libre et paisible. En fin, Monsieur  
nous voila conduits insensiblement, comme vous  
venez d'attendre, à l'unique but de cette Declaration.  
Tout ce qui a précédé jusques icy ~~immédiatement~~  
~~immédiatement~~ n'y servoit que d'acheminement,  
de préface et d'insinuation. Et il est question  
seulement, afin que vous le sachiez, que le public soit  
pleinement informé par ce Memoire, de toutes les  
avant



avances faites jadis icy par la France, au plus  
 fort de ses victoires et de ses avantages, pour faire ren-  
 dre Monsieur l'Electeur Palatin en son devoir, et  
 pour le laisser libre et paisible possesseur de ses Estats.  
 N'est-il point fort apres cela de n'y pas donner  
 les mains, et de n'accepter à bras ouvert des conditions  
 si equitables, un parti en un mot si honneste, si lau-  
 sible, et si avantageux? C'est de quoy, Messieurs, je veux  
 bien me rapporter à votre jugement, apres tout ce qui  
 a déjà esté dit et representé jadis icy sur ce chapitre.  
 Aussi pour le mieux comprendre, il n'y a qu'à mettre  
<sup>encore</sup> ~~encore~~ en balance, ce que la France demande icy  
 d'un costé de ce Prince, et ce qu'elle offre de l'autre.  
 Ce qu'elle demande, se réduit seulement à vouloir,  
 qu'il renonce de bonne foy à la protection de l'Empire  
 et de son frere, aux resolutions et aux mesures prises  
 par l'un et par l'autre, pour luy en faire ressentir  
 les effets en cette cruelle oppression, que la France  
 vient et continue de luy faire souffrir, <sup>qu'il renonce</sup> à l'intérêt  
 qui luy est en cela commun, avec tant d'autres Estats  
 de l'Empire, languissant sous la même oppression, et  
 nommément l'un de ses collegues Monsieur l'Electeur  
 de Treves, dont la fermeté et le zele pour la patrie  
 ne sauroient estre assez louer ny assez reconnus;  
 aux dedommagements et reparations, qu'il auroit  
 à pretendre de la ruine et desolation si cruelle de  
 ses Estats, par ces mêmes armes, aux suretés reelles



pour l'avenir, dont il n'a pas moins besoin; et en s'obligeant  
 en fin à un engagement de sa part deux et sincère, de  
 vivre avec Elle dans une véritable Neutralité, quel  
 dommageable quelle luy aïst esté par le passé, et que  
 quelle luy puisse encore coûter cy après. Se que la  
 France luy offre en échange par cette Déclaration  
 c'est que sa Maj<sup>te</sup> comme vous venez d'entendre, se  
 cessera le juste ressentiment qu'elle peut avoir  
 contre luy; retirera ses troupes de ses Estats, et luy  
 en laissera la jouissance libre et paisible. En vérité  
 Monsieur, le parti, comme j'ay dit, n'est il pas fort ho-  
 nesté, et Monsieur l'Electeur Palatin, à votre en-  
 ny trouveroit il pas bien son compte, son honneur  
 et sa sécurité? Ne seroit il pas bien racquitté de  
 toutes ses pertes, endurées uniquement, pour n'avoir  
 ployé aveuglément à tout ce qu'on vouloit de luy  
 pour ne s'estre pû résoudre à vivre en esclave d'une  
 puissance étrangère et impérieuse, ny se contenter  
 de l'empire ou de son chef? Et ne prendroit il pas  
 bien son temps de le faire à présent, qu'il y a par  
 la grace de Dieu quelques troupes et quelques  
 Chefs de considération en campagne, pour se re-  
 guermer. Ne seroit il pas avec ses sujets bien à  
 couvert, sous l'ombre de cette véritable neutralité  
 contre les raisons de guerre, les précautions, les  
 prévoyances, les passages, les exactions, les logemens  
 contre les exécutions d'un commandant de Philipsbourg



ou les ordres fort précis d'un M<sup>r</sup> de la Grange, et d'un  
M<sup>r</sup> de la Goupillière. Et la jouissance libre et paisible  
de son pays luy pouvoit elle estre offerte par une  
grâce spéciale, dans un temps et des circonstances,  
où il eust plus de sujet de s'en louer et de s'en contenter!  
Il a voit crû je m'assûre, jusques icy, que cette jouissance  
libre et paisible de son pays luy appartenoit en  
vertu du Traicté de Munster, et ne savoit pas encore,  
qu'elle devoit dépendre du bon plaisir de la France,  
et que c'estoit à elle de l'en priver, de la limiter, ou  
de la luy laisser, comme elle le trouveroit bon. Que  
c'est sans doute en vertu de ce nouveau droit, qu'il doit  
prendre en patience la dévotion cruelle de ce même  
pays, causée par les armes impitoyables de la France,  
et les ordres rigoureux de son Général; l'incendie de plus  
de 30 villes, bourgs et villages réduits en cendres; la  
ruine et l'oppression totale mise en pratique de ses  
sujets, par les contributions intolérables, et les exécutions  
encore plus cruelles, dont on les fait suivre. Mais à la  
bonne heure, que ces mêmes armes et ces troupes si  
victorieuses ne sont pas encore maîtresses, comme porte  
la Déclaration, de la plus grande partie du Palatinat;  
qu'elles n'ont fait qu'en désoler le plat pays et les  
lieux ouverts, où elles ont pû atteindre; qu'elles n'ont  
pas osé toucher jusques icy à la moindre de ses places  
fortes, bien que la retraite des frondeurs et le retard  
des secours leur eust laissé le temps libre assez long temps



et du loisir de rester à tenter quelque plus noble  
 entreprise, et d'un succès et événement plus glorieux  
 et avantageux en effet, qu'à celui, auquel elles se sont  
 occupées, jusqu'à cette heure. Il y a bien même, d'espérer  
 de la bonté divine, que le temps, où doit finir cette cruelle  
 oppression, approche; que les armes de la France, bien  
 de servir maîtresses de la plus grande partie du Palatinat,  
 n'y retiendront plus un pouce de terre; qu'elles ne re-  
 porteront même, autre fruit de cette expédition si con-  
 sidérable et si heureuse, que le succès favorable. D'au-  
 tre part, par tout de l'horreur de leur conduite, porte  
 au comble et les véritables griefs de l'Empire, et les  
justes ressentiments qu'il en a; et fait avancer en  
 des forces suffisantes de sa part et de celle de son  
 Chef, pour en tirer raison. Il justifiera si, selon  
 le dire de l'Orateur François, les armées de la France  
 qui ont pénétré dans le cœur de l'Allemagne, y  
 tiennent en effet, tous les Princes dans la volonté  
 de suivre ses victoires, ou dans l'impuissance de les  
 traverser. Et en un mot, on peut se promettre,  
 semble, qu'il y aura bien encore de rendre à ce Prince  
 et à ses Descendants, la jouissance de son pays plus  
 libre en effet et plus paisible, que la Neutralité  
 dernière avec la France, et la guerre ouverte  
 qu'elle lui a fait ensuite, ne lui a fait connaître  
 et ressentir jusqu'à icy.

XVI.  
 De la

MAIS ce n'est pas seulement le public en général  
 à



4  
127.  
Déclaration à qui la France prétend rendre compte de ses inten-  
tions par la présente Déclaration. C'est en particulier  
au Comte Tott un Roy lié, comme il est dit dans la suite, par une parenté  
si étroite à Monsieur l'Electeur Palatin, en consi-  
deration de qui elle a fait, et son Ambassadeur et  
Plénipotentiaire à la Cour de France, employé jusques  
icy à la négociation de paix, à qui on l'adresse pour ce  
sujet, et pour en rendre témoignage là, où il appartiendra.  
|| Sa Maj.<sup>te</sup> diton, a voulu mêmes pour mieux  
|| faire connoître la justice de ses intentions  
|| par tout l'Empire, et particulièrement à l'égard  
|| de Monsieur l'Electeur Palatin, que la Déclaration  
|| qu'elle en fait par le présent mémoire just remis  
|| entre les mains du Comte Tott Ambassadeur en  
|| Traord. de Suède. La France pouvoit à la verité  
s'épargner cette peine, et à l'égard de l'Empire, et à l'égard  
même de la Couronne de Monsieur l'Electeur Pa-  
latin, et à l'égard même de la Couronne de Suède,  
et de son Ambassadeur, si Elle n'avoit rien d'autre  
à leur dire, que ce qui est porté par la Déclaration  
présente. La justice de ses intentions s'y étoit  
déjà connue par tant de déclarations précédentes  
et assez publiques, qu'elle en avoit fait Elle même,  
on fait faire depuis quelques temps par ses Ministres  
au dedans et au dehors de l'Empire, et qui si<sup>au</sup> lieu de  
produire l'effet qu'elle en desiroit, n'avoit pu que  
les éclaircir de plus en plus du peu de dispositions



qu'elle avoit à les satisfaire et à les appaiser. Il  
sembloit même, que depuis toutes les inhumanités  
que ses armées avoient trouvées à propos de redoubler, et  
qu'elles continuoient au même temps de la publication  
de ce Mémoire, et dans le pays et Ville de Turenne, et  
particulièrement dans le pauvre Palatinat, c'estoit  
un contre temps fâcheux, que de n'alléguer au milieu  
de ces traitemens et de ces inhumanités, que la justice  
de ses intentions pour le repos de l'Empire et de ces Provinces.  
Que ce n'estoit autre chose, que d'ajouter ouverte-  
ment l'insulte et le mépris à la violence et à la cruauté.  
Que c'estoit une conduite à peu près égale à celle  
de ces Maîtres du Monde, remarquée par un Auteur  
fort éclairé de leurs maximes; à savoir un trait de la  
Politique Romaine, que de paroître vouloir faire  
du bien à des gens mal avisés, en même temps, que  
l'imprudence d'autrui, ils étendent et augmentent  
leur Empire. On pouvoit juger de mêmes, que cette  
précaution de remettre le présent Mémoire entre  
les mains de Monsieur le Comte Tott, Ambassadeur Extraordinaire  
de Suède, estoit peu nécessaire et assez hors de  
Saison. Que c'estoit en effet faire peu d'avance  
pour la paix publique, et pour le succès de la  
Médiation de cette Couronne, qui y travailloit  
et témoigner peu de compte en particulier  
de son zèle de ce Ministre, pour un si salutaire  
ouvrage, que de n'avoir rien à luy remettre  
entre les mains, qu'un Mémoire aussi dépourvu  
d'expédient



4  
d'expédients plausibles et raisonnables, et que des Dé-  
clarations si souvent rebattues et si souvent rejetées,  
lors mêmes que l'occasion pouvoit estre plus favorable,  
à les faire écouter.

XVII

ON ne s'en rebatte pas pour tout cela, et la Déclaration  
continue d'aller à son but, et finit par là le present  
même sujet. Elle lui est d'autant plus capable  
de rendre témoignage des dispositions si  
favorables de sa Maj.<sup>te</sup> pour le repos de l'Im-  
pire et des sentimens, qu'elle conserve pour  
un Prince, qui est lié par une parenté si  
étroite au Roy de Suède, avec plus de zèle  
à la négociation de la paix d'ind une Assen-  
blée, qui auroit pû la donner à toute l'Europe,  
si elle n'avoit esté rompue par une violence  
odieuse, et qui a blessé également le droit des  
gens et la foy publique. Comme il a plu à la  
providence divine de retirer à soy ce Ministre il-  
lustre, dont il est icy parlé, peu de jours après la publi-  
cation, ou la remise entre ses mains de la présente  
Déclaration, on ne peut pas dire icy précisément le  
témoignage, qu'il luy a rendu. Mais on sait en effet,  
qu'il ne pouvoit qu'estre pleinement informé des  
dispositions et des sentimens de la France pour  
l'Empire en général, et pour Monsieur l'Electeur  
Palatin en particulier. Ses négociations en France,  
pour procurer le repos public, et faire cesser ces



410.  
troubles, qu'elle avoit exciter dans l'Empire, et  
la première part qu'il avoit en la dessus en suite  
en la Médiation du Roy son maître, ne pouvoit que  
avoir suffisamment éclairci. On sait aussi de ceux  
qui l'ont prattiqué durant ces Traictés de Cologne,  
le peu d'approbation qu'il a toujours donnée à toute  
la conduite tenue par la France dans l'Empire  
et en particulier envers Monsieur l'Electeur Palatin  
combien de fois il en a fait avec Messieurs ses Collegues  
des remonstrances et des plaintes sérieuses aux Am-  
bassadeurs de France, ce qu'il leur a représenté  
le chapitre de l'invasion de l'Archevesché de Trêves,  
des Villes d'Alsace, des traitemens faits au Palatin  
combien il desaprouva les contributions exigées du  
païs de Deux ponts, comme d'une dépendance de la  
Lorraine, et qui dureroient encore infailliblement  
ainsi que j'ay touché cy dessus, sans les soins parti-  
culiers qu'il prit de représenter le puissant in-  
terest du Roy son maître en faveur d'un Prince  
de sa Maison, et d'une parenté si étroite avec  
luy. combien il condamna de mêmes la prise  
et detention de Monsieur le Comte de Nassau  
Sarbruck, et avec quel zèle et empressement  
il s'employa pour la delivrance d'un Seigneur  
de cette qualité, et d'un filleul du grand Gustave  
que l'on donna mêmes parole de vouloir relâcher  
à ses instances, et dont on ne laissa pas de suspendre  
l'effet



4  
l'effet après la parole donnée; et là dessus quels  
furent les justes ressentiments, qu'il en eust. Sont cela  
à votre avis, des témoignages authentiques et capables  
qu'il a rendus aux dispositions de la France pour le  
repos de l'Empire en général, et celui de divers  
de ses Princes et Etats en particulier. Et qui sont  
néanmoins d'autant plus dignes de considération,  
que ce Ministre d'ailleurs avoit beaucoup de part  
dans la confiance de la France, dans les négociations  
passées ou présentes entre ces deux Couronnes, et  
qu'il en avoit toujours esté ménagé avec soin  
et avec application. Mais cependant ceux qui l'ont  
connu et pratiqué plus familièrement, savent,  
et doivent ce témoignage à sa mémoire que quelque  
penchant naturel, qu'il eust pour les intérêts de la  
France, et pour entretenir les anciennes liaisons  
de sa Nation avec Elle, il en avoit encore un plus  
grand pour la justice et pour la raison, et n'avoit  
dans l'ame que des sentimens nobles et généreux.  
En sorte qu'il y a peu d'apparence, qu'il eust renoncé à cette  
conduite et à ces sentimens naturels, pour entrer  
ainsi aveuglément en ceux de la France, et pour  
croire que l'Empire en général, ou Monsieur l'Elec-  
teur Palatin en particulier, pussent trouver  
leur compte en cette déclaration. D'autant plus,  
qu'il pouvoit moins ignorer, quels estoient là dessus  
les sentimens de la Couronne, dont il estoit un illustre



144.  
membre; de quelle manière Elle s'en estoit expliquée  
en ses Déclarations dernières, données aux Ministres  
de l'Empereur et de la France; les ordres précis, qu'il  
en avoit reçeu auparavant avec Messieurs ses Col-  
legues, de solliciter des satisfactions convenables en  
faveur de cet Electeur; et qu'il savoit en fin par les  
informations, qu'il en avoit reçeu de temps en temps  
à Cologne, la justice et le nombre des griefs de ce Prince  
et ce qui avoit suivi pour les redoubler. Cependant il  
ne trouvoit rien dans la Déclaration présente de  
France, des conditions supdites que le Roy son Maître  
avoit mises dans les siennes; rien des satisfactions,  
qu'elles avoient trouvé justes, et portées par les  
Traitez de Westphalie; rien du desistement, et au  
contraire la continuation plus sensible de préven-  
tours par des violences et des exécutions, present  
des dangers incertains et imaginaires, sur laquelle  
conduite l'ad. Couronne s'estoit assez expliquée  
du témoignage qu'on luy rendoit. Aussi quel témoi-  
nage après cela pouvoit il rendre ce Ministre  
illustre à la Déclaration présente, qui fust favo-  
rable à la France, et que les effets en ce cas la  
les déclarations supdites de son Roy, et les procédures  
suivantes, n'eussent contredit assez ouvertement  
quelle apparence aussi, Monsieur, de se flatter  
qu'une Couronne, qui a tant contribué au rep-  
passé et à la liberté de l'Allemagne; qui  
témoigne



211  
témoigné jusqu'icy tant de zèle pour le maintien  
des Traitez de Westphalie; qui a eu tant de part à la  
restitution de Monsieur l'Electeur; qui a continué de  
s'intéresser en toutes occasions en sa conservation; qui a  
non seulement veu avec regret les violences et les pertes,  
que la France luy a fait souffrir, mais chargé, comme  
je viens de dire, bien expressément ses Ministres d'en procu-  
rer des satisfactions convenables, se laissant amuser par  
une pareille Déclaration, si dépourvue, soit de raisons  
pour justifier la conduite de la France envers l'Empire  
et ses Estats oppressez, soit d'expédiens, pour la reparer.  
Que la même Couronne voulust embrasser la querelle  
de la France, après l'avoir refusé, lors que cette même  
querelle paroissoit encore étrangere, ou n'intéressoit  
pas si avant l'Allemagne, comme elle a fait depuis.  
Qu'après les résolutions dernières, prises par tout l'Em-  
pire, les forces qu'il a mis et qu'il met sur pied pour  
les exécuter, Elle voulust se détacher de cét auguste  
Corps, dont Elle fait même un membre considérable,  
pour contribuer que la France continuast à le dé-  
chirer et à luy insulter, comme Elle a fait depuis  
quelque temps, et qu'elle fait encore aujourd'huy.  
Que ce jeune Roy, ou ce Héros naissant, voulust  
donner le premier essor à son courage martial,  
et commencer ses premières campagnes, non seule-  
ment par l'abandon d'un Prince de son sang,  
et qui a l'honneur d'estre le Chef de la maison,



249.  
dont il est sorti, mais par des armes sociales, avec  
une puissance, qui vient de troubler le repos de  
l'Europe par la guerre, qu'elle y a excitée; celui de  
l'Empire, par la violence de ses armes, qu'elle y a rendu  
effectivement odieux; et en particulier la tranquillité  
des Etats du Prince suédois, par le feu et par le sang,  
que ces mêmes armes y viennent de porter. Non, M  
sieur, quelque bruit, que la France publie à des-  
sein de cette jonction prochaine; quelque industrie,  
quelque effort, qu'elle emploie pour la procurer  
en effet; quelque appareil même, qu'on commence  
à voir vers la Mer Baltique, ceux qui connoissent  
la générosité naturelle de ce Roy, la prudence  
consommée de ses Ministres, et les véritables  
intérêts de cette Couronne, ne peuvent croire  
qu'elle veuille de médiatrice se rendre Partis-  
sante contre l'Empire, et tourner ses armes et son zèle  
qu'elle a appliqué jusqu'ici à la négociation  
de la paix, à une rupture et à une séparation  
d'avec ledit Empire. On le croit même d'autant  
moins, que quelque ombrage qu'on lui vueille  
donner, ou des forces, ou des devoirs, ou des liaisons  
de l'Empereur et de ses Alliés; des suites qu'elle  
pourroient avoir à dépouiller avec le temps la  
Couronne, de ce qu'elle possède dans l'Empire.  
Elle ne peut manquer de reconnaître et de savoir  
que ces forces et ces liaisons n'ont pour base, qu'elle



le repos effectif, la sûreté, et la liberté de l'Allemagne; que la maintien des Traités de Westphalie, dans toute leur force, à l'égard de ceux qui n'y ont point contrevenu; et en fin que de repousser les insultes et les armes étrangères de la France, qui viennent d'opprimer l'Empire <sup>en</sup> tant de sortes. Qu'elle voit mêmes clairement aujourd'hui, que les forces de l'Empereur dans l'Allemagne, dont on voudroit luy donner tant de jalousie et de défiance, sont balancées par d'autres beaucoup plus grandes du même Empire, qui s'y trouvent presentement sur pied, et conduites par des Princes, dont les sentimens équitables et généreux luy sont assez connus, et qui ne sauroient estre soupçonnés de desseins contraires à la liberté, aux interets, et au repos de l'Empire, ou mêmes de la Couronne de suède en particulier si elle ne change la première de conduite à leur égard. Qu'ainsi cet épouventail, dont la France a voulu allarmer premièrement l'Empire en général, puis plusieurs de ses Princes, et ensuite lad. Couronne; que ses Ministres ont mis en avant plusieurs fois dans les cours d'Allemagne, comme un phantôme propre à émouvoir les plus crédules, s'évanouït maintenant et se dissipe heureusement de luy mêmes, ainsi qu'une ombre chimerique et sans corps.

Vous faites sans doute, Monsieur, le même jugement de la clause, par où finit la Déclaration, et des préjuger



240.  
qu'elle y vaudroit donner, d'un costé du succès, favorable  
et prochain de l'Assemblée dernière pour le Traiter  
de paix, et de l'autre de la violence odieuse, qui en avoit  
procure la rupture. Vous n'attendez pas maintenant,  
que sur le point de finir de mon costé ces Remarques,  
je commence icy un narré de tout ce qui s'est passé  
dans le cours de la négociation de cette illustre Assemblée  
pour vous faire toucher au doigt les facilités, que la  
France y a apportées à la paix, et l'esperance prochaine  
où elle l'avoit reduite, sans ce fâcheux accident, qui  
à son dire, en vient traverser le succès, si mal à propos.  
Le public n'est déjà que trop instruit, et vous avec luy  
qui est le parti, <sup>qui y a</sup> ~~qui~~ <sup>premièrement</sup> ~~amuse~~ <sup>amuse</sup> long temps  
la négociation susdite, par des propositions peu plau-  
sibles, ou acceptables par le parti contraire, qui l'a  
suspendue en suite plusieurs mois, par le refus opini-  
et qui n'a pû être levé jusqu'icy, d'y comprendre un  
Allié de la considération de Monsieur le Duc de Savoie  
et un interest qui touchoit de si près, et si avant les  
parties traitantes avec la France. Et en fin, qui est  
le parti, qui ~~en~~ a fait la dissolution et la rupture  
de cette Assemblée, sur un sujet qui ne la regardoit pas en premier lieu  
et encore contre les avis et les instances des Médiateurs  
et les sentimens de ses Alliez. N'en est ce pas assez  
pour éclaircir des intentions et des démarches de la  
France faites pour la paix, ou plutôt des obstacles  
invincibles, qu'elle y a mis jusqu'icy, pour ne laisser  
plus aucun scrupule sur ce sujet? Qui ne sait  
encore

celle même  
négociation,



encore, puis que ses Ministres ne s'en cacheroient pas,  
qu'après le mauvais succès de la campagne passée et  
l'exemple récent de tant de Conquistes et de Places aban-  
données par la France, elle jugeoit la conjoncture peu  
favorable à donner la paix à l'Europe, et se croyoit obligée  
par intérêt et par point d'honneur, de donner de l'occu-  
pation à plus de cent et tant de mille combattans,  
qu'elle feroit en état de mettre en campagne, et par  
cela relever sa réputation un peu déclinée; faire sur tous  
de nouvelles conquêtes dans le Pays bas Espagnol, et mettre  
l'Empereur et ses Alliés dans l'empire à la raison. Ce  
qui a suivi à l'entrée <sup>de la</sup> campagne, de l'attaque et de la con-  
quête de la Francie jointe, et de l'oppression du Palatinat,  
les triomphes, les trophées, et les exagérations des moindres  
avantages et succès, de ses armes, qu'on a pris si fort à  
tâche de faire retentir bien haut, et qu'on n'a pû dissimuler  
en cette même Déclaration, ont fait voir assez clairement  
les véritables desseins et dispositions de la France, pour le  
repos public; et combien en effet Elle étoit portée de son  
côté à le donner à l'Europe, par une prompte et heureuse  
conclusion de l'Assemblée de Cologne. Aussi le prétexte,  
qu'elle prit pour la rompre, et par où elle finit cette  
Déclaration, sous les termes d'une violence odieuse, et  
qui auroit blessé le droit des gens et la foy publique,  
auroit paru plus spécieux et plus plausible aux yeux  
du public, si le sujet, comme j'ay dit, avoit regardé directement  
cette Couronne, et qu'elle y eust le premier et principal



119  
interest. Ou bien que ce même prétexte l'eust mis en  
droit de se détacher du sentiment de ses Alliez et sans  
aucun égard aux instances pressantes des Médiateurs,  
aux soins employer déjà tant de temps par eux à ce grand  
ouvrage, rompre brusquement cette Assemblée, d'où elle reco-  
noît néanmoins, que dépendoit le repos de l'Europe. Si elle  
n'estoit pas mêmes d'autant plus obligée à être la dernière à la  
rompre, qu'elle avoit esté la première à allumer ce grand feu  
dans l'Europe, et ainsi qu'elle devoit tascher d'éteindre à qu-  
que prix que ce fust, y alla-t-il de son sang et de sa réputation.  
Si d'ailleurs tant de procédures irrégulières de la France; tant  
violences odieuses, non seulement envers un million de par-  
ticuliers, mais envers des Princes et seigneurs non d'une  
condition libre, et sur lesquels elle n'avoit aucun droit  
imaginable de juridiction, ne la mettoient hors de tout droit  
de faire ces plaintes, et de crier, comme elle a fait et fait  
encore icy, au voleur et au meurtre, ou bien à les faire  
écouter ~~on~~ ces plaintes, <sup>en</sup> venant d'elle. Si encore tant de  
procédures odieuses et récentes, tenues par elle au préjudice  
de la Neutralité avec plusieurs Estats de l'Empire; des  
exécution violentes et des lieux, où elle n'avoit aucun droit  
imaginable, luy laissoient aucun <sup>sujet</sup> ~~lieu~~ de se plaindre au  
d'aucun avec quelque justice, de la Neutralité d'une ville  
l'Empire violée à son égard. Au reste, après tout ce qui  
esté représenté et publié depuis, sur le sujet de cette  
action (désignée icy par une violence odieuse) du costé  
du Souverain, qui l'avoit ordonnée, et des raisons, qu'il  
a crû d'en avoir, ce n'est pas à moy, ny du sujet présent  
d'en faire icy l'Apologie. Il me doit suffire, que vous  
reconnoissiez



aujourd'hui.

reconnoissiez avec moy, que la Déclaration est mal  
fondée c'en faire icy tant de bruit, et d'y fonder sans raison  
et sans sujet la continuation des troubles, qu'elle a excités,  
ou dans l'Empire, ou au dehors, et qu'elle y entretient encore  
Voilà, Monsieur, tout ce que j'avois à vous dire, sur le  
contenu de cette même Déclaration, et les réflexions, que  
je n'avois pû manquer d'y faire, comme je vous avois promis  
en la lisant. Je suis persuadé, que vous en aurez fait à  
peu près les mêmes; et qu'ainsi j'aurois pû m'épargner la  
peine, de vous redire vos pensées. Je suis même assuré,  
que le public, j'entends le public non partial et désinte-  
ressé, non ébloüi par l'éclat des Louys, n'en fait pas d'autres.  
Ainsi il ne me reste d'y ajouter autre chose, sinon des  
souhaits bien sincères et bien véritables, que Dieu  
vueille bénir les résolutions, qui sont prises, et les armes  
qui sont en campagne, pour procurer la paix générale,  
mais une paix sûre, équitable, et de durée, et sur  
tout celle, pour finir par où la Déclaration commence  
« concernant l'Empire, et en particulier. Monsieur  
« l'Electeur Palatin.

FIN.







716. 82

de Trarung  
Lettre du Roy au Marquis de Bethune Du 10 Mars 1684

Monsieur le Marquis de Bethune. La copie, que je vous ay envoyée du Traitté signé entre l'Empereur et l'Electeur Palatin le 14 janvier, par lequel cet Electeur s'engageoit à me declarer la guerre, et à mettre Ghermersheim entre les mains de l'Empereur, vous mettra en estat de justifier à ce Prince les raisons, qui m'ont obligé à m'asseurer de cette place, lors qu'elle devoit servir pour faire tomber Philipsbourg en la puissance de mes ennemis. Je dessein qu'il n'avoit pu prendre, sans contravenir manifestement au Traitté de Munster, et dont, je m'assure, qu'il ne disconvient pas, après que vous aurez pu luy en faire voir le Traitté, m'a obligé par une juste prévoyance, à prévenir le mal, qui m'en pouvoit arriver. J'ay tenté en vous envoyant vers ce Prince, de le retourner d'une resolution si contraire à ce qu'il doit à mon amitié; j'aurois désiré, qu'en prenant des mesures plus conformes à nostre alliance, il m'eust mis en estat d'oublier celles que je sçavois qu'il avoit prises avec l'Empereur; et j'aurois veu encore avec joye, qu'en demeurant dans l'esprit des Traittés de Westphalie, il ne m'eust point obligé à m'asseurer d'un Port dans son Pais, pour me conserver une Place, que ces mesmes Traittés m'ont acquise. En fin je vous aurois donné pouvoir, de luy marquer par des offres d'argent, que je pouvois luy estre avantageuses dans la conjoncture des affaires generales, qu'elle estoit ma consideration pour luy. Les troupes, que j'ay fait avancer vers Philipsbourg, sous le commandement des Marquis Rochefort et Laubrun, devroient regler leur conduite sur la sienne, et j'aurois esté bien aise de n'avoir besoin d'aucune autre sûreté nouvelle pour Philipsbourg, que de celle que j'aurois pu prendre en sa parole, et en son voisinage de ses Etats.



11  
Mais depuis qu'ayant évité durant quelques jours de vous voir  
il a envoyé la Ratification de son Traité à Vienne, et qu'il n'a  
que trop fait paroître dans l'audiance, qu'il vous a donné  
combien il étoit éloigné des sentiments, que je devois attendre  
de luy; La prudence et la justice m'ont également porté à  
partir, que je me suis obligé de prendre, et à prévenir par la  
garnison, que j'ay mise dans Ghermersheim, celle de l'Empereur  
qui y seroit entrée peu de jours après.

Tout l'Empire, qui m'est garant de la conservation de Philips  
approuvera sans doute, que j'aye pourveu en cette sorte à la  
sécurité de cette place. La connoissance, qui va être publique  
de toute l'Allemagne, de l'engagement que l'Electeur Palatin a  
pris avec l'Empereur par un Traité signé et Ratifié, de me  
déclarer la guerre, y justifiera assez une précaution si  
gitime, et il n'y aura point sans doute de juge équitable, qui  
ne trouve que j'ay pû ôter des mains d'un Prince, qui se  
déclaroit mon ennemi, les armes dont il se préparoit de me nuire.  
Mais parce que la tranquillité de l'Empire ne m'est pas  
moins chère, que mes propres intérêts, que je vois toujours  
avec douleur ou avec plaisir, ce qui est capable de la troubler  
ou de la rétablir, et que je ne desire rien d'avantage que  
de maintenir dans toute leur force les Traités de Westphalie,  
je suis bien aise de contribuer tout ce qui est en moy, pour  
empêcher que cet accident n'apporte aucune nouvelle altercation  
au repos de l'Allemagne. Je ne puis oublier toute la peine  
que j'ay de me plaindre de la conduite de l'Electeur Palatin  
et je veux bien luy redonner mon amitié, pourveu qu'en  
renonçant aux engagements qu'il ne disconvient pas, qu'il  
a pris avec mes ennemis, il me donne lieu de prendre à l'avenir  
une confiance entière en son alliance.  
C'est dans cette vue, que je desire que vous témoigniez



722

ce Prince, que la connoissance que j'ay eue de son Traitté  
n'a point estéint les sentimens de mon affection pour luy.  
Que le besoin de veiller à la conservation de Philipsbourg m'ayant  
obligé de m'asseurer de Ghermersheim, je donne des ordres fort  
express, que la garnison qui y est entrée ne soit à aucune  
charge à son pays; que quelque sujet, que j'eusse de me  
ressentir de l'engagement qu'il a pris de me déclarer la  
guerre, je voudray bien l'oublier, aussi tost qu'il voudra renoncer  
au Traitté, qu'il a conclu avec l'Empereur; que pour le ramener  
d'un dessein si opposé, à ce que je devois me promettre de son  
amitié, ie me contenteray, qu'il se renferme dans des bornes,  
dont il n'a pû s'éloigner sans manquer aux Traittés de  
Westphalie; que je seray satisfait, lors que sans prendre  
aucun parti entre moy et mes ennemis, il demeurera dans  
la Neutralité, que j'ay droit d'attendre d'un Electeur de  
l'Empire, mais d'un principalement qui m'est si étroitement  
uni par le voisinage et par l'alliance; que sans me souvenir  
du passé, j'auray une considération particulière pour ses intérêts  
et pour ses Estats; et qu'autant, que par l'affection, que j'ay pour  
luy, je l'ay vu avec peine passer dans le parti de mes ennemis;  
autant veni-je avec plaisir, qu'il veuille reprendre sa première  
place dans le nombre de mes amis. Et parce que je veun  
luy faire connoistre et à tout l'Empire, que nul dessein  
d'étendre mes limites sur mes voisins, mais la seule  
vue d'une précaution juste et légitime, m'a porté à faire  
occuper Ghermersheim par mes armes, je veux que vous  
témoigniez à l'Electeur Palatin, que s'il entre dans ces  
sentimens, que je viens de vous marquer et s'il veut rentrer  
veritablement dans mon alliance, je voudray bien alors remettre  
cette place entre les mains d'un Prince de l'Empire, dont  
nous conviendrons. Cette seule condition, que je demanderay



76  
de luy, pour m'asseurer des paroles, qu'il me donnera, est à  
moindre sûreté, que je puisse prendre contre celles, qu'il avoit  
données à mes ennemis, et sera sans doute jugée d'autant  
plus équitable dans tout l'Empire, qu'elle y fera voir la sincé-  
rité de mes intentions, pour n'y rien conserver, au delà de ce qui  
m'est acquis par les Traités de Westphalie.

Je dois croire, que les marques nouvelles, que vous donnerez  
de ma modération, et de mon affection à ce Prince, lors que  
j'ay plus sujet d'estre mal satisfait de sa conduite, lui  
feront reprendre les sentimens, que je desire, et qu'il préférera  
l'avantage de mon amitié, et de mon alliance, aux par-  
tis si perilleux de devenir mon ennemi; et qu'il sera bien aise  
pour le bien et la conservation de ses Estats, que l'harmonie  
demeure entre les mains d'un Prince de l'Empire, pour  
gage de la confiance, que je devray prendre durant cette  
guerre à la Neutralité sincère, qu'il m'aura promise.



124  
l'obligation indispensable de porter  
dans ses Etats, par la declaration qu'il y  
rupture avec elle, et par les hostilités, q  
mença contre ses Sujets après avoir appelé  
troupes de ses ennemis, elle demeura dans le desir  
de ne perdre aucune occasion, qui pût contri  
au repos general de l'Empire, et à un accommodement  
particulier avec ledit sieur Electeur. Au milieu des succès  
si favorables de ses armes dans la bataille de Sinsheim  
la connoissance qu'elle donna aux Ministres qui la servoient  
dans l'Empire d'un événement si avantageux fut accom  
pagnée de l'ordre de s'y expliquer de nouveau de ces sen  
timens. Elle voulut qu'ils se declarassent dans les cours  
où ils se trouvoient, et par elle à toute l'Allemagne, que  
la Victoire ne changeoit rien à sa premiere moderation  
qu'elle estoit encore prête de remettre pour le bien de la  
Paix, et aux mêmes conditions, qu'elle avoit déjà proposé,  
tout ce que ses armes avoient occupé dans l'Empire depuis  
cette guerre, et de retirer ses troupes des Etats de Monsieur  
l'Electeur Palatin, toutes les fois qu'il voudroit demeu  
rer neutre, et rentrer dans les bonnes grâces de Sa Majesté.  
Ce qu'elle fist après un si grand avantage, elle veut bien le  
faire encore aujourd'hui, lors que ses armes par une action  
non moins heureuse et considerable, après avoir repassé  
le Rhin une seconde fois sous commandement du Vicomte  
Le Turcotte, viennent de pousser les ennemis au delà du Neckar,



et l'on ne peut d'aller chercher une retraite, et  
Bien que ses troupes victorieuses se trouvent au jour d'uy Maistr  
de la plus grande partie du Palatinat, et quelque juste que  
peust estre le ressentiment de Sa Majesté contre Monsieur l'Elect  
Palatin, Sa Majesté veut bien encore témoigner par ce Memoire  
qu'elle a voulu rendre public, qu'elle ne demande de ce Prince  
qu'un engagement seur et sincere de vivre avec elle dans  
une veritable Neutralité, et de renoncer aux traittez et al  
liques, dans les quelles il est entré pour luy faire la guerre.  
Aux conditions si equitables, elle est prest de retirer ses  
de son pays, et de luy en laisser la jouissance libre et pais  
Sa Majesté a voulu même pour mieux faire connoistre la p  
de ses intentions pour tout l'Empire et particulièrement  
à l'égard de Monsieur l'Electeur Palatin, que la declaration  
qu'elle en fait par le present Memoire, fust remise entre  
mains du Sr Comte Tott, Ambassadeur Extraord. de Suède.  
Elle l'a crû d'autant plus capable de rendre témoignage  
des dispositions si favorables de Sa Majesté pour le repos  
l'Empire, et des sentimens qu'elle conserve pour un Prince  
qui est lié par une parente si estroite au Roy le Sueur.  
que cet Ambassadeur a esté employé plus long temps, et  
appliqué avec plus de zele à la negotiation de la Paix  
dans une assemblée, qui auroit pû la donner à toute l'Europe  
si elle n'avoit esté rompue par une violence odieuse, et qui  
a bleffé également le droit des gens et la foy publique.  
Fait à Versailles le 13. jour de Juillet 1674.



E)

Ad<sup>e</sup>ditions  
à l'auertissement,  
pour

Le nouueau Dictionnaire  
Historique, Geographique,  
Chronologique & Philologique.

Pag. 2. sur la fin, apres ces mots:  
S'il veut bien auoir la patience de le lire.

Addit. 1.

Je pourrois dire d'abord à l'égard de l'augmentation d'un  
Second Volume du Dictionnaire de Moren, et de celle d'un  
troisième, dit le Supplément, où j'ay reconnu une grande  
partie des articles des Manuscrits qu'on m'auoit forcé d'aban-  
donner, que je suis en droit de reprendre mon bien où je le trou-  
ue; sur tout dans un état, où ayant changé comme de nature,  
et s'étant rendu commun, on ne peut m'en disputer ma part.  
Je pourrois dire de plus, que j'ay le même droit sur les Rela-  
tions de I. B. Tavernier, et sur celles de Jacob Spon, si sou-  
uent citées dans Moren et le Supplément, et que j'ay écrites  
d'un bout à l'autre à la priere de ces deux Voyageurs, dont le  
premier sur tout m'auoit mis entre les mains un véritable  
cahos, et une matiere si confuse, que j'eus bien de la peine à la  
débrouiller, et à luy donner la forme. Pen pourrois dire autant  
d'une Histoire de Bauiere en 4. Vol. 8.<sup>e</sup> imprimée à Paris, et  
qui court depuis l'an 1672. sous le nom de Thomas Blanc,  
laquelle je tiray des Annales des Boies du fameux Auen-  
tinus, et qui m'obligea de faire jusqu'à trois voyages à  
Munich, où leurs Altezzes Electorales me témoignèrent  
qu'elles me sçauoient bon gré de mon travail. Mais  
pour ce qui est des Relations du feu S.<sup>r</sup> Tavernier, il  
faut en excepter le Volume du Japon et de Tunquin,  
où il n'a jamais été, et pour lequel il employa en mon  
absence, luy à Paris, et moy à Geneue, un de ses amis de  
la Communion de Rome, qui le fait parler imprudemment  
contre le stile d'un Protestant. C'est ce qui a trompé un hom-  
me prompt à prendre feu, et qui me croyant l'Ecrasin de ce  
Volume, comme il auoit ouï dire que je l'étois des deux au-  
tres qui l'ont précédé, m'a chargé injustement, et avec bien  
de la bile, de tout ce qu'il y a de ridicule et de faux. C'est  
dans un de ses Ouurages intitulé: L'Esprit de Monsieur Arnaud,  
et que d'autres ont appelé la Satire du genre humain.

Mais enfin, je marche, si l'on veut, sur les brisées de  
M<sup>rs</sup> Hoffman et Moren, comme ils ont marché sur celles  
d'Isidore, de Suidas, de Robert Etienne, de Baudrand, de  
Ferrarius et de plusieurs autres, qui nous ont fait le chemin.

Je



Telles cite même, et leur fais honneur, quand j'en ay point  
meilleurs garez. L'Auteur du Supplément en use de m<sup>e</sup>  
honnêtement à mon égard en bty des endroits, comme  
qu'à la fin de l'article du mot Meridien, il avoue d<sup>e</sup>  
l'avoir tiré de Memoires Scauans, qui, sans approuver  
l'epithete, sont mes propres écrits, que le S<sup>r</sup> Denis Thie  
Libraire à Paris, de qui je parleray dans la suite, sau  
du débris, apres que les S<sup>rs</sup> Girin et Riviere qui m<sup>e</sup>  
les auroient deturquer, eurent echoüé à Lion dans l'o  
treprise de la <sup>deuxieme</sup> Edition du Dictionnaire de M<sup>e</sup>  
revi<sup>se</sup>, <sup>Je marche, dis-je,</sup> si l'on veut, sur les Grises de ces de  
Auteurs, peut-on pour cela avec raison me reprocher  
que je les copie? On ne s'est point avise, &c.

Pag. 11. sur la fin, apres ces mots:  
Et je laisse à chacun la liberté de prendre parti.

addit. II.

Mais puisque dans un Dictionnaire Historique il fa  
nécessairement se fixer un point pour la supputati  
des tems, j'ay été avec M<sup>e</sup> Cheureau dans son Hist  
du Monde, et avec d'autres Auteurs approuver, qu'  
pouvoit avec quelque sûreté suivre la Chronologie  
Bulchoten. Pour ce qui regarde la date des jours,  
puis l'introduction du Calendrier Gregorien, qui est  
vitablement meilleur que celui dont l'on se servoit o  
paravant, comme je le dis ailleurs; je suis obligé d  
suivre le stile ancien ou nouveau, selon les pa  
dont il s'agit de parler. Ex. Le Roy de la Grand  
tagne est parti un tel jour de Londres pour la Haye;  
la se doit entendre du stile ancien, que les Anglois ont  
tenu; et est arrivé à la Brille un tel jour, cela se d  
entendre du stile nouveau, que les Hollandois ont re  
pour la commodité du commerce. Il en est de même d  
les Histoirs Genealogiques des Rois, des Electeurs et  
tres Princes Protestans, et quand il s'agit de par  
de leurs affaires, ou de celles des Suisses dans les gran  
Cantons, &c. J'ay été d'avis de donner cet avis, a  
que le Lecteur ne s'y trompe pas.

Pag. 19. vers le commencement, apres ces r  
Je ne puis m'empêcher, dit il, de rive de l'impr  
ce de Calvin, qui par une imposture insolente,

addit. III.

N'est-je pas fondé de mon côté à dire au  
qu'aux articles de Wiclef, de Zwingle, de Lut



de Melancton, d'Ecclampade, de Calvin, de Beze, &c.  
d'autres celebres Docteurs Protestans, qui se trouvent nom-  
mez dans le Dictionnaire de Moreni, il ne faut pas croire  
tout ce qu'en dit cet Auteur, ni d'autres Ecrivains aussi pas-  
sionnez, qu'il cite pour les garçons ?

a la même page, sur la fin, apres ces mots:  
Aussi bien par les Protestans, que par ceux de la  
Communion de Rome.

#### addit. IV.

Mais il ne s'ingere point comme Moreni, et celui qui a  
compilé son Supplément, de les attaquer du côté de la  
doctrine, ce qui regarde les Theologiens. En effet ces deux  
Auteurs sortent souvent de leur Sphere, pour entrer tantôt  
dans la Theologie, comme au mot Christianisme, où ils  
remplissent quatre pages de preuves de la Divinité du mes-  
sie contre les Juifs: tantôt dans la Politique, comme au  
mot Calvinisme pour appuyer le procédé du Roy de Fran-  
ce à l'égard de ses Sujets Protestans. A Carême, Celibat  
et autres articles de cette nature. ils en font de même, sans  
considérer qu'il ne s'agit pas de controverse de Religion dans  
un Dictionnaire Historique, qui souffre encore moins des  
exclamations d'Orateur, comme il s'en void d'assez lon-  
gues et ennuyantes dans celui de Moreni au mot Abderame,  
au mot Calvinistes, &c. ailleurs. Mais le Dictionnaire de  
Moreni n'est pas le seul Livre de cette nature qui traite mal  
les Protestans, et qui leur impute même des Doctrines et des  
Superstitions, qui sont entièrement bannies de leur Communion.  
Le Dictionnaire des Arts et des Sciences composé par un  
particulier de l'Académie Française, dont tout le corps  
a adopté cet Ouvrage, qui a paru en même tems que celui  
qui ne regarde que les mots et le langage; ce Dictionnaire,  
dis-je, où l'Auteur passant de bien loin le but qu'il s'em-  
ble se proposer dans le titre, nous parle des diverses Re-  
ligions, et de plusieurs autres choses, qui ne peuvent  
entrer dans la Catégorie des Sciences et des Arts; quand  
il vient à l'article de ceux des Protestans qu'il nomme  
Luthériens (pour ne citer icy que cette grossiere imposture  
qui saute aux yeux) il dit d'eux: Qu'ils s'abstiennent  
de viande les Vendredis et les Samedis; qu'ils gardent  
au si le Carême; et un peu plus bas: Que plusieurs  
croient le Purgatoire, et prient pour les morts, &c.  
toutes choses notoirement fausses, et qui accusent l'Au-  
teur d'une manifeste ignorance de ce qui se passe dans le  
monde, et à nos yeux ou d'une grande & maligne hardiesse  
pour imposer au public. Il seroit pardonnable à cet Auteur,  
si en nous parlant de la Religion et des Coutumes des Brach-  
manes des Indes, ou des Bonzes du Japon, il venoit à se  
tromper sur quelque article de leur croyance, ces peuples étant



si reculer de nous, et ne nous étant connus que par des Relations, qui ne sont pas toujours bien fideles. Mais quant aux Protestans dits vulgairement Lutheriens, qui touchent France, qui sont, comme l'on dit, à ses portes, et quelque uns même étant compris aujourd'huy dans ses nouvelles conquêtes, de leur imputer ce que dessus, c'est donner mauvaise opinion de l'Ouvrage entier, et je connois bien des gens, qui le croyant rempli de plusieurs autres faussetez, ont perdu le desir qu'ils avoient eu de l'acheter. Il est encore important de remarquer icy, que quoy que Historiens de la Communion Romaine et ceux de la Communion Protestante conviennent de plusieurs faits historiques, ils ne conviennent pas de même dans les termes dont ils se servent pour les reciter. Pour n'en donner qu'un exemple; quand il s'agit de parler des Protestans de Boheme et de Hongrie, qui ont été injuster pour leur Religion par les Edits et par les armes des Souverains de ces païs; les premiers de ces Historiens les traitent de peuples rebelles, et les autres de peuples persécutés. Il en est de même des Protestans de France et en cent autres occasions, où chacun doit parler et écrire selon que les choses luy paroissent véritables, selon le stile usité dans son parti; Et comme un Chretien Romain n'a garde de se servir de termes injurieux au sien, on ne doit pas trouver étrange qu'un Chretien Protestant use de la même précaution sans toute fois que ni l'un, ni l'autre, pour quelque raison que ce puisse être, doive jamais s'écarter de vérité des faits, autant qu'ils peuvent luy être connus par les Historiens approuvés d'où il les tire. C'est ainsi que lors que l'Auteur du Nouveau Dictionnaire parle comme de son chef, il ne se sert jamais des termes de Saint Siege, de Terres de l'Eglise, de Terre Sainte, de Patrimoine de Saint Pierre, et d'autres semblables, qui ne sont pas en usage dans le stile des Protestans; et au lieu desquels on trouvera Siege Romain ou de Rome, Etats ou Terris du Pape, la Palestine ou le Levant, et ainsi du reste. On ne peut pas passer en cela d'offenser la nouveauté, ni d'aller contre l'usage reçu dans la Communion Romaine. Ce M. Ellies du Pin Docteur de Theologie de l'Université de Paris, vint à parler dans sa Bibliothèque des Auteurs Ecclesiastiques, de ceux qui ont gouverné l'Eglise de Rome durant les VIII. premiers Siècles, jusqu'où avoit poussé son Ouvrage en 1693., à la tête et corps de chacun de ces articles il ne les appelle pas Induct qu'Evêques de Rome; et même pour ne s'éloigner du vray stile historique il ne donne point



titre de Saint à Boniface I. à Boniface de Mayen-  
ce, ni à d'autre semblable, comme a fait Moren, qui  
auroit eu de l'omettant commettre un grand crime. Le  
même Du Pin met aussi le plus souvent Siege de Rome  
au lieu de Saint Siege. Boniface, dit-il, devenu paisible  
possesseur du Siege de Rome; terme dont il se sert ordi-  
nairement, et que Moren n'emploie pres que jamais, pour  
mettre toujours à la place et par excellence celui de Saint  
Siege; comme si ceux de Constantinople, d'Alexandrie & des  
autres Patriarchats n'avoient pas aussi en leur très véné-  
rable nom, sur tout lorsqu'ils étoient remplis par des Chry-  
sostomes & des Athanases, dont la sainte vie étoit en  
exemple & en edification à tous les Fidéles. Ainsi ne  
une fois, on ne sauroit reprocher à l'Auteur du Nouveau  
Dictionnaire d'affoiblir la nouveauté, ni d'aller contre l'u-  
sage reçu dans la Communion de Rome; lequel aussi il  
ne suit, que lorsqu'il se peut accorder avec le stile des Pro-  
testans.

Pag. 21. vers le milieu, apres ces mots:

Et d'autres Congregations émanées de quelques uns  
de ces Ordres primitifs.

#### addit. V

Lorsque je viens à parler de leurs Fondateurs, j'aurois  
pû ajouter à ce que j'en dis, de certains actes d'humilité,  
et de certains miracles, dont l'Auteur de la Légende des  
Saints grossit leur Histoire. Mais j'ay crû qu'en faisant  
cela, les personnes de bon sens de la Communion Romaine  
pourroient me soupçonner d'un trait de malice, ou de  
quelque défaut de jugement, la Légende leur attribuant  
de certaines choses, qui semblent ne pas fort aller à la  
gloire d'une véritable Sainteté, comme on le peut voir  
par la remarque que je fais sur ce sujet à l'article de S.  
Benoît. Aussi est il vrai que les Sçavans de cette Com-  
munion n'ajoutent que très peu, pour ne pas dire point  
du tout de foy à la plus part de ces choses, qui ne sont  
guere applaudies que par des Moines, & que par le peuple  
ordinairement crédule & ignorant. Celui qui a compilé le  
Supplément du Dictionnaire de Moren, étant apparemment  
un Ecclésiastique d'une direction outrée, & qui donne gran-  
dement dans les miracles, dans les Reliques, & autres choses  
de cette nature, en enfile souvent de longues et ennuyeu-  
ses Histories de plusieurs colonnes; ce qui n'est pas recher-  
ché dans un semblable Dictionnaire, & n'a pas la même  
grace que dans une Légende des Saints, qui n'est presque  
rem.



remplir que de ces sortes de narrations. Ainsi sans en dire  
qu'autant qu'il le faut dans la discussion de certains  
faits historiques, je coupe court à ces endroits là, et  
renvoie le Lecteur dévot à la source, pour y apparoir  
sa soif.

J'ay encore un autre scrupule sur ce qui regarde la  
pureté du langage, et la juste valeur des mots; Morien  
et l'Auteur du Supplément pèchant, ce me semble,  
fort souvent de ce côté là, sur tout pour vouloir  
trop appuyer sur la grande différence qu'ils mettent  
entre la vie Claustrale & la vie Seculière, & nous  
marquer une distance presque infinie de l'une à  
l'autre. Je n'en citray qu'un exemple entre plusieurs.  
C'est à l'article de S. Bon ou Bonet dans le Supplé-  
ment, dont voici les propres termes. [S. BON ou BON  
Chancelier d'Austrasie) puis Evêque de Clermont & d'Au-  
vergne, &c. Puis un peu plus bas: Il s'acquitta de tous  
les devoirs d'un Saint Prelat; mais l'amour de la vie  
religieuse le fit résoudre à se démettre de son Evê-  
ché, pour se retirer dans l'Abbaye de Maulieu de l'Or-  
dre de S. Benoît.] Ce Prelat qui vivoit saintement  
et que l'Auteur du Supplément honore aussi de son  
de Saint, sans nous marquer par quel Pape & en  
quel temps il a été mis dans le Catalogue, ne m'en-  
tend pas à ce compte là une vie religieuse, et il  
croit qu'on ne pouvoit vivre religieusement que dans un  
cloître. Ce n'est pas, ce me semble faire honneur à la  
dignité d'Evêque, de laquelle l'Apôtre dit que qui  
la desire, desire une bonne oeuvre, d'insinuer au  
Lecteur que la vie Episcopale n'est pas comparable  
avec la vie religieuse, qui n'est autre chose qu'une  
vie accompagnée d'une véritable piété, & qui se  
regle selon la divine Morale de l'Evangile. Ainsi  
l'on a vu dans les premiers Siècles du Christianisme  
et même dans les derniers, des Evêques, chacun  
selon leur creance, vivre très pieusement et très reli-  
gieusement; et pour ne parler que des Prelats de  
notre temps, & de la seule Communion de Rome,  
tout le monde sçait la vie exemplaire et très austère  
de l'illustre Etienne le Camus Evêque de Grenoble,  
puis Cardinal. On peut dire véritablement de luy  
qu'il a eu de l'amour pour la vie religieuse, quoiqu'il  
qu'il n'ait pas changé de mitre en un froc; et il  
croit qu'un Palais Episcopal pouvoit aussi bien qu'un  
cloître être le séjour de la piété & des bonnes mœurs.  
Quand l'Histoire nous faisant les portraits d'un  
Constantin & d'un Theodose, les nomme des Princes reli-  
gieux; soit en Latin, soit en François, elle prend ce  
terme dans sa naturelle et véritable signification;



mes Religiosus et vita Religiosa, ne pouvant être sou- (4)  
ferts dans la bonne Latinité, pour exprimer, comme le  
president Moreni et l'Auteur du Supplément, Monachus  
et vita Monastica; et quand il s'agira, par exemple, de par-  
ler d'un Benedictin dans ces deux Langues, et même dans  
plusieurs autres vivantes; le bel usage, qui n'est pas ordinaire-  
ment celui des Cloîtres, où l'on se sert de termes particuliers,  
et peu connus dans le monde, veut que l'on dise toujours,  
Monachus Benedictinus, Moine Benedictin, et ainsi des  
autres. Le Dictionnaire de l'Académie Française, qui est,  
dit-on, l'autorité éternelle, et le Juge sans appel de la valeur  
des mots, m'est un bon garant. On y lit sous la lettre  
M. habit Monachal, règle Monachale, vie Monachale;  
discipline Monastique, institution Monastique, Ordre  
Monastique, vie Monastique: Moines renter, Moines  
mendians, Moines de S. Benoît, Moines de S. Basile;  
comme encore les Proverbes suivans: l'habit ne fait pas  
le Moine: Pour un Moine on ne laisse pas de faire un  
abbé, &c. et sans doute le mot Religieux substitué en  
ces endroits-là à celui de Moine, Monachal et Monastique  
auroit peu de grace. Je dis plus; le mot de Moine est  
plus du style historique que celui de Religieux, et semble  
être depuis plusieurs siècles autorisé et consacré par l'Écri-  
ture, qui lorsqu'elle nous parle du Moine Augustin, l'A-  
pôtre de l'Angleterre, ne se sert point du mot Religieux,  
qu'on ne s'est avisé d'employer qu'en ces derniers temps  
par les raisons que je diray dans la suite. Voyez ce que je  
remarque sur ce sujet au mot Religion. Je sçay bien  
qu'on ne peut dire qu'on appelle les Moines Religieux,  
par opposition aux gens du monde qu'on appelle séculiers; comme  
l'on nomme Chrétiens ceux qui reconnaissent Jésus Christ pour Fils  
eternel de Dieu, par opposition aux Juifs et aux Mahométans.  
Mais je vois en cela une grande différence; car parmi tous ces In-  
fidèles comme tels, on suppose avec raison qu'il n'y a aucun  
Chrétien, ni la moindre ombre de Christianisme; au lieu qu'en-  
tre les Chrétiens qui vivent dans le commerce du monde, on ne  
doit pas douter, ce me semble, qu'il n'y en ait un bien plus grand  
nombre que dans les Cloîtres, de l'un et de l'autre sexe, qui vivent  
très pieusement selon la morale divine de l'Evangile, et qui  
méritent à très bon droit d'être aussi appelés religieux. Aussi  
selon le même Dictionnaire que je viens de citer, on dit d'un  
Chrétien pieux et dévot, qui vit selon la règle de l'Evangile,  
Que c'est un homme religieux, qui mène une vie sainte ou  
religieuse; avantage que tout Chrétien peut avoir par le secours de  
la grâce, et qui ne doit pas être si particulièrement, et comme  
uniquement affecté à ceux qui s'enferment dans des cloîtres. Ainsi  
à considérer, que dans les Sociétés des Réguliers aussi bien que dans  
celles des Séculiers il y a un mélange de véritables Chrétiens et  
de faux Chrétiens, et qu'il n'y a que les premiers qu'on doit pro-  
prement appeler Religieux; on m'auroit sans difficulté, que  
les termes de Chrétien et de Religieux étant synonymes, on peut  
appliquer le dernier à un homme du monde qui vit selon Dieu,  
aussi



aussi bien qu'à un Reclus dans une cellule. Et lorsque M<sup>rs</sup>  
de l'Académie Française approuvent les mots religieux et  
religieuse dans le concret ou au Substantif, pour signifier  
les personnes de l'un et de l'autre Sexe qui s'enferment dans  
des Cloîtres, ils se laissent aller au torrent qui les entraîne,  
et à un usage tyrannique, qui n'est jamais venu de la Con-  
science de la Ville, mais uniquement des Monastères, où l'on a  
voulu se distinguer des gens du Siècle par un si beau nom.  
Pour mieux fonder mes raisons, je pose l'exemple de D. M.  
déboucher. On me dit aujourd'hui de l'un, qu'il s'est  
rendu moine. (Il ne s'agit pas de s'informer par quel  
motif) cela ne me peut donner d'autre idée, sinon  
qu'il s'est enfermé dans un Couvent. Il arrive un mo-  
ment, que l'autre suit la même route, sans que j'en  
aye eu le moindre vent, et qu'on me vient dire que ce  
déboucher que je connoissois, s'est rendu religieux. Puis-  
je naturellement m'imaginer autre chose par cette expres-  
sion, sinon qu'il a quitté le libertinage et le grand com-  
merce du monde pour vivre désormais Chrétiennement  
et religieusement dans sa maison? C'est aussi le style de  
nos saintes Ecritures; et quand l'Apôtre nous exhorte à  
vivre de ce premier Siècle sobriement, justement et religie-  
usement, il n'a sans doute point pensé alors à la vie mo-  
nastique, telle qu'on la pratique aujourd'hui. C'est ainsi  
que pour éviter tout équivoque, qui peut naître de sem-  
blables synonymes, et pour sauver l'honneur du Chancelier  
d'Austrasie, de ce saint Eusèbe, à qui l'on fait tort, en  
supposant qu'il ne pouvoit vivre religieusement dans son  
Palais; on auroit pu dire que l'amour de la solitude  
au lieu de la vie religieuse, la porta à se rendre Moine  
Bénédictin dans l'abbaye de Marbeu. Jusqu'ici  
je n'ay parlé que d'un Sexe, et il en doit être de même  
l'égard de l'autre. On ne peut me blâmer, quand je  
parle de Moniales, d'un Couvent de filles, d'un Man-  
tère de filles, des filles de Sainte Claire, des filles de  
Visitation, des filles de l'Assomption, des filles de l'Im-  
maculée, des filles du Calvaire, &c. sans me servir du  
nom de Religieuses, et en les distinguant, quand il est besoin  
par les noms de Benedictines, de Bernardines, d'Orsuli-  
nes, &c. puisque je ne m'éloigne point en cela de l'usage  
reçu dans l'Académie Française dans l'Ouvrage si vanté  
d'eux de l'Académie Française dans l'Ouvrage si vanté  
qu'ils ont donné au public. Je ne voy pas qu'au Siècle de  
Cicéron, où la Langue Latine étoit dans toute sa pureté  
on ait fait de Religiosus, un nom substantif, ni qu'on l'  
employé en autre Sens; que pour désigner un homme  
dévot dans la Religion, dont la piété est solide, qui se  
conformoit et religieusement ce qu'il promet. Et je ne croi  
pas qu'on ait appliqué qu'en ce même Sens l'épithète Re-  
ligiosa aux Vestales, qui étoient des Vierges consacrées au  
culte des Dieux. Je ne croy pas aussi que la Langue Fran-  
çoise, de même que l'Italienne, étant un reflet de  
la Latine, et ayant beaucoup de son génie, ait du souffrir  
qu'on altérât la juste valeur du mot religieux, qui est  
encore tout Latin, pour le restreindre à nous signifier  
presque uniquement, et principalement aux gens du monde  
qui



qui vivent Chrétiennement, ceux qui s'enferment dans un Cloître, où l'on ne vit pas toujours plus religieusement que dans la foule du peuple. Ainsi, ces mots Religieux et Vie Religieuse se trouvant en mille endroits du Dictionnaire de M. Moreri et du Supplément hors de leur propre signification, ou du moins étant rendus équivoques, et appliqués également à un Moine qui mène une vie peu régulière, et à un Prince, ou un Prélat, qui donnent de grands exemples de piété et de vertu; pour éviter cet embarras, je substituerai à leur place ceux de Moine et de Vie Monastique et Solitaire, qui ne peuvent être pris en d'autres sens, qui sont très intelligibles, et du bon usage, et sur lesquels on ne me peut faire qu'injustement de chicane, ni m'accuser d'affecter la nouveauté.

à la même page et. Sur la fin, après ces mots:  
Affecte de placer toujours les Papes, &c.

#### ADDIT. VI.

Et souvent même les Ecclésiastiques du dernier ordre, avant les Empereurs et les Rois. Cependant ceci est à remarquer, qu'en remontant jusqu'aux droits des Rois de France, qui dans le commencement du monde étoient Rois et Sacrificateurs tout ensemble, alors la Royauté alloit devant le Sacerdoce, comme en effet elle est toujours nommée la première dans l'Ecriture. Il en est de même, quand on voit en cet endroit des Rois du Pontatueque elle nous parle de Moïse et de Josué, soit qu'on les regarde dans le sens mystique, comme des Types de Jésus Christ; ou dans le sens littéral, comme Chefs et Princes de Israël, dont Dieu leur avait commis la conduite; ce qui a fait nommer ce Gouvernement une Théocratie. Il en est, dis-je, de même de ce Grand Législateur Moïse, qui est toujours nommé devant Aaron le Grand Prêtre; et de ce Grand Capitaine Josué Successeur de Moïse, toujours aussi nommé devant Elazar Successeur d'Aaron. David et Salomon, autres Types de J. C. mais aussi Rois rois temporels, comme tous les autres Sacrificateurs, qui sont nommés dans l'Ecriture, et qui étant établis de la part de Dieu, étoient proprement les Vicaire sur la terre, étoient incontestablement élevés en dignité beaucoup au dessus des Grands Sacrificateurs, ils pouvoient leur commander, et les priver même de leur charge, comme Salomon fit d'Abiathar, pour avoir tenu contre le Roy le parti de son frère, III. Rois c. 2. p. 27. Ainsi quand il s'agit de joindre dans un récit les deux noms de Salomon et d'Abiathar, pour dire qu'ils n'étoient pas bien ensemble, et qu'ils avoient des intérêts opposés, je ne croy pas qu'aucun Historien de bon sens s'avisât de nommer Abiathar devant Salomon. Il n'y a pas moins d'absurdité, ce me semble à mettre au mot JEAN dans un Dictionnaire Historique, Jean Cassa Pape, et en suite Jean un Abbé du Mont-Cassin, devant Jean Comnène, et d'autres de ce nom Empereurs d'Orient, et devant les Rois d'Angleterre, de France, de Hongrie, de Castille, de Danemarck, d'Ecosse, de Portugal. A moins qu'on ne veuille dire, que la dignité de Prêtre ou Pasteur sur l'Evangile, ou nous n'ayons point d'autre Sacrificateur que J. C. Hebr. c. 2. v. 1. L'emporte sur celle de tous les Monarques de la Terre; davantage qu'on ne voit pas qu'il le ait eu sous l'économie de la Loi. C'est ainsi que dans la possibilité des choses, ce n'auroit pas été une pensée fort ridicule à un pape, et l'on n'auroit pu dire de lui étant Pape, qu'il bâtiroit des châteaux en l'air, de s'être flatté de l'espérance de se voir un jour sur un trône élevé au dessus de ceux des Rois de France et d'Espagne, et de pouvoir en cas de débordement



Sance au Saint Siège, comme on l'appelle, leur ôter, et la Couronne et les biens. A l'heure que j'écris, le Roy d'Espagne void à Rome un de ses Sujets naturels, auquel il ne peut plus donner la loy, et de qui, dans le cas posé, il pourroit le recevoir. C'est l'affaire des Souverains, et c'est à eux d'y pendre. Moren donc comme Prêtre, &c.

Pag. 22. vers le milieu, apres ces mots:  
Ce qui repugne tout à fait à l'ordre naturel des choses,  
à celui de la Bienveillance, et à l'uniformité.

addit. VII.

Et ce qui a aussi été reformé dans la dernière Edition de Hollande de 1692. Il est vrai que selon les irrégularités ordinaires, Moren n'en agit pas de même par tout, et que, pour exemple, au mot Aulus, il fait l'honneur à un Evêque de Vienne; peut être aussi en regard aux degrés de parenté pour placer l'oncle devant le neveu. Mais apparemment, s'il y avoit eu un Pape du nom d'Aulus, l'Archevêque auroit marché alors à sa suite devant l'Empereur, et le neveu devant l'oncle.

Pag. 24. vers le milieu, apres ces mots:  
S'ils ont la curiosité d'aller jusqu'à la source qu'on  
leur indique.

addit. VIII.

Au mot Bellagis, Moren dit qu'un Cardinal de ce nom fut nommé par le Pape Eugene III. pour accompagner le Roy Louis le Jeune dans le voyage de la Terre sainte; et veut qu'on entende qu'il parle d'un Roy de France, quoy que ni devant, ni apres, ni dans tout l'article il ne soit fait aucune mention de ce Royaume. Et comme quelque temps avant le Roy il y a eu un autre Louis dit le Jeune Roy de Germain, et quelque temps apres un autre Louis encore dit le Jeune Roy de Jerusalem, de Naples et de Sicile: trois Rois de même nom et surnom, et presque de même temps, mais de différents pays; un Lecteur peu versé dans la Chronologie et dans l'Histoire ne peut qu'être d'abord en peine. Dans quel des trois on luy veut parler. On auroit pu avec un seul mot qui marquât une différence spécifique, le sauver de la peine d'ouvrir un autre Volume pour s'en belainir.

Pag. 25. vers le milieu, apres ces mots:  
Il étoit de distinguer ce Roy-là dans le cas qu'il a posé, par  
le nom de son Royaume.

addit. IX.

Enfin Moren, pour faire honneur à la France, renverse tout l'ordre de l'Alphabet, qui est comme la cyrénice et la Grèce d'un Dictionnaire, et sans quoy le Lecteur, pour ainsi dire, ne peut que perdre la route dans un si vaste Ocean. C'est qu'il agit de Rois ou de Reines de même nom, et qu'il veut les distribuer en diverses classes selon l'ordre Alphabetique de ces pays, sous lesquels les Historiens nous les donnent à connaître. Cet Auteur suit bien exactement cette voye à l'égard des Rois d'Angleterre, de Danemarck, d'Espagne, de Hongrie, de Pologne, de Portugal et de Suède, et les range par classes.



dans l'ordre que je les nomme. Mais il s'en dispen-  
 se à l'égard de la France, qu'il met ordinairement devant tous les  
 autres Royaumes, et ~~comme~~ comme s'il en voyoit luy faire tort, et  
 qu'il y allât de la honte de la Nation, de la placer dans son Dictionnaire  
 selon la suite des lettres de l'Alphabet, après l'Angleterre, le Danemarck  
 et l'Espagne. C'est ce qu'on peut voir aux mots Charles, Henri, Jean,  
Anne, Marie, &c. Je n'y donnray icy qu'un exemple, pour éviter la  
 longueur. Voici comme se suivent les titres au mot JEAN, dans le  
 Dictionnaire de Moreau. Saints: Papes: Patriarches: Cardinaux: Ar-  
 chevêques: Evêques: Abbez: Rois, premièrement de France: puis  
 d'Angleterre, d'Aragon, de Bohême, de Castille. de Cypré,  
 d'Albanie, d'Albanie, d'Albanie, d'Albanie, d'Albanie, d'Albanie, d'Albanie,  
 de Danemarck, de Suede, d'Ecosse, de Hongrie, de Jerusalem, de Navarre,  
 de Pologne, de Portugal. Les Rois de France dans l'ordre d'un Diction-  
 naire, où il ne s'agit pas de la préférence, devoient être placés entre ceux  
 d'Ecosse et de Hongrie, où je les mets aussi, sans enfreindre les offenses,  
 à moins qu'ils ne prétendent par tout une classe à part, comme se  
 tenant de beaucoup au dessus de tous les autres Monarques. Il  
 y a peu de gens qui n'auraient, qu'en bien des manières, et sur tout  
 en puissance et en politesse la France l'emporte sur plusieurs Rois  
 mais, et l'on ne peut avec justice disputer le premier rang à ses glo-  
 rieux Monarques, non plus qu'à l'Evêque de Rome la primauté  
 d'ordre entre tous les Evêques de la Chrétienté. Mais, comme j'ay  
 déjà remarqué au sujet des Papes, il ne s'agit pas non plus dans un  
 Dictionnaire à l'égard des Rois, de ce qu'on appelle dans le monde le pays  
 ou la préférence, il s'agit de l'arrangement des lettres de l'Alphabet.  
 Sans cela on jette le Lecteur dans un embarras fâcheux, d'où il a de  
 la peine à se tirer, ce qui luy donne du dégoût pour le Livre qu'il  
 a en main, après avoir cherché inutilement un mot, qu'il ne trouve  
 pas à la place où il doit être, ou, si l'on veut, dans le rang qui  
 luy est dû, et que pour quelque raison que ce soit on ne luy peut  
 contester. Et c'est ainsi, que dans le ressort ou la juridiction d'un  
 Dictionnaire (s'il m'est permis de me servir de ces termes) les Rois  
 d'Angleterre, d'Aragon, de Bohême, de Castille,  
 de Cypré, de Danemarck, d'Ecosse doivent de plein droit précéder  
 les Rois de France. D'ailleurs Moreau dément icy la Philoso-  
 phie, qui veut que les parties suivent la nature de leur tout; et  
 puisque dans le corps entier de son Dictionnaire, la France se voit  
 sans honte, et sans en avoir murmuré, après sous la lettre F,  
 après l'Angleterre, le Danemarck, l'Ecosse et l'Espagne, elle pour-  
 roit icy s'y voir de même aux articles particuliers de Monarques  
 de même nom de tous les Royaumes de l'Europe. A cela je ne vois  
 point de réplique, et c'est pécher, ce me semble contre l'uniformité  
 et la justesse, que dans un Ouvrage de cette nature on doit observer  
 par tout.

Pag. 28. un peu après le milieu, en suite de ces mots:  
 Dans tout le discours qui suit, les mots Ecosse et Ecossois  
 sont repetés vingt fois dans toutes les Editions du Diction-  
 naire de Moreau sans s'après l'E.

addit. X.

C'est aussi dans toutes ces Editions, qu'au même mot Ecosse  
 l'Auteur brèche des l'entrée, ce qui luy arrive en d'autres  
 endroits de même nature, et ce qui n'arriveroit pas à un Geogra-  
 phe de profession. On peut dire d'une ville, ou de quelque autre  
 lieu particulier, que sa latitude est à un tel degré de longitude et  
 de latitude, par exemple d'Edimbourg, ville capitale de l'Ecosse.  
 Mais dire de l'Ecosse entière, comme Moreau, qu'elle est au



Au reste, et comme je l'ay dit à l'ouverture de ce Discours  
 je ne suis pas assez vain, pour me flatter de pouvoir ex-  
 ter comme il faut ce grand dessein que j'ay entrepris, quel-  
 quins et quelque exactitude que je tâche d'y apporter, et au-  
 les garsens que je donne de ce que j'écris, à la fin de cha-  
 article. Il est difficile, et presque impossible dans un long  
 chemin de ne pas heurter quelquefois contre une pierre, ou  
 ne se pas embarrasser dans des épines dont il se trouve ri-  
 pili; et c'est, ce me semble, ce qui devroit obliger le Censeur  
 le plus severe à avoir quelque indulgence pour de légers in-  
 quens. Car pour des fautes grossieres, et qui reviennent  
 souvent, pour de continuelles irregularitez, pour des mal-



et pour des injures, dont un Ecrivain croit faire l'ornement  
de son discours, cela n'est pas pardonnaable, et il monte  
d'on être blâmé. Enfin de quelque manière que ce nouveau Dic-  
tionnaire soit reçu, je puis dire avec quelque fondement, que  
de tous ceux de cette nature qui ont paru jusques à ce jour, il n'y  
en a point qui comprennent tant de choses sous un même Alphabet,  
et qui puisse mieux tenir lieu d'une ample Bibliothèque.

Mais c'est fort inutilement qu'un Ecrivain tâche de  
prévenir le Lecteur capable et judicieux, pour éviter sa censure,  
à moins qu'il ne soit très même très indulgent et charitable,  
à moins qu'il ne soit très rare parmi les Sçavans, depuis que l'on  
qualifie qui sont très rares parmi les Sçavans, depuis que l'on  
a mis dans son lustre la République des Lettres. Chacun se  
force de s'y distinguer par quelques nouvelles découvertes,  
et d'établir sa réputation en effaçant celle d'autrui. On  
peut me reprocher à moi même, que tout Pygmée et au-  
tant que je suis auprès de ces Géans du Parnasse, et de ces  
prodiges de Sçavoir, j'ay bien osé après d'autrui, porter aussi  
mon jugement sur l'Ouvrage de feu M. Moreau; et puis-je  
pretendre après cela que l'on m'épargne, qu'on ne trouve  
rien à redire au mien, sur tout dans un lieu où la Critique  
a la vogue, où tout le monde presque, soit de la plume, soit  
de la langue s'y fait ouvertement profession? En effet la  
Critique, qui n'étoit autrefois que l'amusement d'un très petit  
nombre de Sçavans, fait aujourd'hui presque un métier  
l'occupation de tous les Autheurs. Mais aussi les flatteurs  
souvent par la des répliques importunes, et entêtés de leurs sen-  
timens, quelquefois très mal fondés, ils se portent bien à l'autre  
de nos camps. Cette grande passion pour la Critique s'est ren-  
due si commune, et s'est si fort échauffée, qu'on peut dire  
que ce qui étoit cy devant un bien par sa rareté, est devenu  
un mal comme un mal épidémique et dangereux,  
comme une forte diarrhée, qui s'est mise dans la foule des  
Ecrivains de ce temps, et qui en fait mourir plusieurs de honte  
par la brèche qui se fait à leur réputation. Tous les jours  
nous voyons des Ouvrages de Sçavans, qui sous divers titres nous  
viennent chaque mois de Sicile et de Hollande, n'ont presque  
point d'articles, soit de Théologie, ou d'Histoire, ou de  
Géométrie, ou d'autre matière, qui ne portent en tête, et en  
lettres majuscules le mot de CRITIQUE, tant cette manie de  
se critiquer les uns les autres a pris racine dans les esprits.  
Le célèbre M. Baillet travaille actuellement à un Dictionnaire Cri-  
tique, dont je tâcheray de profiter, s'il vient à paraître avant  
que le mien soit cher à l'Imprimeur. La Préface de Jacques Gro-  
nouvius sur l'Edition d'Ammien Marcellin en 1693. laquelle  
est due au même Sçavant homme, contient un cata-  
logue de fautes très mortifiant pour Adrien de  
Valois; ce qui toutefois n'empêche pas que les deux frères Hen-  
ri et Adrien, qui sont tous deux attaqués, ne soient considérés  
par les gens doctes, comme deux ecclésiastes et très Sçavans Ecri-  
vains. L'Illustrissime Evêque de Salisbury, connu cy devant sous le  
nom faméux du Docteur Burnet, sera toujours estimé pour  
un Historien très Sçavant, très judicieux et très fidèle, et les  
coups que le Sieur de Barilley a osé lui porter, n'ont fait que  
blanchir. Son Histoire de la Réformation d'Angleterre a  
été publiée avec l'approbation et les éloges des deux Cham-  
brés; et c'est le seul Livre d'un particulier, et de cette nature,



à qui l'on ait jamais fait cet honneur. Ce qui se verra encore  
mieux dans mon Ouvrage, à l'article de Burnet (Gilbert) où  
je fais le portrait de cet illustre Prélat; à celui de la Reine Anne  
de Boulton, et à celui d'Angleterre, en parlant de la Religion  
de ce Royaume. Scaliger, Saumaise, Bochart, et autres  
celebres Critiques de nos derniers siècles, n'ont pu de même  
avec tout leur grand savoir, et le grand nom qu'ils ont dans  
le monde, se mettre hors des atteintes des nouveaux Critiques  
et eux-mêmes entre eux ne se peuvent accorder. Qu'arrive-t-il  
de cela? Ils laissent le Lecteur dans de continuelles incerti-  
tudes, et dans l'embarras du choix qu'il doit faire de  
leurs différentes opinions. Ils lui proposent même souvent  
des chimères, et lui font venir de si loin des Etymologies  
et des Interprétations si opposées les unes aux autres, et si  
peu vraisemblables, que ce Lecteur qui ne cherche point  
nourrir son esprit que des aliments solides, ne trouve la  
plus souvent, pour ainsi dire, que de la crème fouettée,  
avec laquelle il ne peut que mâcher à vaine, et que  
remplir de vents. Ils proposent, dis-je, au Lecteur, tant  
d'incertitudes, qu'ils le laissent flottant dans une mer  
de doutes, et qu'il ne sçait à quoy s'en tenir. Les disputes  
des Critiques d'aujourd'hui ressemblent aux Chimistes et aux  
Spagiriens, qui méprisent la Société Galénique, pour se  
bande à part, et se montrent plus habiles que les anciens Mé-  
decins. Le fameux Guy Patin, dont nous avons deux volumes  
de Lettres si divertissantes, et qui tenoit Van Helmont et  
les semblables pour herétiques dans la Médecine, trouvoit  
que le plus sûr étoit de tenir la grande route, et qu'on tenoit  
mieux de gens en suivant les règles de Galien, qu'en donnant  
sans fin aux découvertes, que plusieurs Modernes se vantent  
d'avoir fait dans la Chimie. Enfin la Critique est aujourd'hui  
d'huy si fort à la mode, que tout le monde s'en mêle, et  
qu'elle ne peut guère aller plus loin. Et il y pourra être à  
l'égard, comme des langues, qui ont leurs périodes; leur élévation  
et leur chute; qu'on se lassera à la fin de critiquer, et que, si  
on n'est permis d'imprimer ce vers d'un célèbre Poète François  
Le combat cessera faute de combattans.

Au reste, comme il n'y a rien de plus divertissant et de plus  
instructif tout ensemble, qu'une Critique sçavante et judicieuse  
et qui a de solides fondemens; par tout ce que je viens de dire  
est aisé de juger, que je ne blâme pas absolument la Critique  
sans laquelle un homme ne se peut montrer sçavant; je  
n'en blâme que l'excès, lors qu'elle s'empresse trop loin, et  
des injures; lors qu'elle descend jusqu'à des minuties, et à  
des choses, qui ne méritent pas l'attention du Lecteur, ni d'être  
per la mémoire; et j'entens qu'on se plaint, que les Œuvres  
de plusieurs Critiques de ce temps se trouvent remplies.



ore  
) ou  
e. An  
gior  
lrs  
éne  
- dar  
ihg  
t-i  
rect  
de  
acht  
logig  
or fi  
our  
e. le  
c'e  
e. lo  
ut d  
e m  
loga  
r au  
fuit  
m  
olom  
r e  
unuo  
hu  
r no  
ant  
iont  
, et  
e d  
atid  
e. d  
coif

aly  
Dirio  
Dire  
Bri  
i jo  
r, or  
v d  
to c  
lunt



De  
Yan  
un  
La  
Jan  
et  
ne  
ver  
Joren  
De  
Calox  
un  
affer  
De  
C'est  
Latin  
une  
vrit  
ent  
par  
De  
Soliv  
L'ordi  
mimes  
aveg  
De  
K  
ere  
t Cle  
comm  
De  
Soliv  
Kath  
ouve



A)

F. 2

Route de Moussou à T...  
 du pais de Sibirie où l'on trouve de  
 marles debelines. Chaque verge est la cin-  
 quieme partie d'un lieue d'Allemagne

royse = vesigne  
 On verra  
 III.

De Moussou à Yarafelau - - - 200 verges

Yarafelau est une fort grande ville où est  
 un Veivoda et <sup>ou</sup> se tient un metropolit avec  
 la grande garnison tant Cavalerie qu'in-  
 fanterie, la ville n'est batie que de bois  
 et c'est comme <sup>dans</sup> toute la Moussorie où l'on  
 ne voit que des maisons de bois, comme ca-  
 vernes à ours n'y ayant que les eglises qui  
 sont belles et baties des pierres de brique

De Yarafelau à Valoxda - - - 200 verges

Valoxda est une ville où se tient un Veivoda et  
 un metropolit pour la religion, c'est une  
 assez grande ville batie comme les autres.

De Valoxda à Vossely Velixa - - - 500 verges

C'est encore la demeure d'un Veivoda ou pa-  
 latin et d'un archeveque pour la religion, il y a  
 une bonne garnison comme ordinairement l'on  
 voit en toutes <sup>les</sup> villes où la plus part des bourgeois  
 sont soldats à fort peu de solde car pour 6 crous  
 par an. Le grand Duc entretien un soldat fantus

De Vossely Velixa à Solivoukouska - - - 120 verges

Solivouka est une ville batie de Bois comme  
 l'ordinaire dans ce pais, Les murailles de  
 mêmes, un veivoda y commande, un ar-  
 cheveque pour la religion

De Solivoukouska à Soli Kamdy - - - 1000 verges

Soli Kamdy c'est la derniere ville de la Russie  
 sur ce coste là et c'estoit autrefois la frontiere  
 et Clef de l'empire, presentement elle est  
 comme les autres du Royaume où il y a  
 tant un Veivoda et un archeveque.

De Soli Kamdy à Verkatauria - - - 500 verges

Verkatauria c'est la premiere ville que l'on  
 trouve en entrant dans le pais de Sibirie



ou Tartarie deserte, il s'y tient un Veivoda pour le  
gouvernement de celle, et un Evêque pour la re-  
gion Chretienne, car il y a là quantité de Tart-  
comme dans leur pays qu'ils ont liberté de con-  
science ou exerceant leur Religion mais me-  
ne

De Verkatouria a tumen - - - 500 verges  
tumen est une ville où reside un Veivoda et  
un Evêque

De tumen a tabol - - - 450 verges

Taboul ou Tobol c'est la capitale ville de  
cette partie de la Tartarie Le Grand Duc  
Ivan Vasilovitch Luy donna le nom de  
Stolloni Lors qu'il conquist ce pais sans Kochon-  
kam, fait quelques 100 ans, ce Kochonkam se  
yant perfoin par l'inesiar mat temesij grand  
general des Moscovites se sauva à Belde pour  
estre hors de la domination Rusienne et ses parons  
qui refurent se firent Chrestiens à Moscou où  
L'on voit encore aujourd'hui leurs descendants  
avec la marque de gens de leurs pays qu'ils  
toujours, Tobol est la demeure d'un grand  
Veivoda qui commande tout le pais de Sibirie  
à sçavoir que tous les autres Veivodes ou palatins  
Luy sont inferieurs, c'est aussi la demeure d'un  
Metropolit pour la religion, dans cette ville  
a une forte garnison, quantité de confines et exiles  
qui sont de la cour ou autres gens que L'on  
ne veut point faire mourir auxquels le grand  
Duc donne quelque chose pour subsister aux  
cinq sous aux autres dix et avec cela il faut  
que ces exiles aillent à la chasse aux martres  
les uns avec l'arc et la fleche les autres avec  
des abrapes faites comme les ratières en cela  
il y a au lieu du fromage que L'on met  
Ratières, un petit poisson salé et Lors que la  
martre vient pour le manger est abapée  
L'exilé ou bien un autre soldoyé, pour  
effet à soin de venir deux fois par jour  
instrument et de rendre conte de sa  
se au Commissaire qui est expres comis pour  
cela, pour ceux qui passent avec la fleche  
ils n'ont point tant de soin, ils sont obligés  
de sortir à la chasse tant de fois la semaine



Les uns un tel jour Les autres un autre et à  
leur retour de venir rendre conte de leur  
chasse au Commissaire comme les autres. Leurs  
fleches sont rondes par les bouts et plates de  
la grandeur d'une petite piece de quince  
sous de peur de gater la peau des martres  
cette ville est située sur le coté riviére qui  
se jette dans le fleuve de Ton qui court  
du couchant au nord et se va jeter dans  
la mer glaciée et à l'embauchure d'i  
celle est la ville de Mangasit qui est la  
derniere ville que les Moscovites ayent  
au nord, il y a quantité de villes dans cette  
partie de la Tartarie toutes situées sur de  
rivières les unes portant le nom des villes  
Les autres non Comme Tenicherski sur un bras  
du Ton qui prend le nom de la ville  
cette ville n'est pt pas plus d'une bonne jour  
née de chemin loin de Tobol mais on n'y  
pourrait aller par terre à cause des Montagnes  
excessives, des caves, marais et avec cela quanti  
té de bestes sauvages, bref on est obligé de  
prendre la route par la rivière et c'est  
par tout ce pais là car on n'y voit pas un che  
min par terre ny même aucun village. Les  
habitans ne s'y osant tenir à cause des bestes.  
Pour donc aller par eau de Tobol à Tenichers  
ki il faut trois mois, Lensky est une ville  
sur une rivière du même nom c'est là où  
l'on prend les meilleurs martres. Car il y  
a des plusieurs sortes de peaux et aussi se trouvent  
elles en divers endroits et lorsque les marchands  
voyent la marchandise, ils connoissent d'où  
elle est et là dessus font leur prix, Les plus  
chers sont toujours les plus estimés, Ouerousky  
est une ville sur une rivière du même nom  
qu'elle vient du Quibay l'on y prend encore  
des bons martres et qui ne sont pas moins esti  
més que ceux de Lensky de Tobol pour venir  
en Feelle il y faut 4 mois par eau ny pou  
vant aller par terre en aucune façon par  
une raison que dessus, dans ce pais il se servent



de certains animaux pour tirer leurs chariots  
faits comme de cerfs que je crois être de ven  
que les Lapons se servent pour le même effet  
que j'ay vu à Stocolme venir en troupes avec  
ces chariots qui alloient plus vite qu'un autre  
chariot attelé à quatre chevaux. Baykal  
ky est une ville dans le même Royaume au  
levant de Tobol et qui n'en est éloignée  
que de 6 mois de chemin par eau elle est sur  
un bras du Ton à deux journées de la mer  
où l'on s'embarque pour aller dans le  
Quibday l'on n'a qu'à passer un bras de mer  
où l'on peut faire le trajet en 2 jours fort  
aisément, on arrive en la terre du quib  
en un village et de là pour aller à Gam  
balou il faut passer un desert de 7 jours avant  
que d'entrer dans le bon pais et apres le  
desert l'on se peut rendre en un mois en  
ville de Gambalou fort facilement —  
Il ne faut point douter que le grand Duc  
ne tiennne bonne garnison dans ces villes  
puis que ce sont les meilleurs pieces de so  
sac c'est delà qu'il tire le meilleur de son  
revenu. Car la Moscovie ne donne que  
d'autres marchandises que ces martes, a  
cuirs, Chanvres, miel et cire, mais cette pro  
miere est la meilleure et celle qui donne  
plus d'argent car il en passe une infinité  
Perse, en Pologne et en Turquie. Car pour  
France, en Angleterre et Hollande on ne  
en sert presque point, Aussi le grand Duc  
se reserve cette Basse pour luy. Il est bien  
vray que les habitants de la terre Rusienne  
et Tartare peuvent bien aller à la chasse et  
tirer autant de martes qu'ils peuvent mais  
sont qu'ils les viennent porter aux commissaires  
lesquels luy payent ces peaux à un vil  
prix, enfin les Tartares de ce pais l'on  
comme de toute la Tartarie deserte qui sont  
sujets aux Moscovites sont pire comme les  
Chrétiens du levant ne sont sous le Turc pour  
qui regarde la liberté, car pour la taille  
la paye<sup>nt</sup> pas comme les moscovites, l'on ne  
me cette partie de Tartarie deserte avec



son, car lors les villes vous ne voyez aucune  
habitation ny aucune terre labourée que  
au tours des villes. Les peuples qui sont du  
Costé d'Astracan campent sous de tentes  
et ils nomment leurs habitations ourlou,  
quoyque cette partie soit deserte il n'y a pour-  
tant pas tant de bestes sauvages come dans  
le Sibir, le plus fort de ces peuples, ce sont  
les bestiaux, bevaux en grand quantité  
beufs et moutons qui sont toujours en bon état  
la pature n'y manquant point en été et du foin  
en hiver à description bref il n'ont que la  
peine de le couper et de le chanier aussi les be-  
vaux et autres bestiaux sont la pour rien vous  
avez un fort bon cheval pour dix ours une  
vache pour 50 saum mouton pour 20 ours et toutes  
les d'années à la venant. Je n'ay jamais veu  
un pais ou il fait si bon marche et si je puis  
dire ayant veu la plus grande partie de l'Eu-  
rope un peu de l'Afrique et de l'Asie, come  
aussi de n'avoir jamais veu un si vilain peuple  
tant Russiens que Tartares sans honneurs  
sans bonté et sans conscience bref il n'y en a  
point que je croie dans le monde de pa-  
reils et sur tout les Russiens car ils excèdent  
en toutes ces imperfections aux Tartares, il y a  
dans cette partie de Tartarie diverses reli-  
gions la predominante est la Chrestienne  
de l'Eglise grecque apres la plus nombreuse  
celle mahometane et l'idolatre qui sont de  
quatre différentes religions les uns s'appellent  
Cheremis les autres mourdova

Ces Tartares trafiquent avec ceux de la gran-  
de tartarie avec facilité come tous voisins  
et compatriotes ce que les Russiens ne sau-  
roient faire que par ambassade. Car de  
temps en temps le grand Duc pour debiter  
ses marchandises envoie quelqu'un de ses  
es marchands qu'on appelle Cochins avec  
une lettre pour le grand Kaim ou pour quelque  
autre prince de la tartarie, qui avec cette  
lettre prend le titre d'ambassadeur franc  
de douane et exempt d'être volé car c'est



une règle general que par toute L'Asie on escorte  
les Ambassadeurs avec un grand foir et en  
fournissant tout ce qui luy est necessaire, un de  
ces Tartares du Sibir venant du quitay s'est  
rencontré à Casselin par le moien qui estant  
cané des douaniers persians vint se jeter au  
de Mosq. L'Ambassadeur et luy demanda sa pro  
chion le priant de le vouloir tirer des mains de  
cesribes ennemis jures des Mosmetans sournant  
comme font tous les tartares et avec cela grand  
amateurs d'argent, Mosq. L'Ambassadeur le recut  
à sa protection et le retira malgré L'opposition  
grand douanier et vint avec nous jusques à  
can et par ce moyen j'eus toute facilité de  
informer de son pays et du pais du Quitay et  
particulièrement de la route qu'il prenoit  
aller à Gambalou il me la donna en gros et  
estant pas necessaire de savoir le nom de ces  
habitations je l'ay mis icy telle que je l'ay eue  
luy, et je la crois sincere ayant toujours con  
ce Tartare pour un bon vieillard plein de  
bonté il est censé par si devant la route de  
Moscou à Taboul nous suivons celle de  
boul à Gambalou par terre ayant déjà dit  
qui nous mène par Baykalsky et vray con  
c'est.

Il faut à Taboul s'embarquer sur le tertib  
descendre cette rivière et vous aller toujours  
sans trouver aucune habitation sur le bord jus  
ques à Tous qui est une habitation de Kalmaks  
sous de tentes et l'on appelle ces habitations  
reü et il faut deux mois pour s'y rendre de  
Taboul au Kareü et quand on y est arrivé il  
faut là se pourvoir de chameaux de chevaux  
pour monter pour votre voyage ce que l'on trouve  
facilement apresquoy vous pouvez continuer  
votre route et l'on va delà en trois semaines au Kareü  
boya ou est le gouverneur qui y commande  
garde sur le nom de Kontage qui est  
Soltan en perse ou bien Lieutenant de Ro  
par moy parmy nous de là l'on va à  
ratat qui est le Kareü du Roy des Kalmaks  
cette habitation est sur la rivière Uli elle est  
fort grande où il y a quantité de marchands  
bellyemles qui sont au nombre de plus de 10



enfin il me disoit que c'est plus beau que  
ces villes de Perse ce que je crois facilement  
car la moindre tante sera toujours plus belle  
à voir qu'une maison persane et de Karbu  
ga à Karatal 2 semaines apres quoy l'  
on marche encore deux semaines dans  
le Royaume de Kalmaks et l'on arrive  
à la dernière habitation au Kareu  
qu'ils appellent Kordebachi Là se tient un  
grand Gouverneur qu'ils appellent ture auquel  
les marchands sont obligés de faire quelque  
regal pour luy estre permis de sortir du  
pais pour aller à celui de leur voisin qu'on  
appelle mongols auparavant de sortir du  
pais de Kalmaks il faut un peu parler de  
leurs coutumes en premier lieu nous  
dirons que leur Roy est connu sous le nom  
de Kam, comme generalement tous les Roys  
qui sont dans la tartarie, et celui qui  
regne aujourd'uy s'appelle Boboustoukam  
qu'il est noir de visage comme generale  
ment tous ces peuples, ils font tous ido,  
Latre Les uns adorent de vaches les  
autres de chevaux et ceux qui ont le  
moyen des statues figures de jinge  
taureau et autres bestes brutes faites d'  
argent de cuivre et autres metaux,  
au reste sont fort belliqueux et les mos  
covites plusieurs fois sentent des effets de  
leur bravoure, sont courtois aux estran  
gers luy faisant mille caresses et luy  
priant de luy vouloir faire part de  
sa marchandise qu'ils changent à l'en  
contre de chevaux d'ameaux et autres betails



ur de pour de monnoye ils ne savent ce qu'est leur pais est fort abondant en bétail à raison des grands paturages et de la grande température de l'air ny faisant pas grand froid ny grand chaud. Leur terroir produit quantité de bleds de ris et légumes pour des étofes ils n'ont que de toilles de coton que leurs femmes travaillent pour les autres étofes y sont fort cheres ils s'habillent avec fort peu de drap à raison de sa cherté et leur commun habit est la peau de Mouton ou de chevre vrita tout ce que j'ay pu apprendre de ce pais et il nous faut passer à celui de Mongales qui sont de peuple conformes aux Kalmaks ils ont de même gouvernement la même religion ou bref la même Langage maniere et coutume que les Kalmaks ils ont un Roy qui s'appelle Kam et celui qui regne aujourd'hui Jessaltoukam, pour revenir à notre route de Toubouchi dernier Karien de Kalmaks on vient à Billeuten dans deux mois de chemin et cette route est toujours dans les montagnes quelles sont assez fertiles quant à de paturages, ces Mangales ne sont guère moins brave que les Kalmaks, mais aussi bien que ceux-ci fuient la peste comme la peste. Leurs armes ordi-



maires c'est la lance et la fleese, Au  
dessus de Billeuten il y a un montagne  
du même nom qu'il est extrêmement  
haute et il y a toujours de neiges sur  
le Caupéan qui paroît toujours blanchissant  
De Billeuten on va à Bonachorgoul dans  
un mois, dans ce Karéu est un grand  
gouverneur, turc c'est le dernier gouver-  
neur de Mongales de ce costé et après  
que l'on est sorty de Bonachorgoul l'  
on n'a que quinze journées de chemin  
dans le pais des Mongales après l'on  
entre dans le quitay l'on trouve  
des villages <sup>et</sup> après autres 15 jour l'on  
arrive à une ville nommée Keuke  
Katon c'est la demeure d'un  
grand gouverneur, Si digelan cette  
ville est sur la rivière de Katon c'est  
pourquoy il en prend le nom pour la  
distinguer d'une autre ville qui s'appelle  
Keuke aussi bien que celle cy. Cette ville  
est bien grand elle contiendra plus de  
20000 maisons mais elles ne sont que  
de terre sa rivière de Katon la rend  
considérable pour le commerce qui  
s'y fait des marchandises du pais qui  
descend<sup>ent</sup> à la mer et de la mer montent



en la ville de Keudekaton l'on vient à  
Kalduguengu en quinze jours cette ville  
est sur la rivière d'abes c'est encore  
fort grande ville résidence d'un Sidig  
lan, elle est dans les montagnes mais  
elles sont très fertiles et abondantes  
en toute sorte de fruits de raisin en quan-  
tité qu'il est défendu d'en faire de vin.  
Continuant son chemin on va de là à  
Beyanounae en huit jours c'est encore  
la résidence d'un Sidigelan cette  
ville est fort grande sans rivière de là  
en huit jours l'on se rend dans Gamb  
lou ville capitale du Quibay

Gambalou comme capitale du Quibay et  
ne peut être que considérable elle est  
bâtie dans la plaine entourée de mon-  
tagnes n'y ayant qu'une petite rivière qui  
se va jeter à la mer qui n'est qu'à deux  
journées de la ville au milieu de la montagne  
est une montagne fort haute et au som-  
met de celle est un méchant bateau  
pour la ville elle est plus grande au double  
de ce Tarlare 20 fois qu'Isopam et si Isopam  
a en rond un demy lieu de porte  
à autre les maisons ne sont que de terre  
à la réserve de celles des grands seigneurs



et de leurs eglises où sont leurs pagodes  
Car le grand Kam comme la plus  
grande part de ses peuples sont Idola-  
tres, le pais est extrêmement abondant  
en toute sorte d'entrées d'or et d'argent  
que les françois medien il viennent  
chercher avec leurs vesseaux et ce Tartare  
m'a assuré par plusieurs fois qu'il y a des  
Europeans francs au service du grand  
Kam et que sur tout ils connoissent parti-  
culièrement le medecin du grand Kam  
qui estoit allemand qui estoit allé avec  
un ambassadeur Moscovite à Gambalou et  
qui n'estoit point retourné, que le grand  
Kam luy donnoit trois mille temans de  
paye tous les ans enfin je m'en raporte  
à la verité il me dit encore que ce prin-  
ce est extrêmement puissant. Je me voy-  
lus éclaircir sur l'incertitude qu'on a  
de que ce ne soit la Chine que le Quibay  
que non et que la Chine est bien éloignée de là et  
il me dit que le Roy d'aujourd'uy s'appelloit  
Bojdouxkam et il me donna tant de rai-  
sons qu'il me fit croire qu'il estoit savant



de ce pais le disant que c'estoit son cin-  
quieme voyage il me dit que le premier  
ministre comme en Turquie Vezier est  
en Perse Ate-madaulet s'appelle L'elivert  
Le grand maître de la maison du grand  
Kam comme en Perse nazer s'appelle  
Alikama, et le grand Chancelier ou  
le Chef de justice comme en Perse  
vanbegui Chakhamou Le grand Gen-  
ral des armées Bizovan enfin voici  
en peu la declaration de ce Tartare qui  
n'est affeurement point longue pour être  
eloignée mais j'ay mieux aimé écrire de  
choses où je pouvois connoître qu'il m'en  
pourroit donner raison où bien que je  
pouvois entendre car comme je ne suis  
pas savant en langue Turque j'ay  
de la peine à entendre le Tartare  
qui n'est qu'un Turc corrompu enfin  
me<sup>dit</sup> de plus que les villes du Quibay  
plus considerables sont Gambalon, Iou  
et Kinjafir et qu'il y a plus de 200 villes  
grandes à 2000 maisons et comme

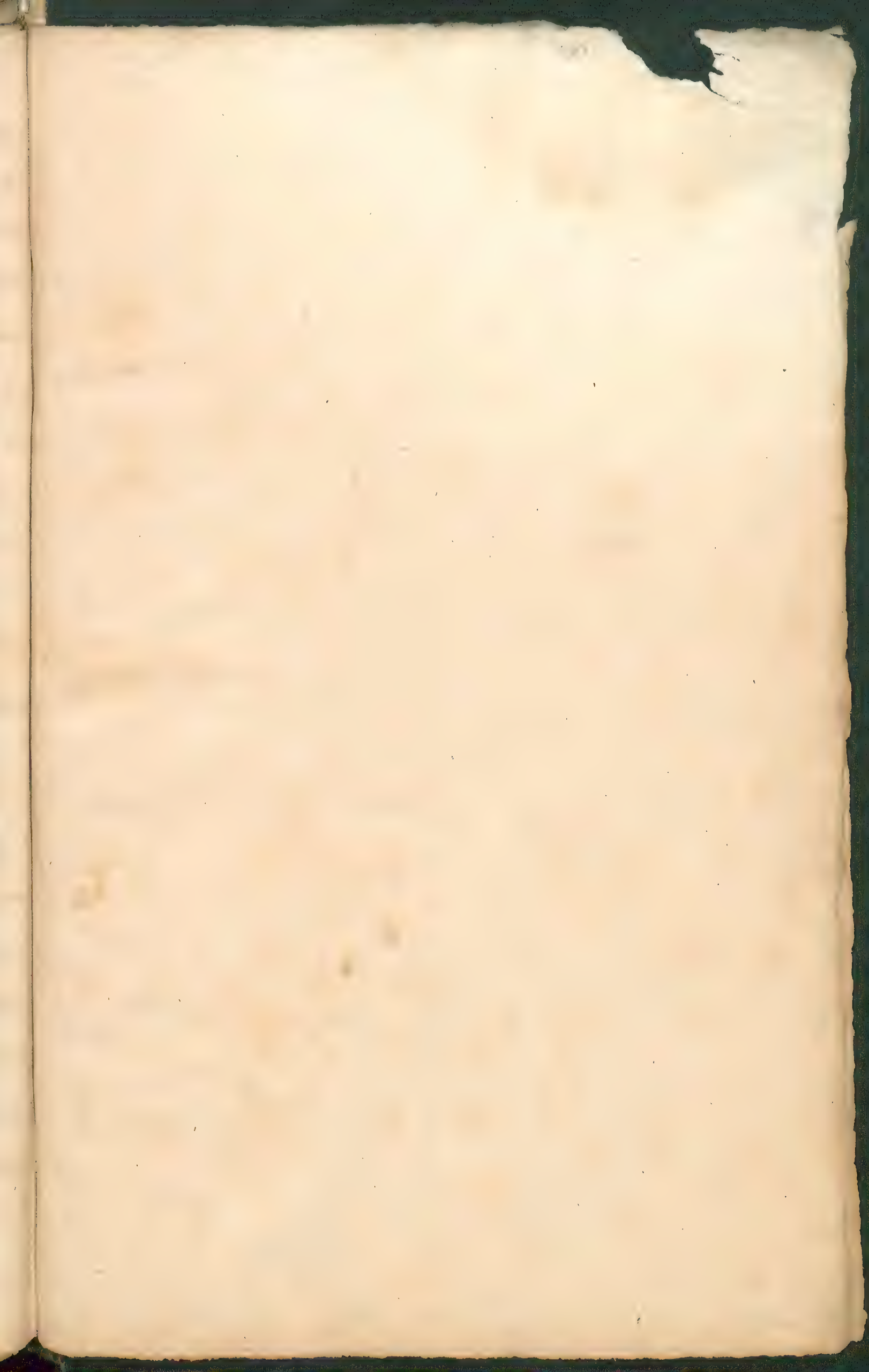


un homme estoit venu de Gambalou  
en Perse je m'informois aussi par où estoit  
venue il me dit que de Gambalou il s'en  
retourna à Karatel dans le pais de  
Ghalmales et de la prendre sa route par  
Organge qui est une ville capitale d'une  
partie de la Tartarie mineur ou Turbek,  
qui n'y a que deux mois de chemin de  
Karatel à Organge, delà en 20 jours  
l'on se rend à Astarabat premiere ville  
de Perse, delà à Bozjam deux mois,  
de Taboul à Gambalou il y a huit mois et  
trois semaines de journées de Carava  
ne à Chameau qu'un homme à cheval  
fauroit en quatre mois sans s'incomoder  
et de Moscou à Taboul 2 mois et de  
Paris à Moscou trois voila en neuf  
mois que l'on peut se rendre par  
terre de Paris à Gambalou fort  
aisement et sans incomoder par trop  
grandes journées qu'il est encore plus  
courte qu'aller par Baykalok comme  
encore moins dangereuse.



























illic  
verg  
uice  
es c  
ucl  
cr  
ul

1  
an  
ille

1  
pro  
ue

2  
jou  
ma  
ucl

3  
eri

4  
ul  
est

4  
Jo

rt  
t. c

5  
e. V

Par  
oin



B)

J.

Remarques sur un Calendrier imprimé à Herman-  
stadt en Transylvanie l'An 1714. et publié par  
Joseph-Clement Brecht.

I. Il ne faut que jeter les yeux sur ce Calendrier, pour voir qu'il ne peut être d'aucun usage, à notre Société. Nous travaillons à perfectionner les nôtres, pour les rendre utiles aux Protestans, et aux Catholiques Romains. Celui-ci ne peut servir qu'à brouiller les choses: parce que la Forme d'Année, qu'il suit n'est reçue dans aucun pays Chrétien; ni même dans aucun endroit du Monde. Ainsi je croi qu'il faut en renvoyer l'usage à son Auteur. Ilâ se jactet in ulâ.

II. M. Brecht a choisi une Forme d'Année, Egyptienne. Mais la manière dont il la dispose, n'a jamais été reçue, ni en Egypte, ni ailleurs.

1. On n'a aucune preuve, ni dans l'Histoire, Sainte, ni dans la Profane, que l'Année Civile ait eu plus de 360 jours; avant le tems que les Israélites sortirent d'Egypte.

2. Quand les Egyptiens ajoutèrent, à la fin de l'ancienne Année, 5 jours, que les Grecs appellèrent Epagomènes; l'Année, Egyptienne, demeura encore vague: et son commencement parcourut, en retrogradant, tous les jours de l'Année Solaire, dans l'espace de 1460. ans.

3. Cette Révolution de 1460. années Solaires, fut nommée la Période Caniculaire, dont le commencement fut déterminé par le Lever de la Canicule, vers le Solstice d'Été, ou le 20. de Juillet Julien. J'ai prouvé, ailleurs, que ce fut l'An Per. Jul. 3389. c'est à dire, l'An 1325. avant l'Ere Chrétienne.

4. L'Empereur Auguste, ayant obligé les Egyptiens, à recevoir le jour Bissextile, que Jules-César, son prédécesseur, avoit introduit à Rome; dès-lors l'Année, Egyptienne devint fixe, et commença le 29. Août Julien.

5. Les anciens Pères de l'Eglise, devant et après le Concile de Nicée, ont employé l'Année, Egyptienne, sur ce pied-là. Particulièrement les Patriarches d'Alexandrie, qui avoient besoin de regler le tems de la Pâque.



6. C'est donc sans exemple, que M. Brecht, ayant choisi une 2.  
Forme d'Année, originaiement Egyptienne, en a fixé le commen-  
cement au 12. de Mars Julien.

III. L'Histoire Sainte, du Vieux et du Nouveau Testament, Mo  
remplit la plus grande partie de ce Calendrier; et n'est d'aucun  
usage, pour les nôtres.

1. Quoique M. Brecht, ait choisi une Forme d'Année, Egyptienne, ma  
il donne aux Mois, des Noms qui n'ont été connus, parmi les  
Juifs, que depuis leur Retour de la Captivité de Babylone.

2. Les Mois, Hébreux, étoient, certainement, Lunaires, dans  
les derniers tems de leur République; et, comme, je le croi, depuis  
les tems de l'Exode. Ils le sont encore parmi nos Juifs: et ce  
Calendrier ne leur serviroit de rien.

3. Presque tous les Evénemens, tirez de l'Histoire Sainte, so  
rapportés à de certaines Années, et à de certains Jours; sans  
preuve ni autorité. Très-peu sont datés dans l'Ecriture Saint  
et ces Dates mêmes ne suffisent pas, pour les rapporter à d  
Jours certains dans ce Calendrier.

4. Quelques Dates particulières, ont été prises de la Tradition  
des Juifs; très-incertaine, comme on sçait. Cependant, on en  
laisse un bon nombre, qui se trouvent dans leurs Calendriers

5. L'Auteur met la Naissance de Jésus-Christ au 29. d'Octob  
Julien. La matiere est trop disputée, et trop douteuse, pour  
entrer dans un Calendrier. En mon particulier, il me paroît  
plus vrai-semblable, que N. S. J. C. nâquit vers le 20. du Mo  
de Mai. (Voyez la Bibliothèque Germanique T. II. p. 70.)

6. Les Jours, et même les Années des autres Histoires du  
Nouveau Testament, n'ont pas plus de certitudes.

IV. L'Histoire Romaine entre dans ce Calendrier, assez  
mal à propos, ce me semble; et souvent, avec peu d'exactitude

1. Si c'étoit pour servir à ceux qui étudient l'Histoire Romaine  
il auroit fallu y-ajouter quantité de choses, qui manquent  
ici. Les Révolutions Nundinales, les Jeux publics, les Fêtes &c.



2. La Naissance de Romulus est rapportée au 12. Kal. Octobr  
men Plutarque (p. 24.) dit le 21. du mois Egyptien Thot, qui, répondoit,  
lon, à la fin du mois de Mars Julien.

3. Rome fut fondée, à ce que dit <sup>M. Brecht</sup> le Mardi 21. Avril de l'An  
ent Monde 3397. qui commença un Lundi. Il le prouve de cette manière.  
Dau Plutarchus in Vita Romuli tradit 21. Aprilis fuisse feriam Martis.  
90 Dies Calendalis Anni erat feria Lunae. Mensibus more antiquo  
gyptien omano 30. diebus taxatis. Je lui passe ce dernier article, que  
ni les autres, peut-être lui nieront: et que, peut-être, il  
s. a bien en peine de prouver. Mais on ne peut passer le premier,  
dand par un ménagement de termes. Car Plutarque n'a point dit  
depuis Rome fut fondée un Mardi. Il n'a pu même le dire; puis  
t. cette distinction des jours de la semaine, n'étoit en usage,  
à Rome, ni parmi les Grecs.

4. Sur les Jos d'août, qui est le 13. de ce Mois, M. Brecht met  
Naissance d'Auguste: et s'exprime ainsi. Juxta Porphyr  
t juxta Suetonium Dion. Historicus ad 9. Kal. Octobr. Augusti  
atales refert. Ce Latin est obscur. La ponctuation en est  
icieuse: et l'Histoire est rapportée, à ce jour, sans preuve. On  
te Porphyre, sans spécifier l'Ouvrage. Dion dit, que ce fut le  
ition 3. de Septembre: et Suetone 9. Kal. Octobr. de même que. Les  
en Calendriers Romains, et les Inscriptions anciennes. Mais où est  
riers preuve pour le 13. août? En 1714 j'examinai ce point d'Histoire,  
Octob la Société des Anonymes: et je prouvai que quand Auguste  
sous quit, le 9. Kal. Octobr. Romain répondoit au 22. de Septembre.  
rit lien. Mes deux Sifours furent imprimés, en 1716. dans l'Histoire  
Moi critique de la République des Lettres. Tom. XI. et XII.

V. Quand il y auroit quelque chose de nouveau et d'utile, dans  
Calendrier, ce n'est pas la peine de le faire venir de Herman-  
stadt. Notre Ville de Berlin, est en droit d'en revendiquer  
l'invention, quasi post liminio. Le fond se trouve dans un  
ouvrage de Chrétien Ravius natif de Berlin, dont M. Brecht  
est que le Disciple, ou le Copiste: quoi qu'il ne lui ait pas  
même fait l'honneur de le nommer.



1. L'Ouvrage de Ravius est intitulé. Ad Dei.... gloriam  
Ex eodem Unica Vera et Infallibilis Chronologia Biblica  
et celui de M. Brecht porte ce titre. Göttlicher Immer  
Währender.... Calender. Nach der Form und Eintheilung  
die der heilige Geist selbst gestellt. &c.

2. Ils content, tous deux, 4140. ans, depuis la Création du Monde  
jusqu'à la Naissance de Jésus-Christ.

3. L'un et l'autre donnent la même longueur à l'Année. Solaire  
M. Kirch, examinant la dernière ligne, du dernier Mois de  
Calendrier, a trouvé, par son calcul, que, suivant M. Brecht,  
l'Année Solaire doit être de 365. jours, 5. heures, 47. minutes, et  
9. secondes. J'ai été agréablement surpris, que M. Kirch ait  
rencontré, à très-peu près, la pensée d'un homme qui s'est expliqué  
d'une manière aussi vague, qu'à fait M. Brecht. Car Ravius a fait  
son année de 365. jours. 5. heures, 47. minutes, 8. secondes. À quoi  
un de ses amis disoit qu'il falloit ajouter  $\frac{1}{2}$ . secondes.

4. Sur ce fondement, M. Brecht dit, dans son Epître Dédicatoire,  
qu'en 6000. ans, il n'y aura pas une heure de différence. Ravius  
dit la même chose. (col. 13. méd.) totis 6000. a. 57. m. p. 36. m. 5.  
tantum, ad eoque nondum horâ unicâ recedat annus Civilis  
ab Astronomica. Mais M. Kirch a détruit tout cela, par les  
meilleures Observations.

5. Enfin les Années du Monde, et les Jours de l'Année, où M. B.  
rapporte les particularités de l'Histoire. Sainte, sont disposés  
suivant la Méthode que Ravius lui avoit montrée. Plusieurs  
même en ont été copiées. Ceux qui voudront prendre la  
peine de comparer, plus exactement, ces deux Ouvrages,  
avoueront, si je ne me trompe, que M. Brecht est un  
Plagiaire: et que l'examen de son Calendrier, ne mérite pas  
d'occuper notre Académie.

Le 28. Mars 1726.

Desvignoles *g. m.*



(h.)  
Lettre à M. Mehemet  
à Londres.

Comme je n'ai rien de plus à cour, Monsieur, que de vous obliger,  
j'ai satisfait à la demande que vous m'avez fait l'honneur de me faire  
de vous donner un détail de mes voyages; trop heureux si je puis réussir  
à vous faire passer un moment agréablement, et mériter de renouveler  
en ma faveur les bontés que vous aviez pour moi; Si j'étais dans une  
situation moins fâcheuse par rapport au manque d'espèces, je  
profiterois du temps de paix où nous sommes pour faire le voyage  
d'Angleterre, pour avoir la satisfaction de vous raconter de vive voix  
les particularités de mes voyages, et les contre temps que j'ai essués,  
qui formeroient une Histoire très intéressante, tant par rapport  
à mes disgrâces, qu'aux divers événements dont tous les voyageurs sont  
exposés. J'ajouterai au plaisir que j'aurois d'avoir l'honneur de vous  
embrasser, celui de faire ma profonde reverence au Roy pour qui je  
conserve respectueusement tout l'attachement le plus parfait, menaçant  
s'il vous plaît les occasions, puisque je ne crois pas y parvenir par ma  
situation, et s'riez persuadé qu'on ne peut rien ajouter à la  
considération, et à l'estime avec laquelle j'ai l'honneur d'être très



parfaitement, Monsieur Votre très humble & très  
obéissant serviteur

Paris ce 17<sup>e</sup> Avril 1725

Dr. de Mustapha.

J'ai eu un vrai plaisir, Monsieur, en recevant votre dernière Lettre;  
de ce que vous ne m'avez point oublié, et que vous m'honorez toujours  
de votre amitié; pour y répondre il n'y aura rien que je ne fasse pour vous  
prouver ma reconnaissance. Vous me demandez de vous faire un détail de mes  
voyages depuis l'année 1715, j'y consens de tout mon cœur et cela dans le  
dessein de vous faire plaisir; mais je crains très fort que je vous ennuye  
parce que dans tous mes voyages je ne circonscris point les particularités  
tant pour motif d'Etat que par curiosité, réservant à votre discer-  
nement et à votre connaissance à deviner ceux qui m'interessoient  
le plus, trop heureux si dans cette Narration que je vais  
entreprendre, il y a quelques traits qui me fassent plaître de  
votre Auguste Maître, et qui par une généreuse compassion  
puisse me soulager dans ma détresse.

En partant d'Hanovre, je suis venu à Cassel chez le  
Landgrave de Hesse Cassel, où j'ai séjourné pendant 48



jours, le Prince eut mille bontés pour moi; il me fit voir sa cascade  
magnifique que j'ai considérée, comme seule, et unique dans le monde; j'ai visité  
son Arsenal, et sa Menagerie; qui est rare; c'est dans cette ville, où j'ai  
appris qu'il étoit arrivé à Amsterdam un Chaou<sup>s</sup> pour me remettre des  
Lettres du grand Visir, je les ai envoyés chercher par M<sup>r</sup> Langelier  
qui étoit pour lors avec moi. Par la Lecture que je fis de ces  
Lettres, j'appris que l'on me sollicitoit de passer à Constantinople  
avec des emproisemens peu communs et que le dit Chaou<sup>s</sup> avoit ordre de me  
remettre des Lettres de change pour 400000 ducats d'or sur le nommé  
Louis sur mon Banquier à Amsterdam. Le peu de confiance que j'avois aux  
promesses du Visir me firent partir pour Amsterdam afin de pouvoir  
toucher cette somme. J'ai trouvé dans cette ville, mon Chaou<sup>s</sup>, le quel me  
dit qu'il n'avoit ordres de me remettre ces Lettres, que lorsque j'aurois pris  
la résolution de faire le voyage de Constantinople; je l'ai assuré que  
je ne perdrois point un instant de l'entreprendre, mais qu'au paravant  
il falloit me consulter avec plusieurs puissances et demander leur  
protection; mon Dessein quoique très judicieux ne laissa pas de souffrir  
plusieurs objections, parcequ'il falloit, me disoit le Chaou<sup>s</sup>, braver  
une pareille route, afin d'empêcher les brigues qui se pourroient  
faire, comme ma temerité n'étoit pas exempte de réflexions, je



si un assez long séjour à Amsterdam, j'avis déjà reçu 80000  
florins d'Hollande qui me serviroient au préparatif que je devois faire  
pour une si hardie entreprise, mon frere avoit raison de presser tous  
les jours mon départ, parcequ'il y avoit deux brigues à Constantinople  
dont l'une des quelles donna avis au grand Seigneur de la residence que je  
faisois à Amsterdam, ce potentat donna ordre et enjoignit le Sr.  
Collieres pour lors Ambassadeur de la Republique d'Hollande  
auprès de lui, de prier les Etats Generaux de me faire sortir  
de leurs Etats le plus promptement que l'on pourroit; j'eus  
connoissance de la Lettre que cet Ambassadeur écrivoit, j'ai prié  
leurs Hautessees d'avoir pour agréable de me la communiquer;  
j'appris que le grand Seigneur ne me regardoit que pour un  
Visionnaire, et que la qualité de son frere que je prenois  
nétoit qu'une imposture, qu'on n'avoit qu'à me chasser sans me  
donner aucun secours, que si ils étoient dans la Besoyn de me  
donner un asile chez eux, qu'il declareroit la guerre, et bien  
des autres choses, dont je ne fais point mention, comme n'étant très  
peu intéressent, j'écrivis à leurs Hautessees, s'ils jugeoient à  
propos que je restasse dans leurs Etats, ils me firent l'honneur  
de me répondre, que je pouvois y rester autant qu'il me plairoit



17  
et qu'ils m'offroient leurs services. Une réponse ainsi gracieuse m'engagea  
de faire un plus long séjour, afin de pouvoir recevoir des Lettres de  
France en réponse de celles que j'avois écrites. J'en reçus une de M.<sup>r</sup>  
Trissin pour le M.<sup>r</sup> Ministre, qui m'apprenoit que le Roi avoit été  
informé que j'avois mené Landgallerie avec moi, qu'on m'ordonnoit de m'en  
faire, et de n'arriver aucune particularité en comme il étoit avec lui, j'étois  
aux ordres de ce grand Prince et dès le même instant je remplis  
toutes sortes de liaisons avec le dit M.<sup>r</sup> Landgallerie; quoique  
je deus recevoir de grandes secours de lui, n'ayant flancé de me  
faire trouver 30 millions pour lever des Troupes par son  
industrie; je partis d'Amsterdam après avoir fait mes  
remerciemens à leurs Hautesses et laissai Landgallerie avec  
le Prince et le Comte de Luang sans vouloir me mêler de  
leurs Affaires particulières. Je me rendis à Utrecht, et de  
là à Bristle Duc, de Bristle Duc à Maistreick, de là aux  
Lands de Sier la chapelle où j'attendis les ordres pour  
continuer ma route de là à Collogne, de Collogne à Dusseldorp  
chez l'Electeur Palatin, où je séjournai huit jours, j'allai  
ensuite à Frankfort et à Maybourg, de là à Inspruck



pour aller ensuite à Venise ; mais le mal contagieux, qui regnoit pour  
lors dans l'Empire, avoit engagé l'Empereur à fermer les frontières.  
J'ai séjourné pendant trois semaines chez le Prince Charles  
de Nèubourg du quel je reçus beaucoup d'amitié. Je partis  
pour Hall, où j'ai acheté un bateau, pour aller à Vienne. Je  
fis cette route avec le Prince de Wirtemberg, etant à Vienne  
je fus logé au Mellerau où j'ai envoyé informer le Prince  
Eugene de mon arrivée. Je fus présenté le lendemain par le  
Prince à S. M. I. et à la Cour de l'Empereur, de la quelle  
j'ai été très satisfait dans le peu de séjour que j'eus dans  
cette Cour. J'appris qu'on avoit avis de la Porte de ne me  
donner aucun aile en me denonçant toujours pour impolite ;  
Que si au contraire on m'y laissoit séjourner que le grand  
Seigneur declareroit la guerre. L'Envoyé de la Porte  
demanda au Prince Eugene la permission de me voir, ce  
qui lui fut refusé ; ne voulant point faire un long séjour  
à Vienne, non pas par rapport à cet expres parce qu'on  
m'avoit permis d'y séjourner tant que j'en voudrois ; mais bien  
parce que mes affaires m'appelloient en Italie. Je partis de



Vienne pour la Syrie où je fus à Clagenbourg, de là à Lubiane  
où j'eus une entrevue avec le General Staremberg, qui m'obligea de  
sejourner cinq ou six jours & le General me fit beaucoup d'amitié,  
De Lubiane je fus à Grouni, de là à Bocary, de là à Leigne  
dans la Syrie, où je me suis embarqué sur un vaisseau pour passer  
à Bequiera, à Chitanoue, Nâple, Lerrette et Rome, où je  
remis ces Lettres que j'avois au Cardinal de la Trimonille, et  
pendant un mois et demi que j'ai sejourné en cette ville, il ne me fut  
pas possible d'avoir audience du Pape par rapport aux sermons  
mon entrevue fut à Castel qui est une maison de campagne du  
Pape avec lequel j'ai parlé chemin faisant tête à tête, je  
lui dis en partie pourquoi j'étois venu à Rome, il me promit  
à son retour de me donner une audience au Tarlino, c'est à dire  
une audience familière. Effectivement il tint sa parole et me  
donna très ample pendant trois heures; lors ayant proposé  
de m'envoyer des bulles pour toute la Chretienté pour me donner  
les moyens de lever 60000 hommes bien armés, et transporter  
200000 Armes pour armer les Grecs, et que les Auxilia-  
ires et Les Vénitiens transporteroient ces Troupes, et ces



armes dans la Morée, le Pape qui vouloit s'en servir en je prendro  
de l'argent pour l'entretien de ces troupes, me fit séjourner très  
long tems à Rome; je ne voulus pas relever mon Sacre, je fus  
obligé de prendre un congé d'audience pour aller à Venise.  
J'avois en avis que le nommé Rogenico Banquier à Venise  
avoit une Lettre de change de 60000 Scquins à me remettre; je  
me suis contenté d'une simple Lettre du Pape ouverte qui l'  
écrivit à la République de Venise qu'il s'engageroit volontiers  
à faire tous les frais de la guerre pour tout ce qui me concernoit  
qu'ils pourroient me donner le commandement de leur s. Troupes  
mais comme il s'arriva que le s. Schoulenbourg avoit été  
nommé s. Mareschal de la République, ce qui forma une  
difficulté entre lui, et moi, pour le commandement; cette  
République me proposa pour terminer toute difficulté et toute  
dispute entre le s. Schoulenbourg et moi, de me donner le  
Commandement dans la Dalmatie, et à Schoulenbourg celui  
de Morée. Peu de tems après à la naissance de  
le Archiduc. je fus prié chez le Comte Colloredo Ambassadeur  
de s. M. I.; il y avoit dans cette assemblée le Prince Electoral  
de saxe; le Nonce du Pape; moi, et quelques Dames de



plus qualifiées; dans le milieu du repas, il entra quantité de masques,  
dont une des quelles, étoit porteur d'une bouteille, d'une liqueur préparée,  
dont on versa dans un verre qu'on a remis à mon Laquis pour me  
présenter à boire; je fus obligé d'en goûter, mais le goût me fit  
soupçonner que le breuvage étoit pernicieux, comme il étoit en effet;  
je fus incommodé dans le moment même, ce qui m'obligea de quitter  
la table, et de m'en retourner chez moi dans ma gondole, je pris  
le contrepoison, ce qui me sauva, je devins très enflé en peu de  
temps, mais grâce à Dieu j'en suis échappé. Je n'ai songé après  
un pareil peril, qu'à me tirer d'un lieu si affreux. Je partis  
pour me rendre à Mantoue; où j'ai séjourné quelques jours chez  
le Prince d'Armstad qui me fit beaucoup d'accueil et de là  
à Milan, ensuite à Turin, et enfin à Gennes où je m'embarquai  
pour Cadix, de là à Madrid, où j'ai séjourné pendant un mois  
pour mes Affaires particulières; ensuite j'allai à Lisbonne  
et de Lisbonne je suis retourné à Madrid. Le Roi d'Espagne  
ordonna cent Chevaux pour m'escorter jusqu'à Perpignan, de là  
je me rendis à Arignon, de là à Marseille. Il arriva peu



de tous après Mehemet Barini la pidi Bach à Toulon où  
je me rendis, il me remit un Bourapourdi qui signifie un commandement  
du Visir Hagen dans un morceau d'étoffe d'or pour passer à Suine;  
on je devoit trouver des habits à la mode du pais avec un ordre à  
tous les Bachas, et à tous les Gouverneurs des Provinces d'avoir  
pour moi toutes sortes d'égards, et me faire tous les honneurs dûs à  
la Personne du grand Seigneur même; quelque temps après le  
Prince Ragorhi vint me rejoindre à Marseille, et le nommé  
Bossiment qui venoit de Madrid de la part du Cardinal  
Alberoni, j'eus une entrevue avec le dit Prince et Bossiment  
et le nommé Bruny Marchand Banquier à Marseille à la  
vigue, où nous restâmes 24 heures ensemble, le dit Prince et  
Bossiment partirent sur une Tartane de Toulon pour  
Constantinople, le vent fut si favorable qu'ils y arrivèrent à  
22 jours; je ne vous dirai point la réception que l'on leur fit  
cela sera à notre première entrevue, que je vous en entretiendrai.  
Six semaines après je m'en barquai à Marseille sur un  
Vaisseau que j'avois nolisé à mes dépens de 30 pieces de canon &  
nommé le St. Jean Baptiste, commandé par les Capitaines  
Bate et Reynaud. Je fis route par l'Archipel où je



ne pouvois pas arriver à cause des Vents contraires. Je fus une  
tempête et des orages si horribles que mon vaisseau fut demâté;  
je me suis vu au moment de périr et de relâcher. Malthe pour  
me radoubé; le grand Maître me fit tous les honneurs possibles;  
j'ai logé chez le Bailly de ses maisons qui devoit succéder à  
Betillas pour son grand Maître. Mon vaisseau étant radoubé j'e  
me rembarquai pour l'Archipel; le vent m'obligea de relâcher  
à Coron, Ville, que vous connoissez bien, où j'ai resté huit jours.  
Je me suis informé des anciens Cypriens de cette Ville, et j'ai  
appris que tous étoient peris, comme j'ai eu l'honneur de vous le  
mander. Je m'embarquai pour la 3<sup>me</sup> fois pour l'Archipel; et  
j'arrivai aux Isles de l'Argentier où je trouvai l'armée  
Navale Turque, qui s'en retournoit à Constantinople. Elle avoit  
pris en passant les nommés Colo Ravette et Jean Corsaires de  
Malthe. Cette armée mit pavillons de toutes sortes de Nations  
comptant que mon vaisseau étoit un corsaire. Je dessendis d'en mettre  
aucun au lieu; ma résolution fut que le Capitaine Bacha commandant  
cette flotte envoya une Chaloupe avec un Officier Turc et un  
Renegat françois pour reconnoître mon vaisseau, visiter mon bord, et  
savoir la raison pour la quelle je n'avois pas arboré aucun



Spavillon, et comme ce renégat me faisoit beaucoup de menaces en  
Langue Turque, comptant que l'on ne l'entendoit pas dans mon bord,  
je le fis entrer dans ma chambre avec l'officier Turc qui étoit venu  
dans la chaloupe, ils furent très étourdis de m'entendre parler  
Turc, aussi bien qu'eux, je fis connoître à cet officier les  
raisons qui avoient obligé à ne pas arborer le Spavillon  
blanc parce que je m'étois appercu que l'armée du Grand  
Seigneur n'avoit pas arboré le leur. Je lui dis que j'étois  
une personne envoyée auprès du Grand Seigneur de la  
part du Roi de France. Cet officier fut rejoindre le  
Capitaine Bacha au quel il fit ce récit, et qui me renvoya;  
cet officier me faisoit des excuses sur l'incommodité de son  
âge qui ne lui permettoit pas de venir à mon bord, et qui me  
prieoit d'aller au sien, ce que j'eus l'imprudence de faire, j'  
ne fus pas plutôt arrivé que je fus reconnu par quantité  
des renégats françois, le fils du commandant de cette flotte  
qui fut instruit dans le moment qui j'étois, en fit rendre  
compte à son Pere, qui fut tout interdit de cette nouvelle,  
il fit assembler tous les Generaux de cette armée, pour



mon bord pour me faire tous les honneurs dus à ma naissance; mais cette  
assemblée me donna de l'inquiétude, et me fit appréhender de ne pas  
me tirer facilement de leurs mains. Je pris pourtant mon parti après  
mon imprudence, je n'avois d'autre ressource que dans ma résolution;  
je me presentai devant les Officiers, mais mon discours fut si court  
et si concis, et mon départ si prompt que je ne leur donnai pas  
le temps d'y prendre des mesures pour m'arrêter; au contraire on  
affecta de me faire rendre des honneurs par toute l'armée  
Navale; qui me salua à mon retour, je me rendis heureusement à  
mon bord très content de n'être pas pris dans cette visite, ou au  
moins d'avoir été arrêté. Je fis faire voile à tous les Vaisseaux  
Anglois, Hollandois, et François qui se trouvoient ensemble,  
suivant les ordres que j'avois des puissances auxquelles ils  
appartenoient; parcequ'il leur avoit été défendu de sortir que  
huit jours après que l'armée Navale se seroit retirée. Je me  
rendis à Suirne après avoir relâché en différents ports à  
cause du vent contraire; le Consul de la Nation de la Ville  
d'Alte; vint me parler suivant les ordres de la Cour de France,  
que je lui communiquai. Huit jours après, je partis de Suirne



pour Thelonie où je devois trouver des escortes de Thelonie à  
Constantinople. et de là à Adrianople. Pendant mon séjour à  
Thelonie je reçus trois courriers differens de la part de l'Ambassadeur  
de France qui étoit M<sup>r</sup> De Bonnac, qui me mandoit de tâcher de  
me sauver parce que le Grand Seigneur avoit été informé que j'avois  
conspiré avec les quatre principales personnes de l'Empire  
pour le détroner. Ce fut le Suré de Thelonie, qui donna cet  
avis au grand Seigneur et le nommé Boyer, qui porta à Sa  
Majesté la Lettre du dit Suré; cette nouvelle ne m'empêcha pas de  
poursuivre mon voyage d'Adrianople, avec mon escorte à six lieues de  
cette Ville, j'ai trouvé pendant mon hâle le General Beresini et le  
Comte d'Apfack qui est actuellement à Paris, qui vint au devant de  
moi pour me donner la même nouvelle que j'avois reçue de l'Ambassadeur  
de France, je lui répondis que le Prince Ragoski n'avoit qu'à se  
tenir tranquille chez lui, sans se mêler aucunement de ces Affaires  
que je savois tout ce qui se passoit. Encore les six heures du soir  
j'entrai dans Adrianople avec 500 Janissaires, et 200 Thissphais,  
je fus logé au palais d'Ismirli, que le Visir m'avoit fait préparer, où  
je trouvai deux hommes Turcs de la part du Visir, et un Interprète



Dans la Langue Turque nommé Fronten, je fus conduit par six hommes aux  
appartemens de ce Palais qui m'étoit destiné. Pendant mon voyage d'Andrianople  
le grand Seigneur affecta de faire une partie de chasse à une de ses maisons de  
plaisance nommée Chelic et nuittamment le Visir Hazem et le Agade  
Janissaires, le Hazanadar qui est le grand Tresorier de l'Empire, et le  
Testedac qui est une espee de Chancelier de l'Empire vinrent me trouver  
à minuit et demy, nostre conversation dura trois heures, je leur promis  
de donner tous mes soins, tant pour la guerre que pour le Gouvernement.  
Quelques jours apres, le Visir me fit proposer d'embrasser la  
Religion Maometane, promettant de me faire regner si je voulois  
embrasser cette religion là et qu'il donneroit de si bons ordres qu'il  
seroit arreter le grand Seigneur, me voyant pressé de prendre mon  
Parti, je feignis de ne vouloir retirer dans une Maison de plaisance  
sous pretexte de me reposer des fatigues de mes voyages et que  
pendant mon sejour dans cette Maison l'on m'enverroit un Monste  
pour m'instruire. Cette feinte me servit pour m'évader, parce que  
j'appris que si je ne changeois pas de Religion, je serois perdu.  
Je partis de cette Maison avec le monde qui m'avoit suivi et je courus pendant  
57 jours et nuits pour gagner la grande, et la petite Tartarie. Je



passai ensuite dans la Perse, de là en Egypte, et d'Egypte en  
France où je suis actuellement.

Jugez, Monsieur, les Dangers & les Peines que j'ai faites  
dans cette route, et les risques que j'ai courus. Au travers de toutes mes  
disgraces je me trouve très heureux d'avoir l'honneur de vous assurer  
que je suis très parfaitement, Monsieur, Votre très Humble &  
très obéissant Serviteur

B. de Mustapha



















1.  
245

# Lettre

Où on fait voir, que le Danemarck  
a toujours cherché à opprimer  
la Cour de Gottorp.  
écrite

à l'occasion d'un Ecrit imprimé  
et publié en Allemand  
Sur ce Sujet.





ed -

March 1st 1848

to the  
of the

of the  
of the

of the  
of the



Monsieur.

C'est une verité constante, et si connue de tout le monde que le Danemarck a toujours cherchie à opprimer la Cour de Gottenburg, et sur-tout depuis la paix de Copenhague, qu'il n'etoit pas necessaire de se mettre en peine de le prouver. Quoique ce soit qu'on allegue en Danemarck pour persuader que la conduite de la Cour de la Cour de Gottenburg a donne lieu aux Rois de Danemarck de s'en Resentir; cela est bon à faire à croire aux gens qui ne savent pas avec quelles precautions la Cour de Gottenburg a toujours taché d'éviter de se brouiller avec le Danemarck, et qui ne savent pas qu'en Danemarck on voit avec une extreme envie, et avec une extreme jalousie, que la Maison de Gottenburg partage la puissance dans les Duchés de Mecklemburg et de Holstein, et qu'en voudroit bien en Danemarck reduire les Ducs de Gottenburg à la condition des autres Ducs de Holstein, qui sont dans une entiere dependance de la Couronne de Danemarck.



Cette jalousie des Rois de Danemarck est bien injuste, il s'en vient  
particulièrement à la Maison de Gottorp, la Souveraineté du Duché de  
Schleswie, sans vouloir considérer qu'entre que la cession de cette  
Souveraineté a été une légère satisfaction des pertes immenses que le  
Danemarck avoit causées à la Maison de Gottorp, dans la Guerre qui  
précéda la paix de Sepentague; Les Rois de Danemarck ont trouvé  
dans cette guerre le plus grand et le plus glorieux avantage qu'ils  
pourroient se promettre jamais; c'est la Souveraineté et la Succession  
héréditaire de leurs Royaumes.

Jusqu'à lors les Rois de Danemarck n'arrivent qu'une autorité fort  
bornée. Le Duc de Gottorp bien loin d'en venir aux Rois de  
Danemarck la Succession héréditaire et la Souveraineté de leurs  
Royaumes, y contribue par ses bons offices.

D'ailleurs la Souveraineté du Duché de Schleswie est si  
peu de chose en comparaison de la puissance absolue des Rois de  
Danemarck, sur tout pendant que les Rois de Danemarck inquiettent et  
insultent en toutes façons la Maison de Gottorp, qu'on peut véritablement  
dire qu'à peine un Duc de Gottorp trouve d'autre avantage



Dans la Souveraineté du Duché de Slesvic, que le nom et la dignité de  
Souverain.

Ajoutés à cela, Monsieur, que cet agrandissement de la Maison de  
Gottorp ne pouvant donner aucun ombrage aux Rois de Danemarck, il seroit  
également honnête et de leur grandeur de souffrir l'élévation d'un Prince  
de la Maison Royale.

Ce n'est pas seulement la Souveraineté du Duché de Slesvic que le  
Danemarck envoie aux Ducs de Gottorp, on a songé en Danemarck depuis  
longtemps de demeurer maître de tout le Duché. On y pense encore, et  
c'est le principal but des traités du Roy de Danemarck avec ses  
Alliés.

Mais se trouveroit-il un Allié du Danemarck ou toute autre  
puissance qui voulut appuyer une prétension si injuste, et ne seroit-il  
pas une manifeste usurpation, et une chose sinistre de dépouiller un  
Prince malgré lui de son patrimoine, quelque Equivoque même qu'on  
pût lui offrir.

L'intention, Monsieur, qu'on a eue dans le partage  
des Duchés, dans les Unions et dans ce qu'on appelle la



Communions, a eu pour objet d'unir et lier les Rois de Danemar  
avec les Ducs de Gottorp.

En ce tems-là la Maison de Gottorp n'arrivait à craindre de  
cette union. Les Rois de Danemar n'étoient point les Souverains. Leur  
pouvoir étoit fort limité. Il n'étoit pas moins de leur intérêt de ménager  
la Cour de Gottorp, et d'en être appuyés, qu'il étoit de l'intérêt de la  
Cour de Gottorp d'être appuyée par les Rois de Danemar, et de  
les ménager.

Mais, depuis que les Rois de Danemar ont prévalu par la  
Succession héréditaire à la Couronne et par la Souveraineté, ils n'ont  
songé qu'à en tirer la même puissance sur la Maison de Gottorp,  
et à faire d'elle le fief de leurs Duchés de Schleswig et de  
Holstein, une des provinces de leur Royaume.

Vraiment si l'intérêt de l'intérêt du  
Danemar et de la Maison de Gottorp étoit parfaitement  
unis. Leurs forces en seroient bien plus considérables; et ils  
trouveroient dans leur union, non seulement plus de force;  
ils seroient encore dans le d'ord la puissance la plus redoutable



et la recherche par les autres Etats de l'Europe.

Mais entre que les Rois de Danemarck ne pouvant être unis avec les  
Etats de Götterp n'aspirent qu'à abaisser la maison de Götterp et que  
pour cet effet ils empient autant qu'ils peuvent sur les Droits, violant  
souvent aux occasions de l'opprimer, il est rare de voir cette parfaite  
union entre des Princes voisins dont l'un est plus puissant; Et sur-  
tout quand leurs Etats sont aussi mêlés que le sont dans ces Duchés  
de Schleswig, et de Holstein, ceux des Rois de Danemarck et des Ducs  
de Götterp et qu'avec cela le gouvernement est en partie commun.

C'est, Monsieur, cette Régence qui est la source de  
la discorde: le plus faible est la victime du plus fort. De sorte  
que pour ôter tout prétexte, et pour mettre la Maison de Götterp  
à couvert des insultes du Danemarck, il faudroit un nouveau partage  
et abolir la Communauté.

Cela ne se faisant pas, ce qui pourtant devoit se faire  
pour prévenir dans le Nord et dans le cercle de la basse Saxe des  
troubles autrement inévitables; Il n'y a point d'autre remède sinon que  
les garants de la Paix de Westphalie; de Sepentogues; de Fontainebleau



Frederic bleu, D. Allen, et de Strassburgh, non seulement exécuter  
perpetuellement la garantie: mais même qu'ils arrêtent d'abord les premiers  
mouvements du Danemarck, toutes les fois que le Danemarck voudra entreprendre  
contre la Cour de Gottorp.

Car l'expérience a toujours fait voir que pour peu de temps  
de Liberté qu'on laisse au Danemarck de pousser ses Desseins contre la  
Maison de Gottorp, il fait en venir aux dernières extrémités pour  
contraindre le Danemarck à qu'il en prise, et il arrive qu'avant  
qu'on lui ait contraint, il a toujours ruiné les Riches de Gottorp,  
de fond en comble.

Si l'Empereur, et l'Empire, et les autres Puissances engagées  
à soutenir la Maison de Gottorp le veulent bien, on ne manquera  
pas des moyens pour prévenir et pour réprimer les attentats du  
Danemarck.

D'un côté les Constitutions de l'Empire y ont suffisamment  
pourvu; et l'Empereur et le Cercle de la basse Saxe s'efforcent par  
ce qu'ils doivent et ce qu'ils peuvent faire; et combien il leur  
importe de maintenir la Tranquillité dans le Cercle.



119  
D'UN autre côté la France, la Suède, l'Angleterre, & la  
Hollande qui tous ont un si grand intérêt à la paix du Nord et qui ont  
garanti la Maison de Gottorp; toutes ces Puissances n'auroient qu'à  
faire des serieuses instances, et à prendre des fortes mesures pour  
la sûreté et pour le repos de la cour de Gottorp; Le  
Danemarck n'oserait branler.

Mais, Monsieur; dans les Affaires publiques il en est  
comme dans les maladies; les remèdes sont presque inutiles, ou  
agissent fort lentement, quand on les applique trop tard.

Les Duchés de Gottorp ne seroient pas comme ils le  
sont, dans un état si déplorable, si les garants, l'Empereur et  
l'Empire, et le Cercle de la basse Saxe, s'étoient d'abord opposés à  
l'invasion du Danemarck.

C'est en vain de s'imaginer que les bons offices puissent  
seuls arrêter le Danemarck, ni que le Danemarck puisse être  
touché des reproches de mauvaise foi de violence, d'inhumanité;  
il vaudrait mieux s'abstenir de ces termes qu'aussi bien  
le respect qu'on doit aux Couronnes ne souffre point.



il n'est ni de la bienséance, ni de la dignité des Princes de  
s'emporter à des injures.

On peut croire aussi que ni le Roy de Danemarck, ni  
Monsieur l'Administrateur de Gottorp n'ont point donné  
ordre à ceux qui plaident leur cause par écrit d'user des  
termes si peu respectueux et si pleins d'aigreur.

On trouveroit plus de solidité, de vérité, et de retenue  
dans ces sortes d'écrits, si on les commettoit à de sages Ministres  
ou à des personnes qui entendissent également bien le monde et  
les Affaires; et non point à des pédants aussi imprudens ordinairement  
que peu capables d'écrire sur des choses dont on ne leur  
confie point le maniement.

Il reste, Monsieur, comme les prédécesseurs du Roy  
de Danemarck n'ont laissé échapper aucune occasion d'inquiéter  
la Cour de Gottorp et de s'emparer de ses Etats, le Roy  
la tente des son avènement à la Couronne; et en fin de quel  
a pu, il a écrité sans autre sujet que la Convoiesce.  
Vous pouvez, Monsieur; lire beaucoup de particularités &c.



L'Autheur de cet escrit, qui m'a donné lieu de vous écrire cette Lettre  
Veduit fort au long. (3) sent autant de preuves convaincantes que le  
Roy de Danemarck a pris à cœur de ruiner la Maison de Goltorp

TOU Ce que les Danois ont publié de la bonne volonté  
du Roy pour la Maison de Goltorp, et en particulier, pour  
Monsieur le Administrateur, l'événement a fait voir que ce n'a  
été que dissimulation.

On a voulu par ces écrits remplis des flatteries et des  
faussetez de Monsieur le Administrateur et des Ministres,  
prévenir et reprendre les sens étrangers on n'y fait point  
de réponse plus particulière, car plusieurs Manifestes de la  
Cour de Goltorp ont déjà publié avec combien peu de  
fondement le Danemarck emploie pour la justification de ses  
faibles raisons, et que toute la ressource des Danois est de  
cacher d'en imposer au public.

Sans descendre dans ce détail, et sans remonter  
aux premières entreprises du Roy de Danemarck, il suffit



De remarquer que nonobstant que Monsieur le Ministre ait  
eu pour le Roy de très grands égards, et des condescendances qui  
méritoient beaucoup de reconnaissance, R. M. n'a pas laissé  
avant et après la bataille de Gadebouch de souffrir que son  
armée ait commis dans les Duchés de Gottorp, les plus grands  
excès, et véritablement si inhumains qu'en ne pourroit en attendre  
de plus grands du plus barbare ennemi.

On doit croire, et c'est la vérité sans doute que le Roy  
de Danemarck n'a pas commandé ces cruautés. Mais aussi  
lorsque la Cour de Gottorp en a demandé réparation elle n'a  
pu l'obtenir ni le moindre dédommagement.

Après un procédé si violent, et après que le Roy  
n'en a voulu donner aucune satisfaction, Monsieur le Ministre  
-fraternel a pu sans doute rompre la neutralité que de son  
Côté il avoit observé si religieusement; et il a eu toute raison  
de s'unir aux Suédois pour la défense de la Maison de  
Gottorp qu'on voyoit bien que le Roy de Danemarck  
vouloit tout à fait abîmer.



Je ne chercherai point icy, Monsieur, à prouver ce que des  
gens peu éclairés ont avancés dans leurs écrits; et apparemment  
sans ordre, que Monsieur le Administrateur a pu recevoir l'armée  
de Suède dans Tonninguen sans rompre la neutralité, j'avoue  
que c'est été une prétension fort extraordinaire de vouloir  
demeurer neutre, et de rendre les Suédois maîtres d'une forteresse  
si importante, dont ils auroient pu se prevaloir très avantageu-  
sement s'ils eussent pu s'y maintenir.

Mais, je sentiens que les Etats de la Maison de Götterp  
auroient été ravagés par l'armée du Roy de Danemarck et par les  
armées des Alliés, sans que Monsieur le Administrateur en ait  
pu obtenir satisfaction, si. S. M. a eu tout sujet d'assister les  
Suédois, de prendre leur partie, et de s'efforcer de se mettre en état  
de repousser la violence, et de prévenir une plus grande  
desolation.

Comme il est de la prudence de cacher ses dessein  
à son ennemi et que rien neobligeoit, Monsieur le Administrateur  
à en faire part de ses intentions au



Roy de Danemarck, Monsieur l'Administrateur aiant tout  
droit de faire des traités et des Alliances: on ne sauroit dire  
que Monsieur l'Administrateur ait abusé et trompé le Roy.

On a prouvé que Monsieur l'Administrateur avoit fait  
déclarer à S. M. qu'il seroit contraint de se joindre aux suédois,  
si S. M. ne faisoit cesser les desordres, et les calamités que  
causent dans les Etats de Gottenburg les Danois, les Russes, et  
les Polonois, et si on n'en donnoit une satisfaction raisonnable.

C'est donc à tort qu'on accuse de mauvaise foi, Monsieur  
l'Administrateur d'autant plus qu'en traitant avec les suédois  
et les recevant dans Tonningen, il n'a fait que tout ce qu'il  
avoit tout droit de faire, et que ce qu'il devoit faire dans  
l'esperance de trouver moyen de faire reparer les pertes  
immenses causées à la maison de Gottenburg principalement  
par le Roy de Danemarck.

Aussi, Monsieur fait-on la justice à Monsieur  
l'Administrateur dans toutes les Cours de l'Europe, on en  
juge sans partialité d'avouer que le Roy de Danemarck



la contraindre à rompre la Neutralité, et on convient que Monsieur  
l'Administrateur a eu raison de s'achar à ne pas laisser perir l'armée  
de Suède, de qui seule il pourroit alors se promettre toute assistance.

Outre le salut de l'Etat ce qui a été en Monsieur l'Adminis-  
trateur le plus grand motif, plusieurs autres considérations que ne  
peuvent ignorer, ni s'approuver, ceux qui connoissent les véritables  
intérêts de la Cour de Gottorp, ont dû porter Monsieur l'Adminis-  
trateur à se déclarer pour la Suède. Il ne l'auroit pourtant  
jamais fait très assurément, s'il n'y avoit été obligé par  
l'espérance de garantir les Duchés d'une ruine totale.

SANS doute, Monsieur, la Cour de Gottorp, qui ne doit  
songer qu'à son repos et à sa sûreté, et qui ne peut trouver sa  
sûreté et son repos, que dans une bonne intelligence avec le  
Danemarck ne prendroit jamais des liaisons contre le Danemarck,  
si elle n'avoit rien à craindre du Danemarck; de sorte que quand le  
Danemarck se plaint des engagements de la Cour de Gottorp avec  
la Suède, le Roy de Danemarck ne se doit-il prendre qu'à  
lui-même?



La conduite de Monsieur l'Administrateur avec le Roy de  
Danemarck pendant l'Administration, et particulièrement depuis  
que le Roy de Danemarck avoit déclaré la guerre à la Suède, a dû  
persuader au Roy, et à tout le monde, que Monsieur l'Admini-  
strateur n'avoit d'autre pensée, que de vivre avec Sa Majesté dans  
une parfaite intelligence.

Que dirait-on, Monsieur, si Monsieur l'Administrateur  
par complaisance pour le Roy de Danemarck avoit souffert la  
ruine des Duchés de Gottorp? Monsieur l'Administrateur,  
autre l'intérêt qu'il y a lui-même, n'en aurait-il pas été  
responsable à son Pupille?

Et pour le dire franchement, le Danemarck méditant  
sans cesse la ruine de la Maison de Gottorp; et la Suède  
étant la ressource sur la quelle la Maison de Gottorp  
devoit principalement faire fonds, Monsieur l'Administrateur  
aurait-il pu voir l'armée de Suède prête à perir et ne pas  
tâcher de la sauver?



Quels reproches non seulement ne se feroit-il pas alors de la part de son Pupille, mais de quels chagrins, et à quels malheurs ne fut-il pas demeuré exposé par le repentiment des Suédois.

Avec tout cela si le Roy de Danemarck dans tant de marches et de contre-marches avoit plus éparqué les Etats de Gottorp, et en avoit usé conformément aux Traitez, et si son armée et celles des Alliés n'avoient pas en fin mis à feu et à sang plusieurs Baillages et des Provinces entières de la Gaison de Gottorp, ou que le Roy de Danemarck en eût donné ou procuré une satisfaction raisonnable, quelques égards que Monsieur l'Administrateur doive avoir pour le suède, il auroit très asseurement observé une exacte neutralité et employé seulement la négociation, comme en effet il a ensui le tenté pour tirer les Suédois d'un si mauvais pas.

De quel droit, Monsieur, a prétendu le Roy de Danemarck que Monsieur l'Administrateur demeurât neutre, pendant que le Roy et les Alliés ravageoient les Etats de Gottorp, et que le Roy refusât d'en donner satisfaction? est-ce donc que les Etats de Gottorp



doivent demeurer à la Discretion du Danemarck et abandonnés  
pillage toutes les fois qu'il plaira au Danemarck. Il n'est que  
trop vrai que les Danois s'en font comme un droit, et qu'ils  
perdent jamais l'occasion.

Monsieur l'Administrateur pour avoir le  
loisir de prendre des mesures plus justes afin de faire cesser ces  
ravages et les faire réparer, a dissimulé ce qu'il étoit contraint de  
concerter avec Monsieur le Comte de Stenboeck; peut-on en  
Danemarck traiter cela de mauvaise foi, et en sont les Primes qui  
n'auroient pas agi de même que Monsieur l'Administrateur?

Mais, si rien Danemarck on a appelé faiblesse insigne ce  
que Monsieur l'Administrateur a pu et a dû faire sans qu'on  
puisse avec raison lui en faire des reproches, que l'on, Monsieur,  
ne pourroit pas donner la cour de Gottorp à tant d'entreprises  
qui a fait en tout temps le Danemarck contre elle?

Sur tout de que l'on n'appellerait-on pas cette  
action si odieuse, lorsque les plus grandes Démonstrations



amitié en allura à Rensbourg, feu le Duc Christian-Albrecht,  
qu'on le retint prisonnier, qu'on le contraignit à signer un traité à des  
conditions très dures, et très injustes, et que violant ainsi les Droits  
les plus sacrés de l'hospitalité, on laissa au Duc et à sa Maison un  
très légitime sujet de s'en blâmer jamais et outrage, et de braver  
toutes les occasions de se venger.

Certainement c'est une fort mauvaise grace, et peu de  
prudence en Danemarck, de souffrir que ces importuns faiseurs de  
prefaces et de Manifestes, donnent lieu à rappeler le souvenir d'un  
procédé si étrange, en se faisant contre Monsieur le Administrateur des  
Termes de duplicité, et de fourberie; d'autant plus que Monsieur  
le Administrateur ~~deut tout droit~~ et tout sujet de prendre la part de la  
Suède; et que toutes les Cours de l'Europe ses Allies mêmes du  
Roy de Danemarck ont désapprouvé que le Roy se soit emparé des  
Etats de Gottorp, et n'ait pas au moins conformément à ces assurances  
qu'il en avoit données restitué, Monsieur le Administrateur tout aussi  
tôt après que l'Armée de Suède fut rendue prisonnière.



Guerre.

Sur quoi, Monsieur, il faut remarquer que bien loin que Monsieur le Administrateur eût eu dessein de maintenir les Suédois dans Tonniquen à quoy il auroit pu facilement pourvoir, il se négotier la capitulation de Tonniquen. Il voulut seulement sauver l'armée de Suède, et il crut que selon la parole du Roy la capitulation seroit suivie de la restitution des Duchés et du rétablissement d'une bonne intelligence, qu'il n'a jamais tenue à Monsieur le Administrateur qui n'a été entretenu pour il constamment.

On s'est flaté en Danemarck que lorsqu'on verroit que ce fut par ordre de Monsieur le Administrateur que les Suédois eurent accès dans Tonniquen, que lorsqu'on verroit le Traité de St. A. faire M<sup>re</sup> le Comte de Steenbock tout le monde condamneroit Monsieur le Administrateur comme si par là, il avoit donné sujet au Roy de Danemarck de comparer des Etats de Go Harp, et de reprocher à Monsieur le Administrateur.



d'avoir manqué de parole.

Mais si en Danemarck que si ce traité avec M<sup>se</sup> Le Comte de Steenbock, et l'ordre de recevoir les Suédois dans Jönköping, auroit paru avant le décret de la Diète de l'Empire pour condamner le Roy de Danemarck à la restitution des Duchés et à une pleine satisfaction, la Diète n'auroit pris jamais cette résolution.

Mais il est constant qu'on n'a pas laissé dans toutes les Cours de l'Europe de condamner le Roy de Danemarck, et il est bien sûr que la Diète de l'Empire n'auroit pas laissé aussi de le faire. On en peut juger, puisque le Secret de la Diète n'a pas laissé de subsister, et que la Diète continue à en vouloir l'exécution, et on en peut juger par la Lettre de l'Empereur écrite au Roy de Danemarck depuis que le traité avec M<sup>se</sup> Le Comte de Steenbock a été publié, l'Empereur dans cette Lettre condamne, comme une usurpation manifeste, cette entreprise du Roy, le presse de ne point différer la restitution des Duchés, et lui déclare que le Secret de la Diète de l'Empire doit être pleinement exécuté. S. M. S. ajoute



que quand même, on pourroit trouver à redire à la conduite de  
l'Administrateur, le jeune Duc Charles Frederic n'en doit point  
souffrir.

Mais, en Danemarck, on a non seulement peu de respect  
pour l'Empereur et pour la Diète de l'Empire, et peu de  
considération pour les autres Puissances qui s'interessent à  
la restitution des Duchés de Gottorp, plus même ces Puissances  
l'Empereur, et l'Empire pressent cette restitution, plus on  
s'obstine en Danemarck à n'y point accéder et plus on  
aggrave les Sujets de la Maison de Gottorp déjà réduits à une  
grande misère.

En voilà plus qu'il n'en faut, Monsieur, pour convaincre  
tout le monde que le Danemarck abusant de sa puissance du  
voisinage des Etats de Gottorp, de la facilité de s'en  
emparer, et de l'impunité avec quoy il le fait si souvent. Il  
est enfin de toute nécessité que l'Empereur et l'Empire et  
les autres Princes qui s'interessent à la paix du Nord



proprement et repriment des semblables attentats. Leur intérêt et  
la garantie les y obligent.

L'Empereur et l'Empire et surtout le cercle de la basse saxe  
s'y trouvent plus particulièrement obligés, et à procurer à la  
Maison de Götterps une pleine satisfaction conformément au décret  
de la Diète de l'Empire.

Si cette fois comme plusieurs fois auparavant le Danemarck  
en sera quitte pour une simple restitution; outre qu'il seroit honteux  
et de fort dangereuse conséquence, que les décrets de l'Empire ne  
fussent point exécutés, ce seroit en hardir le Danemarck à des pareilles  
entreprises des qu'il le pourra encore.

Ce seroit laisser la Maison de Götterps toujours exposée  
à des nouvelles insultes, le Roi, le cercle, et l'Empire à des  
nouveaux troubles, et comme je l'ai dit, Monsieur quelle honte  
ne seroit-ce pas à des si grands Potentats. De ne point exécuter  
la garantie à laquelle ils se sont si solennellement engagés, et donc  
point procurer une entière satisfaction à un Prince mineur si  
injustement dépouillé de ses Etats.

Je suis &c.



















